



NOVEMBRE
DÉCEMBRE

2017


#02

Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF



p.12 DOSSIER

OCTOBRE 1917 ET NOUS

p.48 MILITER
Allier bataille
financière
et bataille politique

p.75 PRODUCTION
DE TERRITOIRES
Que peut apprendre
l'Inde à la France
en matière de gestion
des bidonvilles ?

p.78 SCIENCES
D'Alembert rend
hommage à
Jean-Pierre Kahane

p.8 LE GRAND ENTRETIEN : « **Proposer un autre chemin
et s'opposer aux mesures antisociales** » Fabien Gay

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Le doute et l'action

6 POÉSIES

Victor Blanc Sergueï Essenine

7 REGARD

Gérard Legrip Figuration de la question sociale

8 LE GRAND ENTRETIEN

Fabien Gay « Proposer un autre chemin et s'opposer aux mesures antisociales »

12 LE DOSSIER OCTOBRE 1917 ET NOUS

Salih Bousseadra et **Florian Gulli** Les communistes et Octobre

Bernard Vasseur Les eaux de la Moldavie

Gérard Streiff Splendeur et misère du léninisme

Domenico Losurdo Octobre et la démocratie dans le monde

Florian Gulli Good bye Lenin ?

Salih Bousseadra Féminisme et communisme : une association stratégique décisive

Hélène Bidard Les femmes, oubliées d'Octobre ?

Frédéric Genevée 1917 et nous : la question du parti

Taylan Coskun 1917-2017 : le parti et la révolution

Jean-François Gau Le centralisme démocratique, marqueur du « marxisme-léninisme »

Jean Quétier Centralisme démocratique : les enjeux d'une pensée de l'organisation

Jean-Marc Coppola De la Révolution russe à la VI^e République

Chimène De Octobre 1917 : l'invention de la modernité artistique

Constantin Lopez Du monopolisme à l'impérialisme : la boîte à outils économiques de Lénine

48 MILITER

Valentin Brouillard-Dusong Allier bataille financière et bataille politique

54 RÉOLUTIONS COMMUNISTES

58 OBJECTIF CONGRÈS

Shirley Wirden Repenser collectivement nos pratiques et notre fonctionnement

Premiers témoignages des candidats aux législatives

61 CHRONIQUE EUROPÉENNE

Alexis Coskun De quoi la stratégie européenne d'Emmanuel Macron est-elle le nom ?

62 PARLEMENT

Pierre Dharréville Entrée en matière

64 CONTROVERSE

Gérard Streiff *Back in USSR*

66 CRITIQUE DES MÉDIA

ACRIMED Les enfants désinformés

68 FÉMINISME

Aurélienne Cardoso Travail associatif et féministe : le bonheur est-il dans l'autogestion ?

71 PHILOSOPHIQUES

Matthieu Renault Lénine décolonial

73 HISTOIRE

Gérard Streiff Marchais sans nostalgie

75 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Frédéric Landy Que peut apprendre l'Inde à la France en matière de gestion des bidonvilles ?

78 SCIENCES

Fabrice Ferlin, Guillaume Jouve, Irène Passeron D'Alembert rend hommage à Jean-Pierre Kahane

81 SILO

Marie-Anne Dujarier Réformer le code de « quel » travail ?

84 IDÉES

Alain Obadia Le commun : une approche politique prometteuse ? 1^{re} partie

87 SONDAGES

Gérard Streiff Sentiment de déclassement

88 STATISTIQUES

Mickaël Orand Pas de miracle économique pour les auto-entrepreneurs

89 LIRE

Carole Trébor Pourquoi et comment j'ai écrit un roman sur la révolution de 1917 pour les adolescents

92 CRITIQUES

• **Anselm Jappe** *La Société autophage*

• **Stéphanie Beaud, Gérard Mauger (DIR.)** *Une génération sacrifiée ?*

• **Michel Christian** *Camarades ou apparatchiks ?*

94 DANS LE TEXTE (GRAMSCI)

Florian Gulli, Jean Quétier La révolution contre *Le Capital*

96 L'ÉVÉNEMENT !

Marx à l'affiche ! débats autour du film *Le jeune Karl Marx*

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Jean Quétier

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quétier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux Comitès de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Bordas, Salih Bousseadra, Mickaël Bouali, Valentin Brouillard, Séverine Charret, Maxime Cochard, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Alexandre Fleuret, Josua Gräbener, Florian Gulli, Gérard Legrip, Corinne Luxembourg, Stéphanie Loncle, Igor Martinache, Michaël Orand, Léo Purguette, Marine Roussillon, Bradley Smith • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : novembre-décembre 2017 - N°02 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : en cours d'attribution.

Le doute et l'action

Dans le XIX^e siècle britannique existait un questionnaire très prisé : « Confession ». On y répondait à des questions très brèves : « Vos poètes préférés ? », « Votre idée du bonheur ? », etc. Ayant traversé la Manche, ce questionnaire est passé à la postérité dans le monde francophone par les réponses qu'y donna tardivement l'écrivain Marcel Proust, au point que des Français l'annexèrent hardiment en le renommant « questionnaire de Proust ». Plusieurs décennies avant le romancier, Marx s'était prêté au jeu et, alors qu'il s'agissait de répondre à la question « Votre devise ? », il indiquait : « *De omnibus dubitandum* » [De toutes choses il faut douter]. Les lectrices et lecteurs de Marx n'en seront guère surpris mais celles et ceux qui vivent avec une image de Marx figée dans la rigidité doctrinale du béton armé le seront peut-être davantage.

Cent cinquante ans plus tard, la devise garde toute sa pertinence. Le doute est la condition de l'évolution, de la rectification, de la conquête de la justesse et de l'efficacité. Pas de progrès sans doute.

« Le doute est la condition de l'évolution, de la rectification, de la conquête de la justesse et de l'efficacité. Pas de progrès sans doute. »

Mais est-ce bien ce doute-là que nous voyons fleurir par endroits à propos du congrès extraordinaire du PCF ? Ce n'est pas certain... Il est vrai qu'à l'heure des superlatifs publicitaires permanents, les mots sont usés et finissent par perdre de leur force. Pour un trajet en Blablacar, en Uber (ou que sais-je encore) qui se passe normalement, il faut aujourd'hui mettre 5 ☆ et dire que c'était « exceptionnel », sous peine de causer du tort au chauffeur. À ce compte-là, « extraordinaire » pourrait finir par passer pour banal et un congrès extraordinaire pour une réunion anodine et sans conséquences.

Et puis ce n'est pas le premier, non ? Depuis toutes ces années de vaches maigres, il y en a eu combien des congrès extraordinaires ? Voilà un peu le genre de doutes qu'on entend par-ci par-là, *mezzo voce*, dans les réunions communistes. Bien sûr, ce n'est pas la tonalité unanime, ni même dominante, ►►

- mais mettez vingt communistes ensemble et soyez sûr que vous serez confronté, d'une façon ou d'une autre, à ce doute-là. Si vous avez la fantaisie de tenter l'expérience avec des électeurs communistes voire de simples citoyens sans lien particulier avec le PCF, il est à craindre que vous n'ayez pas besoin d'en réunir 20 pour le croiser, ce doute.

Disons-le d'emblée : ce doute n'est pas le fait d'hommes et de femmes en proie au délire. Effectivement, peut-être que ce congrès extraordinaire... ne le sera pas. Mais le doute, pour être vertueux, ne peut rester contemplatif. On ne saurait rester, l'arme au pied, à méditer : « sera-ce extraordinaire ou ne le sera-ce pas ? L'avenir le dira... ».

« Nous avons de la chance, une chance exceptionnelle au regard de l'histoire du mouvement ouvrier français et au regard de la situation de bien des mouvements ouvriers de par le monde.

Nous avons *besoin* d'un congrès extraordinaire du PCF. Nous, les communistes, qui avons à trouver les voies pour donner force, agilité et écho à notre collectif militant. Nous, le peuple de ce pays, face aux assauts anti-sociaux d'un Macron. Nous, les habitants de cette Terre face à un capitalisme qui mène notre humanité et la planète même à l'abîme. Nous avons besoin d'un Parti communiste français en expansion.

Prenons un peu de champ et mettons notre situation en perspective. Vous n'avez sans doute pas manqué la lutte historique que mène en ce moment le peuple togolais, assommé de décennies de dictature et de pillage. Lutte héroïque mais c'est à peine David et c'est bien plus que Goliath. Classé 166^e en indice de développement humain, le Togo et ses 7 millions d'habitants ont un PIB de 4,4 milliards \$; près des 2 tiers de la population active y travaille dans un bien pauvre secteur agricole. Pour mémoire, le groupe Bolloré, c'est un chiffre d'affaires qui représente plus du double du PIB togolais (10,08 milliards) et presque autant pour ce qui est des capitaux propres (10,3). Et pourtant, le peuple togolais se bat, avec la déter-

mination des justes. Pensons encore aux révolutions du XIX^e siècle français : combien peu de moyens ; combien de forces de répression. Et pourtant... Nous avons de la chance, une chance exceptionnelle au regard de l'histoire du mouvement ouvrier français et au regard de la situation de bien des mouvements ouvriers de par le monde. Nous sommes sans doute la première force militante de la sixième puissance mondiale et disposons, grâce à nos cotisations, souscriptions et au reversement des élus communistes, de moyens considérables. Nous appartenons à l'étroit club des cinq forces politiques disposant de deux groupes parlementaires. Nous avons beaucoup de chance ; nous avons donc beaucoup de responsabilités.

« Il y a plus d'intelligence dans cent vingt mille expériences et réflexions que dans deux cents, trente ou une.

Pierre Laurent a dit toute l'ambition sans retenue que nous devons nourrir pour ce congrès extraordinaire [cf. *Cause commune*, n° 1] ; le conseil national a fixé un cap et une méthode : les communistes eux-mêmes, dans l'action et pleinement reliés au monde qui les entoure, doivent construire ce congrès. Ce n'est pas démission ou démagogie ; c'est la mise en œuvre de ce pari communiste fondamental : il y a plus d'intelligence dans cent vingt mille expériences et réflexions que dans deux cents, trente ou une. Pour relever les défis qui sont devant nous, pas un militant, pas une militante ne sera de trop. Le peuple communiste a commencé à se mettre dans l'action mais ne nous faut-il pas passer la vitesse supérieure ?

Si je peux vous ôter d'un doute : il n'y aura pas de congrès extraordinaire sans implication extraordinaire du grand nombre des militants communistes. Alors doutons... mais agissons. Amplifions cet élan qui naît. C'est la voie du succès nécessaire et, qui sait, c'est peut-être celle aussi du bonheur. Dans son questionnaire de 1865, Marx n'avancait-il pas, justement, comme idée du bonheur : « to fight » [lutter] ? ●

Guillaume Roubaud-Quashie, directeur de *Cause commune*.

Sergueï Essenine

Sergueï Essenine est né dans un petit village de Russie en 1895. Il est marqué par l'éducation religieuse que lui donne son grand-père. Il faut se représenter cette Russie paysanne, immense et dure, pleine de mystères. Elle n'a pas beaucoup changé depuis *Les Soirées du hameau* de Gogol. Essenine grandit au milieu des veillées d'hiver, des chansons populaires, des Baba Yaga et de ce mélange de mysticisme païen et de ferveur chrétienne... Ces superstitions influencent ses premiers vers, alors qu'il n'a que 14 ans, et le marqueront jusqu'à la fin de sa vie. « *Je suis un pauvre vagabond. / Par la steppe avec l'étoile du soir / comme le simandre / je chante Dieu.* » Engagé sur le front russe pendant la guerre de 1914, il déserte au printemps 1917 : « *Servant des intérêts qui m'étaient étrangers / je tirais sur des corps qui m'étaient chers.* » Revenu à Moscou, ses grands aînés le célèbrent déjà : Blok, Akhmatova, Kliouïev et Goumiliev lui font honneur. On voit en lui le porte-étendard de la génération des Khlebnikov, Maïakovski, Tsvetaïeva... Les débuts de la révolution d'Octobre l'enthousiasment. Octobre est pour lui l'occasion d'une épuration spirituelle : balayer le vieux monde, les idées, la misère, transcender le peuple russe... Peut-être était-il ce *grand Christ rouge de la Révolution* que célébrait Cendrars. Il a rêvé la révolution russe sans la comprendre. Rien ne pouvait correspondre à ses rêves. C'était un malentendu. Ses chimères ébauchées le laisseront amer. Toujours est-il qu'en 1918 il rompt avec les mouvements littéraires d'avant la Révolution, acméistes et symbolistes, qu'il relègue au passé. Il fait partie des fondateurs de l'imaginisme, mouvement distinct du futurisme, inspiré de l'imagisme d'Ezra Pound, qui exalte les orages de l'imagination. Surtout, l'imaginisme se veut plus indépendant politiquement que le futurisme. S'il y a bien en Europe une toquade commune à toutes les avant-gardes poétiques et politiques, entre les deux guerres, c'est un certain lyrisme de la violence. Essenine ne fait pas exception. Dans de longs poèmes, comme *Inonie* ou *Transfiguration*, il renverse les mots et les mondes. « *Du genou je comprimerai l'équateur / et dans un maelström de pleurs / briserai en deux le petit pain doré / qu'est notre mère la terre.* » « *Ainsi parle comme la Bible / Sergueï Essenine le prophète.* » C'est aussi le temps du « hooligan ». On le voit traîner dans les cabarets de Moscou, de scandale en scandale, avec sa pipe et ses cheveux blonds : « *Je lis mes vers aux prostituées / et me cuite avec les bandits.* » Comme souvent dans la modernité, la poésie se fait programme, annonce de l'action future qu'un

« Ne m'en veuillez pas, c'est ainsi !
Je ne barguignerai pas avec les mots :
elle est alourdie, affaissée,
ma jolie tête dorée.

Ne plus aimer ni la ville, ni mon village
comment le souffrirai-je ?
Je largue tout. Me laisse pousser la barbe.
Et je vais boulinguer en Russie.

J'oublierai livres et poèmes,
J'irai le ballot sur l'épaule
- au noceur dans la steppe, on le sait,
le vent fait fête comme à nul autre.

Je puerai le raifort et l'oignon.
Et troublant la torpeur du soir
me moucherài bruyamment dans les doigts.
Partout je ferai l'idiot.

Je ne réclame d'autre bonheur
que de me perdre dans le blizzard ;
car sans ces extravagances
je ne puis vivre sur terre. »

Journal d'un poète, La Différence, 2014,
traduit par Christiane Pighetti.

verbe viendrait autoréaliser. Cette parole a, au moins, le mérite de rêver d'une incarnation populaire du poète : « *Je puerai le raifort et l'oignon. / Et troublant la torpeur du soir / me moucherài bruyamment dans les doigts. / Partout je ferai l'idiot.* » Répudiant les sophistications, le poète frappe avec les sens ; cette irruption du corporel peut s'entendre comme une prophétie de la réalité et de la poésie. Au destin poétique du peuple qui se lève répond le destin populaire du poète qui dévale les ruelles. Mais la rencontre est parfois douloureuse. On se méfie d'Essenine. Ses frasques déplaisent. Boukharine dénonçait avec force « un ivrogne, tant hooligan que dévot ». C'est qu'à ériger la nouvelle république socialiste, on croit devoir trouver des modèles pour la jeunesse. Essenine n'en était pas un. Et il le savait. Déçu par les lassitudes amoureuses, étranger à ce monde nouveau qui sort de terre, Sergueï Essenine se pend en 1925 à Leningrad. Juste avant de mourir, il écrit un poème avec son sang : il n'y avait plus d'encre à l'hôtel d'Angleterre. ●

Victor Blanc

Figuration de la question sociale



Jules Adler, *La Grève au Creusot*, 1899. Musée des Beaux-Arts de Pau.

Au XIX^e siècle les usines Schneider du Creusot sont les plus grandes de France. De 1871 à 1899 y règne une paix sociale due à la croissance de l'entreprise et au paternalisme des dirigeants qui offrent un niveau de vie correct et des formations professionnelles aux ouvriers. En 1898, des changements bouleversent la situation : Eugène II Schneider prend la direction de l'entreprise, les radicaux gagnent les élections de mai. Un afflux

de commandes entraîne alors une accélération des cadences de travail et d'énormes profits dont les ouvriers, furieux, ne profitent pas. Un syndicat est créé. De mai 1899 à juillet 1900, plusieurs grèves vont toucher les usines. Le 24 septembre 1899 une grande manifestation réunit plus de 7 000 personnes. C'est cette manifestation que figure la toile de Jules Adler (1865-1952). ●

Gérard Legrip

« Proposer un autre chemin et s'opposer aux mesures antisociales »

Avec treize sénatrices et sénateurs élus sur les listes soutenues ou présentées par le PCF, le Groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE) qu'ont rejoint des élus non communistes devient le principal groupe d'opposition de gauche à la politique Macron, au Sénat. **Fabien Gay**, 33 ans, nouvel élu PCF en Seine-Saint-Denis, revient sur les conditions de ces élections et exprime la détermination du groupe à faire entendre la voix de ceux que l'on laisse toujours de côté.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **LÉO PURQUETTE** —

Quelle est votre analyse des résultats des sénatoriales ? Marquent-ils un premier désaveu pour Emmanuel Macron ?

Oui, et c'est un premier coup d'arrêt dans la volonté du président jupitérien de vouloir tout contrôler. Il avait pour objectif d'obtenir les trois cinquièmes du Parlement, c'est-à-dire cinq cent cinquante-cinq parlementaires acquis à sa cause afin de pouvoir procéder à



une réforme constitutionnelle. Cette réforme consisterait notamment à réduire le nombre de parlementaires, à limiter les mandats dans le temps, à instaurer une dose de proportionnelle dans le scrutin législatif et à supprimer la Cour de justice...

Au vu du résultat des élections législatives de juin dernier, cet objectif des trois cinquièmes lui apparaissait comme

très réaliste. Il en avait donc fait un objectif prioritaire. Si on se place de ce point de vue, c'est un échec pour le président. Même en ajoutant les groupes MODEM et les « constructifs », il n'atteint pas son objectif des trois cinquièmes. Mais il est nécessaire d'examiner ce résultat de plus près. Tout d'abord, il ne faut pas occulter que ces élections sénatoriales sont le reflet des élections muni-

tenancés par les premières annonces du gouvernement. Le terrible coup porté aux collectivités territoriales, avec la baisse des dotations, mais aussi la hausse de la CSG, la suppression de 5 euros sur les APL et le mécontentement grandissant sur les ordonnances de la loi Travail en ont refroidi plus d'un. Les élus sont en prise directe avec les citoyens, et ils ont vu au cœur de l'été monter une colère

« En Seine-Saint-Denis, nous avons été bien au-delà du seul socle des élus communistes, républicains, citoyens et écologistes, ce qui a d'ailleurs permis mon élection. » Fabien Gay

cipales de 2014, ainsi que des départementales et régionales de 2015. La République en marche ne s'était pas encore constituée lors de celles-ci ; il s'agit donc plutôt d'un semi-échec pour Emmanuel Macron. Ensuite, un certain nombre d'élus qui auraient pu voter pour les candidats de La République en marche ont fait un autre choix, sans doute décon-

sourde. Certains ont, en conséquence, changé leur fusil d'épaule, car soutenir publiquement le président des riches les met en difficulté devant leurs concitoyens. Emmanuel Macron devra donc composer avec une opposition de droite au Sénat. Leurs discussions consisteront à déterminer à quel cran ils sont prêts à serrer la ceinture de l'austérité. Dans ce contexte,



Mobilisation unitaire contre les lois « travail », le 10 octobre 2017.

c'est surtout la présence du Groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE) au Sénat mais aussi, à l'Assemblée nationale, du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR) et FI, qui comptera pour relayer les attentes des citoyennes et des citoyens, des salariés et des élus de ce pays.

Les communistes, dont la quasi-totalité des élus étaient renouvelables, conservent leur groupe dans des conditions qui s'annonçaient pourtant difficiles. À quoi ce résultat est-il dû de votre point de vue ?

Seuls deux élus, Christine Prunaud (Côtes-d'Armor) et Thierry Foucaud (Seine-Maritime), n'étaient pas renouvelables. Les résultats des dernières élections intermédiaires qui composent le corps des grandes électrices et des grands électeurs ont été difficiles pour nous. Enfin, beaucoup de commentateurs de la vie politique nous donnaient pour morts, répétant constamment que c'en était fini du groupe communiste au Sénat. Donc, sur le papier, il est vrai que conserver un groupe communiste au Sénat n'était pas gagné d'avance. Mais nous le conservons avec douze sénatrices et

sénateurs, renforcé par l'arrivée de trois personnalités de gauche et écologistes. C'est le fruit du travail des sénatrices et sénateurs communistes tout au long de ces dernières années. Ils ont été constants dans leur ligne politique, rigoureux dans le travail parlementaire et ont défendu avec force, courage et ténacité les collectivités territoriales et les services publics de proximité. On pourrait citer de nombreux exemples, parmi lesquels celui du travail d'Éric Bocquet sur l'exil fiscal, qui a eu de l'écho dans le Sénat mais aussi en dehors, bien au-delà du seul cercle militant ou des élus. Ce travail est reconnu par des élus de sensibilités diverses, y compris celles et ceux qui ne partagent pas tous nos combats ou nos valeurs. Dans un moment de brouillage idéologique, où tout a volé en éclats au cours de la dernière année, beaucoup de citoyens mais aussi d'élus sont déboussolés. Certains ont donc fait le choix de voter pour nos candidats car, dans ce marasme, ils ont pris conscience qu'ils pouvaient compter sur nous pour défendre les territoires. En Seine-Saint-Denis, nous avons été bien au-delà du seul socle des élus communistes, républicains, citoyens et écologistes, ce qui a d'ailleurs permis mon élection.

Vous faites partie des nouveaux visages qui arrivent sur les bancs communistes, qu'incarnent-ils à vos yeux ?

Pour moi, la politique n'a jamais été une affaire individuelle, mais bien une expression collective. Avec Pierre Ouzoulias dans les Hauts-de-Seine, Pascal Savol-delli dans le Val-de-Marne, Michelle Gréaume dans le Nord, Guillaume Gontard dans l'Isère et moi-même en Seine-Saint-Denis, nous sommes cinq personnalités différentes, avec des parcours de militant et d'élu différents et variés. C'est cela qui est passionnant et enthousiasmant. Chacune et chacun va apporter sa pierre à l'édifice pour que notre travail collectif soit utile et efficace ici au Sénat mais également en dehors pour nos concitoyens.

Nous avons une volonté commune de lutter contre les injustices, quelles qu'elles soient et où qu'elles aient lieu, de mettre fin au cycle infernal des politiques d'austérité qui broient l'homme et la planète, partout en France, en Europe et dans le monde. Nous rejoignons un groupe avec des parlementaires aguerris et combattifs, qui dès les premiers instants ont été présents pour nous accompagner. ►►

« À quinze, le combat sera rude, mais notre unité et notre engagement seront des atouts déterminants pour faire entendre la voix de ceux que l'on laisse toujours de côté. » Fabien Gay

► Qui plus est, nous sommes quinze, comme dans une équipe de rugby. Cela me plaît bien. Tout le monde est différent, mais chacun a sa place. Nous avons notre capitaine avec Éliane Assassi, et tout le monde a le même objectif. Nous avons conscience qu'à quinze, le combat sera rude, mais notre unité et notre engagement seront des atouts déterminants pour faire entendre la voix de ceux que l'on laisse toujours de côté.

Le groupe s'élargit à trois non-communistes et devient le groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste. Quel sens y mettez-vous à l'heure où la question du rassemblement à gauche a rarement été si complexe ?

Je crois que nous pouvons nous féliciter collectivement qu'après l'élection de douze sénateurs communistes, nous soyons parvenus à former un groupe de quinze sénateurs et sénatrices, avec Guillaume Gontard (de sensibilité écologiste), Esther Benbassa (Europe écologie les verts, EELV) et Pierre-Yves Collombat (Rassemblement démocratique et social européen, RDSE).

Nous avons cherché à rassembler largement, mais sur la base d'un contenu fort, comme le montre notre déclaration de groupe. Nous avons été clairs : pour nous, l'axe essentiel est l'opposition à la politique d'austérité, donc à la majorité de droite au Sénat mais également à la majorité présidentielle d'Emmanuel Macron. Et surtout, nous voulons continuer à proposer et à agir pour le bien commun. À partir de ces axes, nous étions disposés à travailler avec le plus grand nombre et à mettre nos propositions en débat. Nous allons continuer pendant

toute la mandature ce travail en direction de l'ensemble des parlementaires de gauche.

C'est aussi la reconnaissance du travail du groupe CRC sur la dernière mandature qui a conduit à ce que d'autres sénateurs nous rejoignent. Par exemple, Pierre-Yves Collombat a désigné notre groupe comme étant « le seul groupe de gauche au Sénat ».

Je suis heureux, d'un point de vue personnel, que nous ayons ajouté « écologiste » à notre nom de groupe car pour moi, le combat communiste du XXI^e siècle

« Le brouillage idéologique de ces dix dernières années, accéléré avec l'élection d'Emmanuel Macron, a fait voler les repères de classe en éclats. »

Fabien Gay

marche sur deux jambes, l'homme et la planète. Au-delà de cela, la question du rassemblement est très complexe. Je suis de ceux qui pensent que la gauche et la droite veulent encore dire quelque chose, même si le brouillage idéologique de ces dix dernières années, accéléré avec l'élection d'Emmanuel Macron, a fait voler les repères de classe en éclats.

La question du rassemblement ne peut pas se concevoir comme au cours des cinquante dernières années. Il nous faut absolument redonner du contenu, du souffle et des valeurs à la gauche : justice sociale, progrès, liberté, égalité, paix, coopération... Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? Comment faire la démonstration que nous pouvons faire autrement que ce que les libéraux opèrent depuis trente ans ? Il y a des expériences intéressantes, notamment dans les collectivités qui ont à leur tête un ou une élue communiste.

Enfin, je crois que, pour rassembler, il ne faut surtout jamais en rabattre sur ses ambitions. Bien au contraire, c'est en mettant en débat du contenu, que l'on défend, que l'on suscite chez l'autre une envie de construire et d'agir ensemble. La question du rassemblement ne peut pas se construire uniquement sur une volonté d'unité, car elle ne serait alors que factice. Dans le même mouvement, élargissons le champ du rassemblement aux forces syndicales, associatives et citoyennes de notre pays. C'est un grand chantier, qui doit être mis en débat et en réflexion chez les communistes mais aussi dans l'ensemble de la société.

Vous estimez que le groupe CRCE est le seul groupe d'opposition à la politique du chef de l'État. Quel rôle souhaitez-vous jouer dans une haute assemblée dominée par les libéraux ?

La droite est ultra-majoritaire au Sénat. Elle se pose comme une force d'opposition à la politique du président de la République, mais en réalité l'une et l'autre sont d'accord sur le fond : réduire les déficits publics, diminuer le nombre de fonctionnaires, détricoter le modèle social français en s'attaquant par exemple au code du travail... Bref, ils ont un débat entre libéraux pour savoir s'il faut un peu plus ou un peu moins d'austérité. J'y vois déjà de nombreuses contradictions entre ce qu'ils portent comme conception de la société et ce qu'ils votent. Prenons le débat sur la sécurité. Tous insistent sur le fait qu'il y a trop de fonctionnaires,



mais, dans le même mouvement, chacun comprend qu'il y a besoin de plus de policiers et de gendarmes pour assurer la sécurité dans nos territoires...

Nous sommes la seule force qui s'oppose radicalement à cette vision de la société. Non seulement nous nous dresserons contre toutes ces mesures antisociales, mais nous proposerons également un autre chemin. Un chemin où nous voulons mettre en œuvre une autre répartition des richesses, qui serve l'intérêt général, qui serve nos besoins communs.

Nous entendons généralement que c'est la crise financière qui cause et justifie l'austérité mais nous n'avons jamais produit autant de richesses en France. Le problème, c'est qu'elles sont concentrées dans les mains de quelques-uns qui sont

« Chacune et chacun va apporter sa pierre à l'édifice pour que notre travail collectif soit utile et efficace ici au Sénat mais également en dehors pour nos concitoyens. » Fabien Gay

de moins en moins nombreux mais de plus en plus riches, et que le fossé avec les plus pauvres se creuse de jour en jour. Comment comprendre qu'en France – la 5^e puissance mondiale – nous comptons 3,5 millions de mal-logés, 6 millions de chômeurs, 9 millions de pauvres, alors que, dans le même temps, nous apprend *Le Figaro*, des Français détiendraient 300 milliards d'euros dans les paradis fiscaux, dont la moitié seraient détenus par les 3 000 familles françaises les plus riches. C'est un stock de richesses *off-shore* évalué à 15 % du PIB !

Le problème se situe là. Imaginons un seul instant que nous en reprenions ne serait-ce que 10 %, ce qui équivaut à 30 milliards d'euros. Le budget de la France serait tout autre, et il nous serait possible d'investir pour l'éducation, la santé, les services publics de proximité, le logement social, l'industrie, la transition écologique, l'agriculture... Bref, pour notre humanité.

Emmanuel Macron veut réduire le nombre de parlementaires.

Quelle est votre position sur le sujet ?

Il y a un débat dans la société. Je crois que, sur cette question, les risques de populisme sont bien présents. Le fossé est grand entre les élus et la population,

et le mandat de François Hollande l'a accentué. Personne n'a oublié les renoncements successifs qui ont conduit à une politique libérale dans la continuité des mandats précédents. Cela est mortifère pour la démocratie.

En réalité, beaucoup d'élus travaillent pour l'intérêt général et y sacrifient du temps et leur vie familiale. Il faut donc que nous travaillions ensemble à réduire cette fracture entre les élus et la population : plus de transparence, plus d'intervention citoyenne dans les prises de décision, entre les différentes élections. Je suis contre la délégation de pouvoir qui consiste à confier un mandat à une personne sans qu'elle ait à rendre compte de son mandat à ses électeurs, à débattre et à agir avec eux.

En ce qui concerne le nombre de parlementaires, pensons-nous vraiment que 925 parlementaires dans un pays de près de 67 millions d'habitants, c'est trop ? Neuf cent vingt-cinq personnes qui œuvrent à construire et à voter des lois, qui représentent les territoires et les citoyens, je ne pense pas que cela soit excessif. En revanche, il faut mettre en débat la question du cumul dans le temps et celle de l'introduction d'une dose de proportionnelle dans les élections législatives.

Beaucoup de nos concitoyens ne se sentent pas représentés. Méfions-nous des raccourcis qui consistent à attaquer les parlementaires ou les élus, à formuler le reproche qu'ils sont trop nombreux ou coûtent trop cher ; si nous réduisions le nombre de parlementaires, c'est le pluralisme qui serait alors attaqué, et je ne suis pas sûr que cela aille dans le sens de l'objectif de plus de proximité entre les élus et les citoyens. ●

« Un chemin où nous voulons mettre en œuvre une autre répartition des richesses, qui serve l'intérêt général, qui serve nos besoins communs. » Fabien Gay

OCTOBRE 1917 ET NOUS

Le centenaire d'Octobre est l'occasion de remettre à l'ordre du jour l'idée de « révolution ».

Les communistes et Octobre

PAR SALIHA BOUSSEDRA ET FLORIAN GULLI*

« Qu'est-ce qu'Octobre nous dit, un siècle après ? »

Il existe bien des points de vue sur Octobre à l'intérieur du PCF : des humeurs, des *a priori* mais aussi des réflexions construites, nourries et pourtant contradictoires. Le rôle de ce dossier n'est évidemment pas de trancher parmi ces lec-

tures. Ce n'est pas la fonction de la revue *Cause commune*. Ce qu'elle peut faire, plus modestement, c'est donner à voir ces différentes approches et, ce faisant, peut-être contribuer à travailler à leur compréhension, voire leur dépassement. Beau-

coup ont écrit des choses profondes et informées sur la question. Mais de nombreux échanges ne virent-ils pas à la caricature dès que le spectre de 17 approche ? « Staliniens », crie-t-on vite ici ; « liquidateurs », répond-on là... 17 ne vaut-il pas mieux que cela, et nous avec lui ?

OCTOBRE, FILLE DU GRAND CARNAGE IMPÉRIALISTE

N'en demeure pas moins que dire ce qu'est « Octobre » est plus difficile qu'il n'y paraît. Car Octobre n'est pas seulement ce 25 octobre 1917 à Petrograd qui fut, pour notre calendrier grégorien, un jour de novembre. Octobre paraît peu après l'aube d'un siècle nouveau, celui que l'historien Eric Hobsbawm nomme « le court

XX^e siècle ». Peu après l'aube, car tout commence véritablement à l'été 1914. La révolution d'Octobre est fille du grand carnage impérialiste. Précision importante pour contrer la lecture libérale du siècle. Octobre n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, l'événement qui viendrait dérégler la belle machine. L'Europe d'avant Octobre n'est pas un havre de paix et de démocratie. Les puissances européennes se partagent le monde et écrasent les peuples colonisés. Elles rivalisent de plus en plus dangereusement ; le militarisme, comme un poisson dans l'eau, gagne du terrain. Le mouvement ouvrier se renforce, suscitant l'hostilité de plus en plus farouche de la classe dominante. À tel point que beaucoup verront dans la Grande Guerre qui s'annonce la possibilité de faire d'une pierre deux coups : écraser l'ennemi à l'extérieur et, mesure prophylactique, se débarrasser des subversifs à l'intérieur.

Parler d'Octobre, c'est donc parler de ce « court XX^e siècle » inauguré par la Grande Guerre. Tâche colossale pour qui veut être sérieux. Tâche bien trop grande pour ce dossier qui ne cherche qu'à envisager la question au présent des communistes français : qu'est-ce qu'Octobre nous dit, un siècle après ?

SOUFFLE D'OCTOBRE ET OMBRES SINISTRES

Car Octobre est de ces événements qui transforment les siècles et cette révolution projetée,

sur les décennies qui la suivent, tant de lumières inédites et tant d'ombres saisissantes. Contradictions qu'il faut assumer pour ne pas être unilatéral, pour pouvoir penser le réel dans sa complexité effective.

D'un côté, l'exceptionnelle grandeur. Les premiers décrets émancipateurs dans le sillage de l'insurrection bolchevique. Les aspirations profondes de tant d'ouvriers, de paysans, de femmes, de soldats, de minorités nationales, etc., enfin satisfaites. Le développement industriel d'un pays où tout manquait. La résistance héroïque à l'invasion des troupes hitlériennes puis la bataille de Stalingrad, presque oubliée chez nous, et pourtant véritable tournant de la guerre, coup d'arrêt au projet de domination coloniale à l'Est, début de la fin du nazisme. Youri Gagarine, aussi, le premier homme dans l'espace. Le souffle d'Octobre ensuite dans les pays colonisés qui vont bien souvent marcher vers l'indépendance avec le drapeau rouge. Et parallèlement, dès l'année 1917, l'agression de la Russie par les pays européens pour détruire le pouvoir des soviets et forcer la Russie à continuer la guerre contre l'avis de son peuple. Le soutien des puissances capitalistes à toute sorte de dictatures partout dans le monde où les peuples commençaient à se lever, les guerres menées pour maintenir la domination coloniale. Souffle d'Octobre enfin dans les pays capitalistes eux-mêmes où les luttes pour les droits sociaux et la sécurisation des vies ouvrières se voyaient renforcées par la présence d'un bloc soviétique effrayant la bourgeoisie, la contraignant à des concessions jamais vues. Mais il y a aussi l'autre côté, les sinistres ombres. Peut-on parler d'Octobre sans parler de Staline ? Sans parler du type de commandement arbitraire mis en œuvre en URSS à partir de la fin des années 1920 et dont on peut repérer quelques signes avant-coureurs dès avant ? Type de commandement que l'on retrouvera souvent sous d'autres latitudes, et dont beaucoup de communistes furent les premières victimes ? Comment expliquer que l'URSS, une fois passée la période de troubles des années 1930, une fois passée la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale, ne soit pas parvenue à trouver une vitalité suffisante ? L'ère Brejnev ne donne-t-elle

« Ce qui se dit
 en octobre 1917
 est de brûlante
 actualité : c'est que
 nous pouvons
 transformer
 le monde,
 que nous pouvons
 amorcer la sortie
 du capitalisme. »

pas l'impression d'un régime sclérosé ? Par ailleurs, comment rendre compte de l'absence durable d'institutions démocratiques dans les régimes socialistes ? Comment y parvenir sans s'aligner sur la position libérale qui criminalise toute alternative au gouvernement représentatif et à l'absence de démocratie économique ? Comment y parvenir sans se satisfaire non plus de l'explication par la seule pression impérialiste sur les pays socialistes ? Et la disparition presque partout des régimes se réclamant d'Octobre ? Peut-on s'empêcher d'y voir un symptôme ? D'autant plus que les communistes de ces pays ne s'y sont guère opposés, d'autant plus que les populations ne les ont pas défendus.

UN DES GRANDS FAITS DE L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

La diversité des jugements communistes renvoie donc aussi pour partie à la complexité et aux contradictions de cette longue histoire du siècle passé. Ce qui devrait cependant les réunir, c'est la volonté de s'approprier cette histoire, de la penser de façon autonome, de ne pas la laisser aux libéraux qui l'abordent toujours avec une même arrière-pensée : justifier le capitalisme et jeter le discrédit sur les aspirations populaires et les alternatives. Les communistes n'ont-ils pas à apprendre de ces expériences collectives, de leurs réussites comme de leurs échecs, de leur incroyable héroïsme comme de leur dramatique perversion, pour penser sérieusement la construction d'une société d'émancipation ?

Mais faut-il s'interdire de considérer la révolution de 1917, comme si elle contenait par principe et Staline et Brejnev, voire Poutine ? Comme si la Révolution française contenait par principe Charles X, Napoléon III, Pompidou et Macron... Quoi qu'il en soit des contradictions du XX^e siècle et de la complexité des régimes socialistes qui suivirent, il faut regarder Octobre pour ce qu'il est, « un des grands faits de l'histoire de l'humanité » (John Reed). Ce qui se dit en octobre 1917 est de brûlante actualité : c'est que nous pouvons transformer le monde, que nous pouvons amorcer la sortie du capitalisme. Non pas en attendant passivement que l'histoire accouche par elle-même d'une autre société mais à force d'au- ▶▶

▶ dace et de travail. Et si cette audace est d'abord celle de masses populaires, elle est aussi et en même temps celle d'un parti en harmonie avec les aspirations majoritaires.

Et l'on comprend les motifs idéologiques tapis derrière l'historiographie dominante depuis les années 1970 en France. La relative bonne image dont pouvaient jouir Lénine et la révolution d'Octobre maintenait ouvert l'horizon d'une autre société. Il fallait repeindre tout cela en noir, éteindre la flamme, nous réassigner au capitalisme, quoi qu'il en coûte. Et cela au prix d'analyses historiques souvent partiales, souvent légères d'un point de vue méthodolo-

gique. Le dernier livre du philosophe Lucien Sève, *Octobre 1917. Une lecture très critique de l'historiographie dominante* (choix de textes de

« **Le centenaire d'Octobre est l'occasion de remettre à l'ordre du jour l'idée de "révolution".** »

EXPRESS
1917

Brossons un rapide tableau de la Russie au début du XX^e siècle. La Russie, (très) majoritairement paysanne, s'engage tardivement mais à cadence soutenue sur la voie du capitalisme et de l'industrialisation. Un océan de paysans (face à des nobles, grands propriétaires terriens), des îlots déjà notables d'ouvriers (face à des bourgeois et des nobles, propriétaires d'industries). Au plan politique, l'Empire est le plus autoritaire de toute l'Europe : c'est l'autocratie. Le tsar tient tous les pouvoirs entre ses mains : la Russie n'a pas franchi le cap de 1789. L'opposition libérale monte chez les bourgeois mais reste timide ; les libéraux sont de toute façon muselées. Dès lors, les socialistes sont d'une maigre influence, d'autant qu'ils sont très divisés : populistes (*narodniki*) puis « socialistes-révolutionnaires » (SR) implantés à la campagne promeuvent un socialisme agraire suivant une voie russe propre ; mencheviks et bolcheviks s'inscrivent davantage dans les débats du socialisme européen.

Il faudrait parler longuement de 1905 avec la révolution populaire

qui s'invite en Russie au cours de la guerre russo-japonaise et invente les soviets (conseils). Mais puisqu'il faut résumer la chose à l'extrême, filons droit en 1914 : l'Empire russe, allié de la République française depuis la fin du XIX^e siècle, entre en guerre contre les puissances centrales (Allemagne, Autriche-Hongrie, Empire ottoman). Vingt millions d'hommes sont mobilisés ; dans une armée encadrée par une noblesse à l'ancienne, les soldats (ouvriers et, surtout, paysans) sont traités comme des moins que rien. Peu équipés, leur vie est allègrement sacrifiée, sans états d'âme. La guerre dure et monte, irrésistible, l'aspiration à la paix.

En quelques jours de février 1917, elle emporte le régime tsariste ; le matin même du 27 février, le peuple russe (notamment celui de Petrograd, alors la capitale – actuelle Saint-Pétersbourg) ne sait même pas que dans quelques heures, il aura fait tomber un régime de fer inflexiblement installé depuis plusieurs siècles ; c'est la révolution de Février. Se met en place un gouvernement provisoire (GP) dominé par les libéraux (dits KD ou cadets pour

constitutionnels-démocrates). En parallèle, les soviets se déploient, dominés par les SR, mencheviks et autres socialistes « modérés » (comme le populaire Kerenski).

Mais la paix n'advient pas, alors que la révolution qui porta ces hommes (des soviets et du GP) au pouvoir la plaçait comme une exigence centrale. Il est même question, dans une note officielle du ministre des Affaires étrangères (KD) Milioukov, de poursuivre la guerre « jusqu'à la victoire finale ». Le peuple russe apprend ainsi à ses dépens qu'il ne suffit pas de porter des hommes au pouvoir pour que ceux-ci fassent ce pour quoi ils y ont été placés. Les libéraux perdent leur crédit. On condamne. On remanie : les socialistes « modérés » entrent en masse dans le gouvernement (sept ministères KD ; six ministères socialistes, dont l'Agriculture pour le SR Tchernov et la Guerre pour Kerenski).

La paix advient-elle désormais que les socialistes sont dans la place ? Nenni. Kerenski lance même une offensive à l'été et restreint les libertés octroyées après Février. Les revendications en

Lénine, Éditions sociales, 2017) met en lumière ces biais idéologiques qui, pour être inlassablement répétés, n'en restent pas moins des caricatures.

Le centenaire d'Octobre est l'occasion de remettre à l'ordre du jour l'idée de « révolution ». Non pas le bain de sang et le carnage, comme se plaisent à le répéter les partisans de l'ordre établi. Et il faut rappeler à ce propos le mot de Hobsbawm : « On a dit qu'il y avait eu plus de blessés lors du tournage du grand film d'Eisenstein, *Octobre*, qu'au cours de la prise du palais d'Hiver, le 7 novembre 1917. » Non pas ce mot galvaudé par le premier

Macron venu et qui désigne l'intensification de la lutte de classes du côté des dominants. Non, la « révolution » comme transformation radicale des structures sociales par le peuple et pour le peuple ; l'entrée dans un processus de sortie du capitalisme par ceux qui ont le moins intérêt au *statu quo*. Pour contribuer à cette tâche, parlons d'Octobre... ■

***Saliha Bousseadra** est responsable de la rubrique Féminisme.

Florian Gulli est coresponsable de la rubrique Dans le texte. Ils ont coordonné ce dossier.

matière économique et sociale ne sont pas davantage écoutées. La ligne de Lénine, tenue dès février et alors inaudible jusqu'au sein de la direction bolchevique, gagne alors en écho : Février n'a été que le prélude bourgeois à la révolution prolétarienne qui est à l'ordre du jour. Une partie du peuple russe veut donc placer les bolcheviks au pouvoir et renverser ces pouvoirs issus de Février mais infidèles à la promesse révolutionnaire. Lénine freine : la révolution est à l'agenda mais l'assentiment populaire n'est pas assez large. Cependant, Kerenski qui a pris la direction du GP, voit croître le danger bolchevique et se lance dans la répression contre les bolcheviks : prison, exil, sacage des locaux...

Devant les troubles et l'instabilité, le zélé Kerenski apparaît en deçà des attentes des dominants. Bourgeoisie, noblesse et haut clergé vont lui préférer un ancien général du tsar, homme à poigne : Kornilov. Un putsch est tenté en août. Kerenski libère les bolcheviks pour sauver sa peau et ce qui reste de Février. Le putsch est écrasé : Février est sauvée. Les bolcheviks apparaissent comme ceux dont

la contribution a été décisive et le crédit de ceux qui les ont calomniés (notamment sur le thème nationaliste « Lénine, agent allemand » car Lénine, comme d'autres révolutionnaires, avait pu rejoindre la Russie après Février grâce à l'Empire allemand qui comptait sur eux pour déstabiliser la Russie et, ainsi, affaiblir cet ennemi) et pourchassés décroît d'autant.

Les bolcheviks, petite minorité en février, gagnent alors la majorité dans les soviets. Pour Lénine, l'heure de l'insurrection a sonné. Le 25 octobre (7 novembre, dans notre calendrier), la révolution est en marche. Le palais d'Hiver est investi. Kerenski fuit. Presque aucune effusion de sang. Personne n'aura voulu défendre le régime vermoulu. La révolution d'Octobre 1917 est faite.

En quelques semaines, la face de la Russie change radicalement : décrets sur la paix, sur la terre, séparation de l'Église et de l'État, égalité des droits hommes-femmes, abolition des castes, titres et privilèges, contrôle ouvrier sur la production, nationalisation de toutes les banques, pleine

liberté donnée aux nationalités opprimées... Lénine avance en 1921 : « La monarchie, les castes, la propriété terrienne et la jouissance du sol, la situation de la femme, la religion, l'oppression des nationalités. Prenez n'importe laquelle de ces écuries d'Augias [...], nous les avons nettoyées à fond. En quelque dix semaines, [...] nous avons fait dans ce domaine mille fois plus que n'ont fait, en huit mois d'exercice de leur pouvoir » les hommes de Février. Lucien Sève commente : « On se demande qui pourrait de bonne foi se refuser à reconnaître là une œuvre révolutionnaire-démocratique véritablement grandiose en sa rapidité. »

Pour sûr. Un siècle s'ouvre : le communisme s'y est imposé au menu. Non sans susciter haine et terreur des possédants dans le monde entier. Non sans susciter espoir et luttes des travailleurs dans le monde entier. Déjà, Lénine (« le vieux ») n'a plus que six ans à vivre : la bouillonnante Russie révolutionnaire se cherche (« Mon pays adolescent », Maïakovski). Le XX^e siècle commence, impitoyable : « l'âge des extrêmes ».

Les eaux de la Moldau

« Les eaux de la Moldau roulent même les pierres / Au travers des ruines passe l'avenir / Prague a vu trois empereurs et les trois sont sous terre / Et si la nuit est longue, c'est que le jour est là » (Bertolt Brecht).

PAR **BERNARD VASSEUR***

Octobre et nous ? La question s'est posée à tous et partout au cours du XX^e siècle. Dès le début, la réponse dépendait du « nous » qui s'interrogeait ou feignait de le faire. *Octobre* : rêve, espoir, victoire ou repoussoir, putsch, violence ? *Nous* : dominants/dominés, coloniaux/colonisés, classes, États, intellectuels et artistes, peuples, partis ? Peu de témoins impartiaux ou d'historiens sereins : des thuriféraires ou des détracteurs. Preuve du caractère totalement inédit de l'événement : une révolution affichant l'ambition de mettre à mal ce qui paraissait le plus immuable, le plus solide et le plus sacré depuis des millénaires dans la société des humains (« la famille, la propriété privée et l'État » pour paraphraser Engels) ; la volonté d'établir une modernité nouvelle brisant le carcan des règles imposées par la domination de la société de classe la plus récemment établie (le capitalisme) ; la recherche obstinée d'une « contagion révolutionnaire » et l'énergie d'un message à portée universelle (Lénine ne tarda pas à ajouter « peuples opprimés » au mot d'ordre de Marx « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ») ; et – on l'attendait depuis si longtemps ! – une révolution populaire (ouvriers-paysans-soldats) enfin victorieuse (Lénine sortit danser sur la place Rouge lorsque le nouveau pouvoir dépassa la durée de la Commune de Paris) et un nom qui en résumait l'intensité et l'objectif : le communisme.

LE COURT XX^e SIÈCLE

On comprend alors que le grand historien Eric J. Hobsbawm n'hésite pas à ouvrir « le court XX^e siècle » avec la Première Guerre mondiale (d'où Octobre sortit) et qu'il le ferme avec la

chute de l'URSS en 1991 (quand l'État se réclamant de « la grande lueur née à l'est », depuis longtemps éteinte et pervertie, s'affaissa). Pour s'en tenir à la France, on voit bien qu'une bonne partie de l'histoire du PCF tient dans l'adhésion enthousiaste qu'il donna à Octobre, puis dans l'explication de plus en plus ombrageuse qu'il dut entretenir avec l'URSS. Tout commença dans la grille de lecture de la Révolution française : le tsarisme était « l'Ancien Régime », et les hommes de 1917 parlaient « jacobin » avant de parler « bolchevik », ils chantaient *La Marseillaise ouvrière* (et pas encore *L'Internationale* qui ne s'imposa qu'après). Mais la crainte (Staline n'était-il pas un nouveau Bonaparte ?) ne s'exprima que bien plus tard, avant la tentative d'une prise de distance : l'essai passager d'un « eurocommunisme », une critique du « modèle soviétique », une mutation manquée, l'invention d'un nouveau communisme, tandis que son influence ne cessait de décliner.

« Quant à la “mondialisation”, elle fait vivre certes des réalités nouvelles, mais n'exprime-t-elle pas en son fond cette pulsion de toujours du capitalisme depuis qu'il existe et qui consiste à rattraper par la géographie ce qu'il a perdu par l'histoire ? »

LA FIN DU MONDE SOVIÉTIQUE N'A PAS RENDU LE CAPITALISME MEILLEUR

Dès lors l'affaire est-elle classée, surtout pour nous qui savons désormais que l'URSS (qui se réclamait d'Octobre) a disparu depuis bientôt trente ans ? Ou bien au contraire y a-t-il un sens à se réclamer d'Octobre dans un monde sans l'URSS ? C'est ce second choix qui est celui du courage et de la volonté. Car, bien entendu, la fin du monde soviétique n'a pas rendu le capitalisme meilleur. Elle en a bien plutôt libéré la sauvagerie native. Désormais seul en piste, il se proclame l'unique mode possible d'organisation des sociétés et lève bien haut le drapeau de la

modernité avec son « grand récit » de la mondialisation. Au point qu'il ne faudrait plus l'appeler par son nom, mais dire benoîtement « les lois de l'économie moderne », la « loi du marché », celle de la « concurrence internationale » et qu'il serait devenu « naturel comme la marée » (Alain Minc). Nouveauté vraiment que ce « néolibéralisme » comme on dit souvent bien à tort ? Ne s'agit-il pas plutôt d'un retour au libéralisme des origines quand, au XVIII^e siècle, il présidait à l'installation du capitalisme manufacturier et industriel en inventant l'économie politique ? Plutôt qu'à un « néo », ne pense-t-on pas à l'« archéo » d'une formule comme celle de Voltaire (« L'esprit d'une nation réside toujours dans le petit nombre qui fait travailler le grand, est

nourri par lui et le gouverne ») quand on voit aujourd'hui une oligarchie plus restreinte en nombre que ne l'était la noblesse de ce temps-là prétendre décider du sort du monde ? Et ne doit-il pas beaucoup de son ressort actuel au fait qu'il ne rencontre plus face à lui la vigueur de l'espérance communiste qui l'avait contraint, après la victoire sur le nazisme, à des concessions au monde ouvrier (l'État providence) et à des reculs dans la colonisation du « tiers monde ». Régis Debray dans son livre *Civilisation, comment nous sommes devenus américains*

« Cent ans après l'expérience d'Octobre 1917, à l'heure de la "mondialisation", l'universalité du combat communiste trouve une nouvelle urgence et la nécessité d'une nouvelle invention : comment renverser une domination (de classe) sans en produire une autre ? »

(Gallimard, 2017), campe une scène de vie bien contemporaine avec son personnage évoquant, « devant une huile d'un comité directeur, le sort des prolétaires. Le sourcil froncé de son vis-à-vis lui fit rectifier aussitôt : "Je voulais dire les travailleurs." "Tu veux dire", lui répliqua l'autre, "les milieux défavorisés ?" ». Mais ne s'agit-il pas là d'une terrible régression de pensée ? Quant à la « mondialisation », elle fait vivre certes des réalités nouvelles, mais n'exprime-t-elle pas en son fond cette pulsion de toujours



du capitalisme depuis qu'il existe et qui consiste à rattraper par la géographie ce qu'il a perdu par l'histoire ?

Toujours est-il que cent soixante-dix ans après le *Manifeste du Parti communiste*, ses formules (« la grande industrie a créé le marché mondial », « le pouvoir étatique moderne n'est qu'un comité chargé de gérer les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière ») prennent un relief bien plus vrai qu'en son temps ; que cent cinquante ans après la publication du livre I du *Capital*, il y a plus d'ouvriers dans le monde (plus de la moitié de la population active) qu'il n'y en avait du vivant de Marx. Et cent ans après l'expérience d'Octobre 1917, à l'heure de la « mondialisation », l'universalité du combat communiste trouve une nouvelle urgence et la nécessité d'une nouvelle invention : comment renverser une domination (de classe) sans en produire une autre ? Quels chemins pour une authentique émancipation humaine ? C'est que les eaux de la Moldau ne cessent de couler... ■

*Bernard Vasseur est philosophe. Il est directeur de la maison Elsa Triolet-Aragon.

Splendeur et misère du léninisme

Que faire de Lénine ? Si les premières années de la Russie soviétique ne donnent pas lieu au déchaînement de violence que l'on décrit parfois et ouvrent même la voie à des libertés nouvelles, des dérives antidémocratiques sont néanmoins en germe dans l'attitude méfiante de Lénine à l'égard du « juridisme bourgeois ».

PAR **GÉRARD STREIFF***

De Vladimir Illitch Oulianov, on retiendra une formidable intelligence politique qui va lui permettre, dans les conditions les plus insensées (chef de parti clandestin, puis acteur majeur dans une Russie en fusion et enfin architecte d'une révolution socialiste), d'apporter des réponses appropriées à des défis inédits. Un peu plus de quarante ans après la Commune de Paris, il sut

« Vladimir Illitch Oulianov pilota le pays durant à peine un septennat et jeta les bases d'une restructuration politique et sociale radicale. »

faire vivre le premier État socialiste au monde (la Commune était alors la référence obligée, et on se souvient que Lénine, constatant que sa révolution avait d'ores et déjà duré plus longtemps que l'exemple parisien, avait fêté comme il se doit cette victoire...).

LES BASES D'UNE RESTRUCTURATION POLITIQUE ET SOCIALE RADICALE

Vladimir Illitch Oulianov pilota le pays durant à peine un septennat et jeta les bases d'une restructuration politique et sociale radicale. Dans l'histoire bouleversée de l'URSS, cette période (1917-1924) est tout à fait singulière. Elle se distingue de l'arbitraire stalinien ultérieur. Pour autant Lénine (et le « léninisme ») porte en germe la fatale dérive autoritaire qui conduira l'URSS à l'impasse.

Un débat traversa un temps les communistes français sur les différences entre Lénine et Sta-

line. L'idée assez partagée alors était la suivante : si le stalinisme était synonyme de répression et de régression, Lénine incarnait une phase plus « libérale » de la révolution.

Apparemment, la révolution russe première manière, d'octobre 1917 à la fin des années 1920 (Lénine meurt en 1924, mais il semble cliniquement mort dès la moitié de l'année 1923), se différencie de l'enrégimentement des années qui vont suivre. Dans des conditions politiques invraisemblables (séquelles de la Grande Guerre, misère massive, puis guerre civile et intervention étrangère), Lénine installe un pouvoir politique basé sur une alliance entre une classe ouvrière fragile et une paysannerie pauvre. Rien à voir avec le contexte espéré par les marxistes de l'époque. De plus, la révolution n'intervient que dans un seul pays : cela non plus n'était pas au programme.

En quelques mois, le nouveau régime bénéficie d'une popularité incontestable en tenant ses promesses, c'est-à-dire en apportant la paix (Lénine a le courage de signer une paix « honteuse »), en distribuant la terre, en redonnant sa dignité aux damnés. Le pays résiste à l'agression de quatorze pays, bat les armées blanches, remet sur pied une manière d'administration (les anciennes élites s'étaient débinées). Vaste programme en un temps record et dans un cadre politique imprévu : le parti bolchevique se retrouve seul, le parlementarisme est hors jeu, les socialistes de gauche sont dans l'opposition. Le pays connaît un état d'urgence permanent. Après un moment baptisé « communisme de guerre » (rationnement, centralisme) est expérimentée une nouvelle politique économique (NEP) plus ouverte. L'heure est à l'industrialisation, à l'électrification, à la planification. L'ambiance de cette Russie soviétique première manière est volcanique. Pourtant, cette phase n'est pas la plus sanglante. On n'enregistre « que »

quelques dizaines de morts à Petrograd en novembre 1917 par exemple (sans commune mesure avec les 30 000 victimes de la répression versaillaise, en 1871, ou les milliers de morts spartakistes en Allemagne, en 1919). « À ses débuts, ce pouvoir soviétique [...] a été sans doute un des gouvernements révolutionnaires de l'Histoire qui s'est le plus appliqué à ménager les vies et toutes les valeurs intellectuelles et artistiques », peut-on lire dans l'ouvrage collectif *L'URSS et nous* (Éditions sociales, 1978, p. 41).

Alors que les affrontements armés ne vont jamais vraiment cesser, le parti n'encourage pas une politique de terreur. Au VI^e Congrès panrusse des soviets, fin 1918, sont adoptés des décrets sur la « légalité révolutionnaire » et sur la protection des citoyens. Lénine semble hostile aux violences indiscriminées qui se manifestent ici ou là, à l'attitude vexatoire de Staline et d'Ordjonikidzé en Géorgie en 1921, ou à la mise au pas des syndicats par Trotski. Soljenitsyne accuse à tort Lénine d'être le créateur du Goulag (l'administration des camps) dès 1918, alors que la répression des spéculateurs, dans les campagnes notamment, est à l'époque limitée, et sans commune mesure avec l'entreprise concentrationnaire ultérieure. C'est l'époque du parti unique mais « on » parle (Boukharine, Radek, Gorki, Pavlov) d'un possible retour du pluralisme. En 1920 et 1921, des mencheviks sont encore élus dans différents soviets. Un seul procès politique est signalé ces années-là. Avec la NEP, une presse autonome et critique peut se manifester. On encourage le retour des émigrés, on donne des responsabilités à des intellectuels sans obligation d'adhésion au bolchevisme.

« En somme, jusqu'à la fin des années 1920, on peut vivre en Russie soviétique en ne cachant pas des idées sensiblement différentes de celles professées par le pouvoir » (*L'URSS et nous, op. cit.*). La composition de l'Académie des sciences est inchangée ; il n'y a pas d'épuration à l'université. Les communistes sont minoritaires dans des structures administratives comme le Gosplan. Des membres du parti occupent des postes dirigeants malgré un passé d'opposants à la ligne officielle. Le meilleur exemple en est Trotski, mais on citera aussi Lounatcharski,

« Apparemment, la révolution russe première manière, d'octobre 1917 à la fin des années 1920, se différencie de l'enrégimentement des années qui vont suivre. »

Zinoviev, Kamenev... Dans le parti, les fractions sont interdites mais l'expression de divergences est possible.

Des libertés nouvelles apparaissent. Les capitalistes sont dépossédés de leurs privilèges, les salariés gagnent des droits nouveaux, la liberté de circulation intérieure est instaurée et, surtout, c'est l'heure de l'égalité hommes/femmes, phénoménale avancée pour l'époque (divorce, contraception). Droits nouveaux aussi pour les peuples « colonisés » et droit de vote généralisé. En même temps, et sans prétendre que le stalinisme est l'enfant du léninisme, les dérives antidémocratiques qui suivront dès les années 1930 sont en germe dans les premières années de la Révolution.

En même temps, et sans prétendre que le stalinisme est l'enfant du léninisme, les dérives antidémocratiques qui suivront dès les années 1930 sont en germe dans les premières années de la Révolution.

UN MÉPRIS À PEU PRÈS TOTAL POUR TOUTE FORME INSTITUTIONNELLE DE DÉMOCRATIE

Non seulement parce qu'on connaît tôt des phases répressives (contre les cosaques ou les anarchistes, ou encore l'exil forcé de philosophes « dissidents »), que les conditions de guerre peuvent en partie expliquer sans les justifier. Mais, surtout, parce que les léninistes témoignent d'un mépris à peu près total pour toute forme institutionnelle de démocratie. Comme s'ils parlaient de l'idée que les notions de droit, de vote, de libertés légales (et d'État) étaient des valeurs « bourgeoises ». L'usage que les possédants avaient pu en faire auparavant était interprété comme une sorte de mascarade. Le parlementarisme était purement supprimé. L'État précédent mis à terre ne fut pas remplacé par de nouveaux codes institutionnels ou juridiques. Un arbitraire « de classe » s'installe. Un temps, des tribunaux peuvent juger sans code, à l'instinct de classe si l'on peut dire. Le droit de vote est certes généralisé mais modulé selon les circonstances. Il n'y a pas de codification du droit de manifestation ni de droit de grève. « On parlait de l'idée que le socialisme allait rapidement unifier les intérêts de la société, détruire les racines des conflits du travail. Donc si, dans une phase transitoire, on pouvait dans la pratique donner une réponse libérale à la question des différences d'opinion et des conflits du travail, il n'y avait aucune raison de donner une forme ins- ▶▶

« À la phase léninienne de la révolution, prodigieuse et rapide mutation, marquée tout de même par un certain souci du dialogue, succédera, naturellement, au temps de la collectivisation, un régime de parti unique, de culte de la personnalité et d'arbitraire. »

- ▶ titutionnelle à ces réalités destinées à dépérir. » Au nom de la lutte contre le juridisme bourgeois, on ouvrait la voie « à la tentation volontariste et autoritaire et à l'idée que le consensus démocratique lui-même était une donnée relative qu'on pouvait manipuler [...] et on encourageait] une orientation purement gestionnaire et éventuellement autocratique de la politique où le fonctionnement démocratique ne serait plus que convention » (*idem*). Bref, à la phase léninienne de la révolution, prodigieuse et rapide

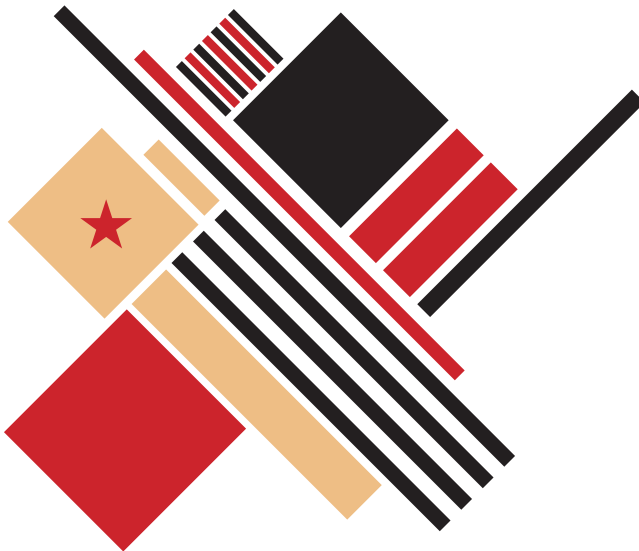
mutation, marquée tout de même par un certain souci du dialogue, succédera, naturellement, au temps de la collectivisation, un régime de parti unique, de culte de la personnalité et d'arbitraire.

LE PROLETKULT

L'attitude de Vladimir Illitch Oulianov à l'égard de la culture offre un exemple de cette dérive autoritaire qui était en germe dans le léninisme. Dans les premières années de la révolution (et cela va durer tout au long des années 1920), le parti laisse libre cours aux diverses tendances artistiques et littéraires. C'est une période de créativité extrême (poésie, prose, théâtre, cinéma, architecture, peinture). Pourtant, dès 1920, Lénine, dans sa « Lettre du comité central sur le *proletkult* », entend changer la donne. *Proletkult* était une abréviation de « culture prolétarienne », une organisation très populaire qui prônait l'appropriation de la culture par les ouvriers et les masses. Inquiet de la force du mouvement, Lénine modifie de manière autoritaire l'organisation du *proletkult* et règle au passage ses comptes avec les futuristes. Vladimir Illitch Oulianov donnait la priorité à un travail d'éducation populaire massive et se méfiait de toute forme de rénovation culturelle, assimilée à du gauchisme et repoussée aux calendes grecques. Cette lettre de 1920 « donne en fait le prototype des mesures dirigistes (et administratives) ultérieures »

Le léninisme existe-t-il ? Il n'y a pas à proprement de corps de doctrine. Des scribes dogmatiques, dans les années staliniennes et post-staliniennes, vont inventer un ensemble de règles qui donneront lieu au « marxisme-léninisme », catéchisme soviétisé et infantilisant des textes de Marx et Engels. Le PCF prendra officiellement ses distances avec le « marxisme-léninisme » à son XXIII^e congrès, en 1979. Et il a bien fait. ■

*Gérard Streiff est journaliste et historien. Il est docteur en histoire contemporaine.



Octobre et la démocratie dans le monde

La démocratie ne suppose pas seulement la proclamation abstraite du suffrage universel, elle suppose également que n'en soient pas écartées les victimes de trois grandes discriminations encore très présentes lorsque survient la révolution d'Octobre : les discriminations fondées sur la classe, sur le genre et sur la « race ».

PAR DOMENICO LOSURDO*

La démocratie, telle que nous l'entendons aujourd'hui, présuppose le suffrage universel : indépendamment de son sexe (ou genre), de sa fortune ou de sa « race », tout individu doit être reconnu comme titulaire de droits politiques, du droit électoral actif et passif, du droit d'élire ses propres représentants et d'être éventuellement élu à des organes représentatifs. C'est ainsi que de nos jours, la démocratie,

« Dans *L'État et la Révolution*, Lénine dénonce "l'exclusion des femmes" des droits politiques comme preuve manifeste du caractère mystificateur de la "démocratie capitaliste". »

même dans son acception la plus élémentaire et immédiate, implique le dépassement des trois grandes discriminations (sexuelle ou de genre, censitaire et « raciale ») qui étaient encore bien vivantes et en vigueur à la veille d'Octobre 1917 et n'ont été dépassées qu'avec le concours, parfois décisif, du mouvement politique issu de la révolution bolchevique.

DISCRIMINATION SEXUELLE

Partons de la clause d'exception, de dimension macroscopique, qui déniait la jouissance des droits politiques à la moitié du genre humain, à savoir les femmes. En Angleterre, Mesdames Pankhurst (mère et filles), qui prônaient la lutte contre cette discrimination et dirigeaient le mouvement féministe des suffragettes, étaient contraintes de visiter périodiquement les pri-

sons de leur pays natal. Et la situation n'était guère différente dans les autres grands pays de l'Occident. On voit au contraire Lénine, dans *L'État et la Révolution*, dénoncer l'« exclusion des femmes » des droits politiques comme preuve manifeste du caractère mystificateur de la « démocratie capitaliste ». Cette discrimination fut supprimée en Russie dès la révolution de Février saluée par Gramsci comme « révolution prolétarienne » de par le rôle central qu'y jouèrent les masses populaires, comme le fait que la révolution avait introduit le « suffrage universel, en l'étendant également aux femmes ». Puis le même chemin sera pris par la république de Weimar, issue de la révolution de « Novembre », qui avait éclaté en Allemagne à un an de distance de la révolution d'Octobre, dans la foulée et à l'enseigne de cette dernière. Ensuite, les États-Unis prendront la même direction. En revanche, en Italie et en France, ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que les femmes pourront conquérir leurs droits politiques, dans l'élan de résistance antifasciste à laquelle les communistes avaient contribué pour une part essentielle et décisive.

DISCRIMINATION CENSITAIRE

On peut faire des considérations analogues à propos de la seconde grande discrimination, qui, elle aussi, a caractérisé longtemps la tradition libérale : nous voulons parler de la discrimination censitaire, qui excluait des droits politiques actifs et passifs les non-propriétaires, les indigents, les masses populaires. Déjà efficacement combattue par le mouvement socialiste et ouvrier et bien que très affaiblie, elle continuait néanmoins à se maintenir à la veille de la révolution d'Octobre. Dans l'essai sur *L'Impérialisme* et dans *L'État et la Révolution*, Lénine attire l'attention sur les discriminations censitaires persistantes, camouflées par les réquisits ▶▶

► quant à la résidence de l'électeur ou autres « petits (prétendus petits) détails de la législation électorale », qui dans des pays comme la Grande-Bretagne comportaient l'exclusion des droits politiques de la « couche inférieure proprement prolétaire ». On peut ajouter que c'est dans un pays classique de la tradition libérale qu'a tardé à s'affirmer pleinement le principe « un homme, une voix ». Ce n'est qu'en 1948 qu'ont disparu les dernières traces du « vote pluriel », théorisé et célébré en son temps par John Stuart Mill : les membres des classes supérieures jugés plus intelligents et plus méritants jouissaient du droit de voter plusieurs fois. Et c'est ainsi que la discrimination censitaire, chassée par la fenêtre, revenait par la porte. [...]

DISCRIMINATION RACIALE

Venons-en donc à la troisième grande discrimination, la discrimination raciale. Avant la révolution d'Octobre, elle était plus forte que jamais et sa vitalité se manifestait de deux façons. Au niveau global, le monde était marqué par la domination incontestée, pour parler comme Lénine, de « quelques nations élues », ou bien d'une poignée de « nations modèles » qui s'auto-attribuaient le « privilège exclusif de la formation de l'État », en l'interdisant à l'écrasante majorité de l'humanité, aux peuples étrangers au monde occidental et blanc, et donc indignes de se constituer en États nationaux indépendants. Les prétendues « races inférieures » étaient donc exclues en bloc de l'exercice des droits politiques, car

« Ainsi, la lutte engagée par le mouvement communiste et la peur que ce dernier suscitait ont-elles fini par jouer un rôle essentiel dans la suppression aux États-Unis (puis en Afrique du Sud) de la discrimination raciale et dans la promotion de la démocratie. »

« Lénine attire l'attention sur les discriminations censitaires persistantes, camouflées par les réquisits quant à la résidence de l'électeur ou autres "petits (prétendus petits) détails de la législation électorale" »

jugées incapables de se gouverner elles-mêmes et de prendre une décision politique. Cette exclusion se répétait à un second niveau, au plan national : dans l'Union sud-africaine et aux États-Unis, [...] les peuples d'origine coloniale étaient féroceement opprimés : ils ne jouissaient ni des droits politiques, ni des droits civils. Pensons par exemple au lynchage qui, au XIX^e comme au XX^e siècle, était réservé en particulier aux Noirs. [...]

Nous voyons ici à l'œuvre non la démocratie proprement dite [...] mais celle que d'éminents chercheurs états-uniens ont définie comme la *Herrenvolk democracy*, une démocratie réservée exclusivement au peuple des seigneurs, lequel exerçait une *white supremacy* terroriste contre les peuples d'origine coloniale (Afro-Américains, Asiatiques, etc.) mais aussi parfois sur les immigrants venus de pays (comme l'Italie) considérés comme d'une pureté raciale douteuse. [...]

Il faut ajouter que la troisième grande discrimination finissait par frapper également certains membres et certains secteurs de la même caste ou « race » privilégiée. [...] Le titre d'un article de la *Galveston (Texas) Tribune* du 21 juin 1934 : « Une jeune fille blanche est sous les barreaux, son ami noir lynché ». Sur cette jeune fille blanche, le régime terroriste de *white supremacy* s'abattait de façon double : en la privant de sa liberté personnelle et en la frappant lourdement dans ses choix affectifs.

Dans quelle direction, vers quel mouvement et vers quel pays, les victimes d'une telle horreur tournent-elles donc leur regard, afin de chercher solidarité et inspiration dans leur lutte de résistance et d'émancipation ? Ce n'est pas dur à deviner. Juste après la révolution d'Octobre, les Afro-Américains qui aspiraient à secouer le joug de la *white supremacy* étaient souvent accusés de bolchevisme, mais un militant noir qui ne se laissait pas intimider répondait promptement : « Si lutter pour nos droits signifie être bolchevique, alors je suis bolchevique, et que les autres s'y fassent une fois pour toutes. »

C'est l'époque où les Noirs qui devenaient militants du Parti communiste des États-Unis ou qui visaient la Russie soviétique faisaient une expérience inédite et exaltante : ils se voyaient fina-

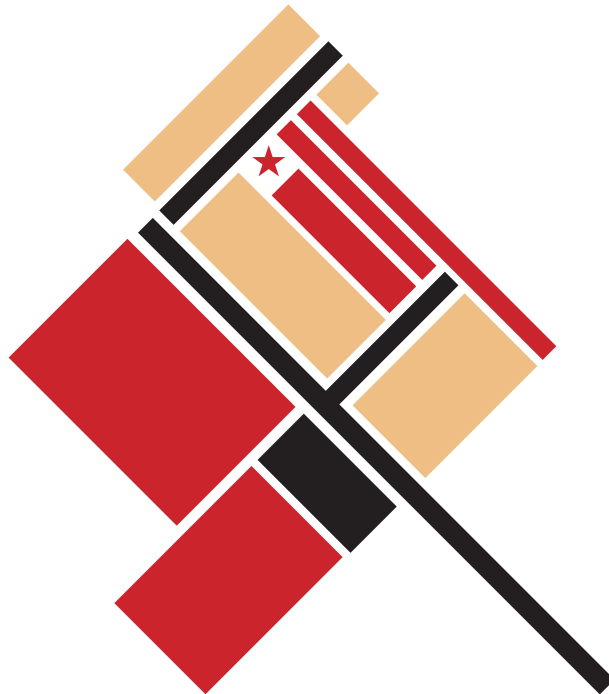
lement reconnus dans leur dignité humaine ; sur un pied d'égalité avec leurs camarades, ils pouvaient prendre part à la création d'un monde nouveau. On comprend alors pourquoi ils voyaient en Staline un « nouveau Lincoln », qui allait mettre fin, cette fois de façon concrète et définitive, à l'esclavage des Noirs, à l'oppression, à la dégradation, à l'humiliation, à la violence et aux lynchages qu'ils continuaient à subir [...]. Quand est donc intervenu le vrai changement dans l'histoire des Afro-Américains ? En décembre 1952, l'attorney général (ministre de la Justice aux États-Unis) envoya à la Cour suprême, appelée à discuter de l'intégration dans les écoles publiques, une lettre éloquent : « La discrimination raciale amène de l'eau au moulin de la propagande communiste et sème également le doute auprès des pays amis sur l'intensité de notre dévotion à la foi démocratique. » Pour des raisons de politique extérieure, il fallait donc sacrifier l'inconstitutionnalité de la ségrégation et de la discrimination contre les Noirs. Washington – observe à ce propos l'historien états-unien Vann Woodward – courait le risque de s'aliéner les « races de couleur » non seulement en Orient et dans le tiers monde mais aussi au cœur même des États-Unis : ici aussi la propa-

gande communiste réussissait remarquablement à gagner les Noirs à la « cause révolutionnaire », en faisant s'écrouler en eux la « foi dans les institutions américaines ». En d'autres termes, on ne pouvait pas contrer la subversion communiste sans mettre un terme au régime de *white supremacy*. Ainsi, la lutte engagée par le mouvement communiste et la peur que ce dernier suscitait ont-elles fini par jouer un rôle essentiel dans la suppression aux États-Unis (puis en Afrique du Sud) de la discrimination raciale et dans la promotion de la démocratie. [...] Si par « démocratie » nous n'entendons pas moins que l'exercice du suffrage universel et le dépassement des trois grandes discriminations, il est clair qu'elle ne peut être considérée comme antérieure à la révolution d'Octobre et ne peut être pensée sans l'influence que cette dernière a exercé au niveau mondial. ■

***Domenico Losurdo** est philosophe. Il est professeur émérite à l'université d'Urbino.

Extraits de *La Révolution d'Octobre et la démocratie dans le monde*, Paris, Delga, 2016, reproduits avec l'aimable autorisation de l'auteur.

Les intertitres sont de la rédaction.



Good bye Lenin ?

« La fusion du mouvement ouvrier et du socialisme », voilà comment Lénine concevait le parti révolutionnaire. Focalisés sur la question de la « forme parti », les débats contemporains ont tendance à occulter deux autres questions centrales posées par Lénine en son temps : celle de la composition de classe et celle de la théorie.

PAR FLORIAN GULLI*

Soit le hors-série de *L'Humanité*, consacré à la révolution d'Octobre. En couverture, un Lénine déterminé, guidant prolétaires et peuples coloniaux vers le socialisme. Mais on s'aperçoit vite à la lecture du numéro – par ailleurs excellent en tout point – que Lénine n'a pas bonne presse. Le jugement le concernant est *grosso modo* unanime : *Good bye Lenin*, mais sans point d'interrogation, et avec un « ouf » de soulagement. La thèse est la suivante : « On ne pourra renouer avec l'émancipation et la révolution qu'à la condition de se débarrasser de Lénine, en pensant hors des cadres définis par lui. »

Un des arguments qui a cours dans la galaxie communiste est le suivant : le déclin électoral du PCF et le recul du nombre de ses adhérents à partir des années 1980 demandaient une explication. Une hypothèse a été avancée : le déclin s'expliquerait en premier lieu par sa structure organisationnelle, la forme parti. Ce type d'organisation, hérité de Lénine, serait périmé désormais : trop centralisé, trop autoritaire, trop discipliné, etc. D'où la rupture nécessaire avec Lénine, avec *Que faire ?*, pour aller vers une organisation plus proche des mouvements, plus souple, plus participative, plus décentralisée, plus attentive à la spontanéité.

LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE SELON LÉNINE
Pour discuter cet argument, il faut avoir une idée de la façon dont Lénine définit le parti révolutionnaire. Lénine ne cesse de répéter la même définition pendant près de deux décennies. Elle

est reprise des commentaires que Kautsky fait du programme d'Erfurt en 1892 : « La social-démocratie est la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme. »

Que trouve-t-on dans cette formulation ? Rien sur la forme organisationnelle. Cette dernière varie en effet selon les contextes ; la social-démocratie russe, condamnée à la clandestinité, ne peut avoir la même organisation que la social-démocratie allemande. Rien non plus sur le programme ou la tactique. Là encore, choses très variables ne permettant pas de définir tous les partis se réclamant

de la Deuxième Internationale. Les deux seuls invariants identifiables sont la composition de classe de l'organisation sociale-démocrate ainsi que la référence à la théorie. La social-démocratie cherche à faire fusionner deux groupes sociaux : les intellectuels, « la nouvelle classe moyenne » dont parle Kautsky, qui portent originellement la théorie socialiste, et le mouvement ouvrier, syndicats, associations de chômeurs, caisses d'entraide,

« On ne peut battre un adversaire qu'en le connaissant, qu'en connaissant ses défauts (ses contradictions internes) et ses qualités, qu'en connaissant tous les terrains où se déroule le combat. »

coopératives, etc. Un parti révolutionnaire est donc concerné dans son être même par la question des classes, par la question de la division de classe en son sein. Il doit la regarder en face. À défaut de le faire, il trouvera, au lieu de la fusion, la marginalisation des ouvriers dans l'organisation. La formule célèbre – « L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » – deviendra un vain mot. Cette question est une préoccupation permanente de Lénine : faire disparaître, atténuer tout au moins, cette division parmi les révolutionnaires.

UN ANCRAGE OUVRIER

Cette fusion n'est pas un processus spontané, bien au contraire. Elle n'a de chance d'advenir que par l'action volontariste du parti sur lui-même. C'est une véritable obsession de Lénine. Il faut d'abord connaître ce mouvement ouvrier. Dans *Que faire ?*, il écrit : « Durant des semaines, je questionnai "de parti pris" un ouvrier qui venait chez moi, sur tous les détails du régime de la grande usine où il travaillait. Je parvins, à grand-peine il est vrai, à faire la description de cette usine (d'une seule usine !). Mais parfois, à la fin de notre entretien, l'ouvrier, en essuyant la sueur de son front, me disait avec un sourire : "Il m'est plus facile de faire des heures supplémentaires que de répondre à vos questions !". » Dans un livre sur Lénine, Tony Cliff cite les *Souvenirs sur Lénine* de Kroupskaïa, sa femme : « Vladimir Ilitch s'intéressait à chaque détail de la vie ouvrière ; à l'aide de ces menus traits, il s'efforçait d'embrasser la vie de l'ouvrier dans son ensemble, de trouver le joint par où la propagande révolutionnaire pourrait le mieux pénétrer jusqu'à lui. La plupart des intellectuels de l'époque connaissaient mal les ouvriers. Ils se contentaient de venir faire dans les cercles ouvriers [éducation populaire] des sortes de conférences. »

Il faut aussi que le parti choisisse de se donner des cadres ouvriers. En mai 1905, au III^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), Lénine propose aux organisations sociales-démocrates qu'« il y ait huit ouvriers pour deux intellectuels dans chacun de nos comités ». En novembre de la même année, en plein cœur de la révolution, il déclare : « J'exprimai au III^e Congrès du parti le vœu de voir les comités du parti comprendre huit ouvriers pour deux intellectuels. – Que ce vœu a vieilli ! Il faut aujourd'hui souhaiter que les nouvelles organisations du parti comprennent, pour un intellectuel, plusieurs centaines d'ouvriers social-démocrates ! » Cette politique volontariste porte ses fruits. En 1905, le recensement des effectifs du parti compte 62 % d'ouvriers.

UNE THÉORIE RÉVOLUTIONNAIRE

Mais cet ancrage ouvrier ne suffit pas encore. Il faut aussi une théorie révolutionnaire. Lénine est clair : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ». Que recouvre l'expression « théorie révolutionnaire » chez Lénine ? Dans *Aux paysans pauvres*, écrit en

1903, Lénine écrit que « la théorie social-démocrate est la théorie de la lutte contre toute oppression ». Elle n'est pas la théorie de la lutte des seuls ouvriers. Elle doit rendre compte *concrètement* de tous les antagonismes de la société russe, y compris des antagonismes traversant la classe dominante. Comment lutter sérieusement contre un adversaire qu'on ne connaît pas ?

« La focalisation du débat sur la forme parti a peut-être rejeté au second plan la question de la théorie et de la composition de classe de l'organisation. »

Par ailleurs, on trouve cette formule dans *Que faire ?* : « La classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique. » Non pas une théorie ésothérique réservée à une élite dirigeante et inaccessible aux masses, mais, beaucoup plus modestement, une « expérience ». En effet, lorsque Lénine parle de « théorie », il utilise souvent l'expression « élargir son horizon ». Grâce à la théorie, l'expérience des militants acquiert une dimension nationale et internationale. Au niveau national, le parti doit rendre ses membres sensibles à toutes les sortes d'oppression. Lénine vante le mérite des socialistes allemands : « Ils l'encouragent [l'ouvrier] à élargir son champ d'action, à l'étendre d'une seule usine à toute la profession, d'une seule localité à l'ensemble du pays. » La lutte pour la conquête de l'État a une dimension nationale ; il faut dépasser le localisme. Au niveau international : « Un mouvement amorcé dans un pays jeune [ici La Russie] ne peut être fructueux que s'il assimile l'expérience des autres pays. » La théorie permet d'assimiler les ►►

► meilleures tactiques et stratégies de luttes, mises en œuvre ailleurs.

Lorsque Lénine dit que le mouvement ouvrier a besoin de théorie, ce n'est pas donc du mépris annonçant la contrainte. C'est une idée simple : on ne peut battre un adversaire qu'en le connaissant, qu'en connaissant ses défauts (ses contradictions internes) et ses qualités, qu'en connaissant tous les terrains où se déroule le combat. Or ces connaissances, nul n'en dispose spontanément car l'expérience que l'individu fait du monde social est fragmentaire. L'étroitesse de l'horizon est propre à tout groupe social. Lénine fustige les ouvriers qui ne pensent qu'aux problèmes ouvriers ; mais il fustige aussi les étudiants qui prennent leur université pour le centre du monde.

Voilà donc, au-delà du conjoncturel, ce qu'il en est du parti social-démocrate pour Lénine. Dans les réflexions sur le déclin du PCF, cet aspect de la pensée de Lénine est trop peu présent. La réflexion se focalise sur la forme organisationnelle – le dépassement de la forme parti – et l'on rejette alors souvent le modèle bolchevique, c'est-à-dire *Que faire ?* et surtout, en réalité, les codifications qui auront lieu ultérieurement en URSS. Or ce livre n'est pas un traité général d'organisation révolutionnaire. Lénine lui-même refusait d'en faire un modèle dès le II^e Congrès du POSDR, c'est-à-dire quelques mois après la parution de *Que faire ?*

S'EST-ON SUFFISAMMENT OCCUPÉ DE THÉORIE ?

On peut à partir de Lénine poser au parti révolutionnaire d'autres questions qu'organisationnelles, questions certes importantes mais qui ont aussi contribué à en occulter d'autres. Ainsi, depuis le tournant des années 1980, nous sommes entrés dans une nouvelle configuration du capitalisme que certains nomment « néolibéralisme ». S'est-on suffisamment occupé de théorie ? Avons-nous procédé à une étude concrète de toutes les formes de l'antagonisme en France ? Dispose-t-on d'un tableau complet de la bourgeoisie française, de ses contradictions internes, que nous pourrions exploiter en période de crise ?

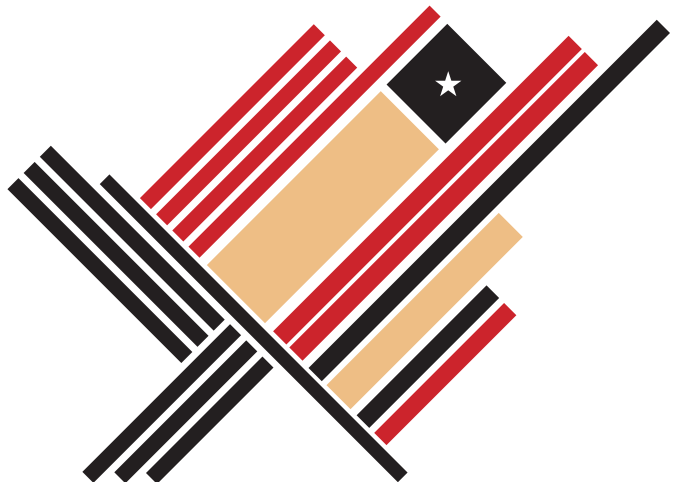
Par ailleurs, s'est-on suffisamment occupé de la question de la fusion, ce qui était une autre

« Grâce à la théorie, l'expérience des militants acquiert une dimension nationale et internationale. »

obsession de Lénine ? L'avènement du néolibéralisme (ses fermetures d'usines, ses délocalisations, etc.) a bouleversé les milieux populaires, déracinant partiellement les organisations politiques et syndicales. La fusion relativement solide des générations précédentes s'est dé faite. Mais

le PCF lui-même la met-il suffisamment à l'ordre du jour ? Non, si l'on en croit Julian Mischi qui écrit dans son livre, *Le Communisme désarmé* (Agone, 2014) : « L'ambition de promouvoir en priorité des responsables issus des milieux populaires est [...] abandonnée. [...] De façon significative, le logiciel [de la vie du parti, COCIEL] est programmé pour traiter une multitude d'indicateurs (âge, sexe, secteur d'activité, lieu d'habitation, etc.) sans que la catégorie socioprofessionnelle soit prise en compte. Les adhérents sont différenciés selon leur branche d'activité (enseignement, collectivité territoriale, transports, fonction hospitalière, etc.), voire selon leur entreprise (SNCF, EDF, Air France) sans qu'on puisse savoir s'il s'agit d'un ouvrier ou d'un cadre. Cette distinction de classe n'est plus considérée comme une donnée importante. » La focalisation du débat sur la forme parti a peut-être rejeté au second plan la question de la théorie et de la composition de classe de l'organisation. Précisément les deux choses qui définissent un parti révolutionnaire selon Lénine. ■

*Florian Gulli est philosophe. Il est responsable de la rubrique Dans le texte.



Féminisme et communisme : une association stratégique décisive

En 1917, la question des droits réels des femmes prend la forme d'une question de stratégie politique et syndicale décisive dans le cadre d'une perspective communiste révolutionnaire.

PAR **SALIHA BOUSSEDRA***

8 MARS : journée internationale pour les droits des femmes. 8 mars 1917 (23 février), premier jour de la Révolution russe. Les ouvrières russes prennent la rue d'assaut et rencontrent les suffragettes. Dans ces tout premiers jours de la révolution russe, il est encore difficile de savoir s'il s'agit d'une révolte populaire ou bien d'une révolution. Il suffira de quelques jours pour que les soldats se mutinent après avoir tiré sur la foule et rejoignent dès le lendemain la foule révolutionnaire. Quelques jours encore pour voir le tsarisme et l'ancien monde féodal réduits en lambeaux. Si la majorité des femmes qui prennent la rue le 8 mars sont des ouvrières et si la minorité sont des suffragettes, ce sont elles qui d'abord entraînent les hommes. Cette entrée dans la Révolution russe par les femmes semble marquer la place qu'elles y occuperont dans les premières années de la Russie révolutionnaire. Nous n'aborderons pas cette histoire des femmes en historienne que nous ne sommes pas mais nous chercherons à saisir les leçons que nous pouvons tirer de cette histoire pour nos luttes actuelles et à venir.

UNE AVANCÉE CONSIDÉRABLE DES DROITS DES FEMMES

Des luttes féministes des années 1970 en France est restée cette leçon, semble-t-il indépassable : la lutte féministe doit se constituer en mouvement autonome car il est impossible de défendre ses intérêts dans le cadre des partis ou des syndicats ouvriers. De cette leçon nous ne sommes

toujours pas sortis. Il nous semble que si nous avons une leçon à tirer d'un point de vue à la fois féministe et communiste de l'expérience de la Révolution russe et bolchevique, c'est bien celui-là : des femmes luttant pour des droits ont

été en mesure de s'associer à des hommes luttant pour des droits, et cette association, sans négliger tous les obstacles qu'elle a pu rencontrer, au premier rang desquels les difficultés d'ordre matériel liées aux structures patriarcales bien ancrées notamment dans la paysannerie, a permis une avancée considérable des droits des femmes et une avancée tout à fait précoce et extraordinaire au regard du développement

socio-économique de la Russie de 1917 et des avancées dans les autres pays européens.

En effet, du côté des droits fondamentaux : légalisation du mariage civil, droit de divorcer par consentement mutuel, droit de vote, ministère pour la protection de la maternité et de l'enfance, légalisation de l'avortement dès 1920, proclamation de l'égalité homme-femme, adultère et homosexualité supprimés du code pénal, disparition de l'autorité du chef de famille. Du côté des droits du travail : congé maternité, égalité des salaires et égalité professionnelle, journée de huit heures, semaine de quarante-huit heures, création des assurances sociales. Du côté de la division du travail propre à la propriété privée familiale, selon Stéphane Lanchon : « La première Constitution de l'État soviétique reconnaît l'utilité sociale du travail ménager. Le programme du parti adopté en 1919 prévoit la socialisation du travail domestique *via* des équi- ▶▶

« Abolir la propriété privée familiale ne signifie pas abolir les rapports femmes-hommes, ni la parentalité, mais les conditions matérielles qui fondent ces liens, de la division du travail qui fonde cette forme de propriété privée. »

« La question des femmes et de leurs droits réels n'était donc pas une question secondaire et "sociétale", elle constituait au contraire un enjeu fondamental dans la remise en cause de la propriété privée et de la division du travail qui la fonde. »

► pements communautaires. » Cette position est ainsi résumée par Lénine : « Le travail ménager écrase, étrangle, rabaisse et dégrade la femme ; il l'enchaîne à la cuisine et à la chambre des enfants, et gaspille sa force de travail dans un esclavage barbare, improductif, mesquin, horripilant, déconsidérant et écrasant... Cantines publiques, crèches, jardins d'enfants : voilà quelques exemples de ce qui est indispensable, voilà les moyens simples et quotidiens, sans grande pompe ni décorum, qui peuvent vraiment résorber et abolir l'inégalité entre hommes et femmes dans le domaine de la production sociale et de la vie publique » (Lénine, *À propos de l'émancipation des femmes*, Éditions sociales). La présence des femmes dans les organisations ouvrières (syndicales et politiques) est déjà constatable dès la Révolution de 1905, ce n'est donc pas, à proprement parler, les révolutions de février et octobre 1917 qui expliquent à elles seules ces avancées. Les femmes représentent déjà en 1917 une partie importante de la classe ouvrière, non pas en tant que femmes d'ouvriers mais bien en tant que travailleuses, dans l'industrie textile notamment. Dès 1905, la frange de la classe ouvrière la plus politisée, que l'on trouve en particulier chez les métallurgistes, a déjà une conscience avancée de l'importance de la mobilisation des femmes et de l'importance qu'elles représentent du point de vue de la stratégie politique et syndicale. Parce que notre époque ne lit les révolutions de 1917 que de manière rétrospective en projetant nos propres structures et difficultés à ras-

« Les femmes représentent déjà en 1917 une partie importante de la classe ouvrière, non pas en tant que femmes d'ouvriers mais bien en tant que travailleuses dans l'industrie textile notamment. »

sembler communistes et féministes, nous ne percevons et nous ne mettons en exergue que les difficultés qu'ont rencontrées les femmes russes à se faire entendre des hommes (difficultés bien réelles) mais, ce faisant, nous ratons l'essentiel, à savoir qu'ils et elles ont réussi dans une certaine mesure à les dépasser.

L'IMPORTANCE DE LA PLACE DES FEMMES DANS LA PERSPECTIVE RÉVOLUTIONNAIRE

S'ils ont réussi à les dépasser, c'est en raison de la profonde conviction, au sein de la fraction révolutionnaire de la classe ouvrière ainsi que de ses dirigeants, de l'importance de la place des femmes dans la perspective révolutionnaire. Contrairement à notre époque où le féminisme est simplement rangé parmi les questions dites « sociétales », les révolutionnaires russes avaient d'une part pris la mesure de la composante matérielle des catégories de travailleurs où les femmes étaient nombreuses, d'autre part ils savaient que le but d'une révolution communiste consiste en l'abolition de la propriété privée. Cela ne signifie rien de moins que l'abolition de la propriété privée des moyens de production ainsi que de la propriété privée qui a trait à la famille et à la division du travail qui la caractérise. (Abolir la propriété privée familiale ne signifie pas abolir les rapports femmes-hommes, ni la parentalité, mais les conditions matérielles qui fondent ces liens, de la division du travail qui fonde cette forme de propriété privée.) La question des femmes et de leurs droits réels n'était donc pas une question secondaire et

« sociétale », elle constituait au contraire un enjeu fondamental dans la remise en cause de la propriété privée et de la division du travail qui la fonde.

Mais, du côté des femmes révolutionnaires, cela impliquait également le fait qu'elles étaient convaincues que leur sort et leurs intérêts étaient irrémédiablement liés à la victoire de la classe ouvrière. L'histoire du féminisme en France, depuis l'acquisition de droits fondamentaux (citoyenneté, avortement, lutte contre le viol, etc.), n'est pas parvenue à remettre en cause la propriété privée et la division du travail au sein de la famille (en témoi-

gnent les éternelles études de l'INSEE sur l'évolution du partage du travail domestique), de même qu'en 2017, l'écart des salaires dans le monde social du travail reste une constante criante. C'est pourquoi si l'autonomie du mouvement féministe français a pu présenter des avantages et des enthousiasmes chaleureux et à bien des égards décisifs, elle le condamne à se priver des organisations ouvrières (partis et syndicats). Continuer à percevoir la lutte fémi-

niste seulement comme une question « sociale » et non comme une lutte fondamentale contre la division du travail et la propriété privée (capitaliste et familiale), c'est se condamner durablement à se priver de l'autre moitié du ciel qui constitue pourtant un enjeu décisif dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire. ■

***Saliha Bousseadra** est doctorante en philosophie à l'université de Strasbourg.

Les femmes, oubliées d'Octobre ?

L'invisibilisation des luttes des femmes dans l'historiographie empêche la prise de conscience du pouvoir de leur révolte, pourtant déterminant dans toute révolution.

PAR **HÉLÈNE BIDARD***

« **L**a justice, la paix, le paix ! » Tels sont les mots scandés par les ouvrières russes descendues dans les rues de Petrograd le 23 février 1917 – 8 mars dans le calendrier grégorien – lors de la journée internationale de la femme que le tsar a tenté d'interdire. Un 8 mars, désormais « Journée internationale de lutte pour les droits des femmes », lors duquel continue de manifester tous les ans le Parti communiste

« L'absence de promotion des luttes des femmes dans l'historiographie empêche la prise de conscience du pouvoir de leur révolte, pourtant déterminant dans toute révolution. »

aux côtés des associations féministes. En 1917, ce sont les travailleuses de l'usine Poutilov qui, les premières, se sont mises en grève, amorçant ainsi une mobilisation de masse

contre le régime en place. Elles manifestent et jouent un rôle déterminant dans la fraternisation avec les soldats qui refusent de tirer sur les manifestantes et tournent leurs baïonnettes en direction du pouvoir. Dans son *Histoire de la Révolution russe*, Léon Trotski relate ainsi cet épisode : « Sans tenir compte de nos instructions, les ouvrières de plusieurs tisseries se sont mises en grève et ont envoyé des délégations aux métallurgistes pour leur demander de les soutenir... Il n'est pas venu à l'idée d'un seul travailleur que ce pourrait être le premier jour de la Révolution. » Et pourtant, c'est bien cet événement déclencheur qui aboutit à la chute de la monarchie tsariste vieille de près de quatre siècles et à l'arrivée au pouvoir des bolcheviks en octobre. Ainsi, les travailleuses russes ont été un élément déterminant pour l'avènement du nouveau système politique. Bien évidemment dans notre mémoire collective française cela fait écho à la manifestation des femmes d'octobre 1789 jusqu'à Versailles, là aussi pour réclamer « du pain ». Et aujourd'hui, dans notre situation politique, réfléchissons à ce qu'il peut se passer « si » – ou plutôt « quand » – les femmes populaires s'en mêlent... ►►

►► En 1917 comme aujourd'hui, cet engagement militant des femmes dans la lutte implique une prise de conscience de leur condition. Dans son fameux roman *La Mère*, Maxime Gorki décrit bien le cheminement d'une femme asservie qui, petit à petit, au contact de son fils et de ses amis, s'instruit, comprend le monde, saisit la violence de l'oppression qu'elle subit et finit par trouver en elle-même les ressources pour s'extraire de sa condition et progressivement devenir militante. L'un des personnages résume ainsi la nécessité d'une prise de conscience collective : « Apprendre, et ensuite apprendre aux autres. Nous devons étudier, nous autres ouvriers. Nous devons savoir, nous devons comprendre d'où vient que la vie est si dure pour nous. » Un principe anticipé vingt ans plus tôt en France par Marguerite Durand, lorsqu'elle fonda *La Fronde*, premier journal féministe au monde rédigé et dirigé uniquement par des femmes. Un modèle subversif est né et poursuivi à la création du PCF en 1920 avec son hebdomadaire *L'Ouvrière*, puis, entre autres, par Danielle Casanova qui déclarait en 1936 à propos de l'Union des jeunes filles de France : « Nous voulons créer pour elles une organisation qui saura à la fois les réunir dans une atmosphère d'amicale collaboration, les éduquer, leur faire prendre conscience de la force qu'elles représentent, du rôle social qu'elles ont

à jouer, les défendre et les armer pour un combat juste. » Pourtant, dans nos institutions bourgeoises françaises, il aura fallu attendre une loi sur la parité en 2000 pour que les femmes aient un minimum de parole politique reconnue.

UN GRAND PAS EN AVANT

Dès sa mise en place, le régime soviétique vise l'évolution rapide de la place des femmes dans la société et la mise en œuvre des conditions d'une véritable émancipation. Pour la première fois au monde, une femme, Alexandra Kollontaï, participe à un gouvernement, les femmes obtiennent le droit de vote et des lois instaurant l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment salariale, sont adoptées. Le mariage civil est instauré, les époux y ont les mêmes droits, le divorce est légalisé. Pendant les années suivantes, d'autres mesures sont prises : création d'un ministère

« Un parti à visée révolutionnaire comprend que l'émancipation de tous passe par l'émancipation des femmes elles-mêmes, qui tiennent entre leurs mains la transformation de la société. »



de la Protection de la maternité et de l'enfance, congé maternité rémunéré, exemption des travaux trop pénibles, interdiction des licenciements et du travail de nuit pour les femmes enceintes ou venant d'accoucher, cliniques spécialisées en maternité, avortement légalisé. Suivant les préceptes précurseurs d'August Bebel (*La Femme et le socialisme*, 1879), on « socialise » le travail domestique en créant des lingeries, cantines, garderies. Toutes les lois antihomosexuels sont retirées du Code criminel en 1922 et il devient légal de changer de sexe sur les passeports en 1926. En moins de dix ans sont faites les réformes nécessaires à une émancipation humaine, que d'autres sociétés mettront plus de cent ans à réaliser. Pire encore, nous continuons de lutter pour certaines !

MAIS L'ÉGALITÉ RÉELLE, UN DÉFI D'AUJOURD'HUI

Obtenir l'égalité réelle dans tous les domaines reste un défi aujourd'hui alors que la lutte contre les classes s'entremêle toujours avec la lutte contre le patriarcat et que l'enjeu du travail reste central pour l'émancipation de toutes et tous.

Contre toute attente historique, les femmes, partout dans le monde, continuent de subir les inégalités de salaires et le chômage ; elles sont encore contraintes d'accomplir la majorité des tâches domestiques et restent sous-représentées dans les sphères politique et culturelle. Des services publics chèrement conquis pour leur liberté sont régulièrement menacés au nom de l'austérité. Les droits élémentaires, comme celui de disposer de son corps, sont remis en cause ; les violences faites aux femmes ne sont toujours pas l'objet de politiques publiques à la hauteur, voire carrément décriminalisées, comme vient de le faire la Russie.

Alors que, dès 1879, August Bebel a théorisé d'un point de vue socialiste la question des femmes, en établissant un lien de cause à effet entre orga-

nisation « par et pour » les femmes et changement radical de la société, l'absence de promotion des luttes des femmes dans l'historiographie empêche la prise de conscience du pouvoir de leur révolte, pourtant déterminant dans toute révolution.

Car un siècle après la révolution d'Octobre, les femmes sont susceptibles de jouer un rôle majeur dans la lutte contre l'oppression à l'instar de la Women's March qui a immédiatement alerté après l'arrivée de Donald Trump au pouvoir ou des femmes impliquées dans la défense du peuple kurde face au régime de Recep Erdogan et à la barbarie de Daech.

« La femme est le prolétaire de l'homme », résumait Friedrich Engels. Dès lors, un parti à visée révolutionnaire comprend que l'émancipation de tous passe par l'émancipation des femmes elles-mêmes, qui tiennent entre leurs mains la transformation de la société. ■

***Hélène Bidard** est coresponsable de la commission Droits des femmes et féminisme du conseil national du PCF.

1917 et nous : la question du parti

Lénine n'a pas développé une théorie du parti qui serait valable de tout temps et en tout lieu. D'après lui, la conception de l'organisation est toujours seconde par rapport au projet de société et aux choix stratégiques.

PAR **FRÉDÉRIK GENEVÉE***

La question du parti traverse l'histoire du mouvement ouvrier. En effet, la constitution des partis a été le moyen pour les militants ouvriers d'échapper à la domination des structures notabliaires du XIX^e siècle, en disposant de leur propre organisation indépendante des féodalités économiques et clientélistes. La création des partis socialistes dans la deuxième moitié de ce siècle en a même installé le modèle. Leur efficacité est apparue telle que même la droite qui, jusque-là, pouvait s'en passer s'est convaincue de leur nécessité. Le parti social-démocrate allemand en a été longtemps présenté comme l'archétype et la référence.

LE CONTEXTE DE LA RUSSIE

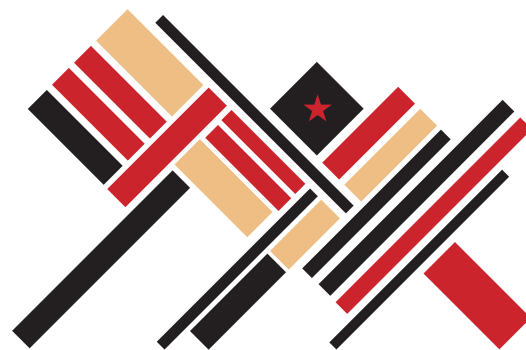
Dans l'histoire politique du mouvement révolutionnaire russe, la division entre bolcheviks et mencheviks semble s'être cristallisée sur la conception du parti. Lors du congrès de 1903, qui conduisit à la scission, se seraient affrontées la conception léniniste du parti centralisé, discipliné, composé de révolutionnaires professionnels, et celle de Martov, partisan d'un parti de masse, ouvert et démocratique où la conception de l'adhérent serait plus ouverte. Outre que l'enjeu de la scission porta plus sur le contrôle du journal l'*Iskra*, Lénine ne donnait à ses conceptions qu'une dimension proprement russe. Quelque temps auparavant dans *Que* ►►

►► *faire ?*, au détour d'une petite phrase, il indique clairement que ses vues ne sont valables que pour la Russie. C'est ainsi que le paragraphe du même livre – si commenté depuis des décennies –, où il affirme que la conscience de classe doit être apportée aux ouvriers de l'étranger,

« Il est une dimension de la culture bolchevique et léniniste du parti, c'est celle du débat et de la confrontation des idées, conditions de la mobilité stratégique qui donna au parti bolchevique son efficacité même pendant la période de guerre civile. »

est à situer dans le contexte d'un pays où le mouvement ouvrier est embryonnaire. Surtout, la nécessité d'un parti de révolutionnaires professionnels se comprend quand il est question d'affronter le pouvoir répressif du régime autocratique tsariste.

Entre la théorisation et la pratique, le parti bolchevique n'est pas toujours celui que l'on croit. Après 1903, des périodes d'unité entre mencheviks et bolcheviks alternent au moins jusqu'en 1912. Les deux branches du socialisme russe se vivent même plus comme les fractions d'un même parti que comme deux organisations opposées. D'ailleurs, des tentatives d'unité organique ont lieu mais échouent plus sur la conception de la révolution et des étapes vers le socialisme que sur celle du parti en soi. Et jusque dans le courant de 1917, nombre de comités socialistes de ville sont en fait communs. Les militants ne cherchent pas toujours à se distinguer car les effectifs demeurent maigres et les conditions des communications dans l'immense Russie sont difficiles. La solidarité entre militants importe souvent plus que les querelles, parfois incom-



préhensibles, des sphères supérieures. Après la révolution de 1905 et l'apparition des soviets, Lénine revient d'ailleurs sur la subordination des ouvriers aux intellectuels marxistes. Il imagine même que les militants pourraient être consultés directement par référendum sur les questions d'orientation essentielles. Mais encore une fois, la nature du régime russe ne permet pas cette possibilité et l'oblige à défendre face aux mencheviks la nécessité de la subordination du parti légal au parti illégal et clandestin, afin qu'il puisse conserver toute son indépendance et son objectif explicite de renversement du tsar – objectif impossible à exprimer publiquement et légalement.

UNE CULTURE DU DÉBAT ET DE LA CONFRONTATION

Enfin pour Lénine, l'essentiel réside dans l'orientation politique et la stratégie et, s'il tient à construire un parti centralisé et efficace où les organismes centraux ont la prérogative sur les organisations de base, il n'hésite pas à s'adresser directement à tel ou tel comité qui partage ses vues, y compris en contournant les décisions

« La constitution des partis a été le moyen pour les militants ouvriers d'échapper à la domination des structures notabilliaires du XIX^e siècle en disposant de leur propre organisation indépendante des féodalités économiques et clientélistes. »

du comité central. Il en va ainsi dans la période qui précède l'insurrection d'octobre et il sait s'appuyer sur les comités du parti radicalisés par rapport à une direction beaucoup plus prudente. Il n'est pas le seul à s'émanciper de la discipline de parti. On connaît l'épisode célèbre où Kamenev, hostile à l'idée d'insurrection, le déclare publiquement dans le journal de Gorki, au moment même où les militants de Petrograd la préparent. Lénine le qualifia de traître mais ne lui en tiendra pas rigueur. Kamenev comme Zinoviev occuperont ainsi des responsabilités majeures dans la nouvelle Russie soviétique. Car il est une dernière dimension de la culture bolchevique et léniniste du parti, c'est celle du débat et de la confrontation des idées, conditions de la mobilité stratégique qui donna au parti bolchevique son efficacité même pendant la période de guerre civile. Lénine ne voulait simplement pas que cette confrontation se cristallise durablement, surtout quand il fallait assumer le pouvoir.

LE PARADOXE DE LA STALINISATION

Effrayé par les révoltes paysannes et de Cronstadt, par les contradictions que pourrait engendrer la Nouvelle politique économique (NEP) et leur inscription durable dans le fonctionnement du parti, il fait le choix en 1922 de supprimer les tendances. Décision prise au moment où il va quitter pour cause de maladie les premières responsabilités. Mais ce qui chez Lénine était toujours subordonné à un lieu et à un

« La nécessité d'un parti de révolutionnaires professionnels se comprend quand il est question d'affronter le pouvoir répressif du régime autocratique tsariste. »

moment va devenir avec la stalinisation une conception érigée en modèle universel. Staline saura utiliser les failles du léninisme pour construire tout autre chose. Sa mainmise sur l'appareil et le recrutement des adhérents et des responsables du parti va lui en donner la totale maîtrise d'abord en URSS puis à l'échelle mondiale. On en sait les caractéristiques : culte de la personnalité, centralisation extrême, refus du débat et monolithisme. Jusque dans les années 1970, toutes les différences seront traitées au sein du mouvement communiste international comme des déviations et combattues par les mises à l'écart et les exclusions dans les pays où les partis communistes n'étaient pas au pouvoir, par la répression ailleurs.

Le paradoxe c'est que les partis stalinisés ont permis dans nombre de pays dont la France de contribuer à la politisation populaire. Leur mode de fonctionnement compréhensible, leur pédagogie messianique où la classe ouvrière était appelée à jouer un rôle historique d'agent de l'émancipation universelle ont donné aux catégories populaires jusque-là exclues du champ politique la possibilité de s'y insérer. Nous sommes depuis la chute du mur de Berlin à la recherche d'un nouveau paradigme pour assurer les fonctions de la politique. Mais ce n'est pas seulement la chute du rêve soviétique qui nous y oblige.

Les partis nés au XIX^e siècle ont fonctionné sur le modèle de la division en classes du capitalisme industriel, distinguant en leur sein ceux qui savaient et détenaient le pouvoir des autres militants. À l'époque de la mondialisation, de la révolution informationnelle et des réseaux sociaux, nous devons en tirer les conséquences organisationnelles. Mais s'il est une leçon à apprendre de Lénine, c'est que la conception de l'organisation doit être seconde par rapport au projet de société et aux choix stratégiques. ■

*Frédéric Genevée est membre du comité exécutif national du PCF. Il est responsable du secteur Archives et mémoire.

1917-2017 : le parti et la révolution

Mouvements, fronts, associations, ligues, soviets, coopératives, syndicats : depuis deux cents ans celles et ceux qui refusent l'ordre capitaliste du monde s'organisent. En ce sens, la révolution d'Octobre a été un moment d'expérimentation très large. Le parti communiste forgé par les bolcheviks s'est distingué des autres formes d'organisation que nous avons citées et même du parti communiste « manifesté » par Marx et Engels. Qu'est-ce qui faisait sa spécificité ? En quoi peut-il contribuer à nos réflexions et problématiques actuelles ?

PAR TAYLAN COSKUN*

QU'EST-CE QUE LE PARTI COMMUNISTE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ?

C'est explicitement une organisation d'avant-garde, dirigée et encadrée par des révolutionnaires professionnels, dont la vie démocratique est centralisée à l'image de l'usine et de l'armée bourgeoise modernes, qui vise à instaurer la dictature du prolétariat par une action continue de propagande et de prise de pouvoirs alliant la lutte légale et illégale ; un parti visant à faire la révolution et à diriger le pays. Lénine l'a théorisé ainsi. La raison d'être du parti et son type d'organisation découlent de l'analyse et de la qualification du capitalisme du moment : nommément dans *Le Développement du capitalisme en Russie* et plus tard dans *L'Impérialisme, stade suprême du*

capitalisme. Car un outil pour contester le capitalisme doit s'aligner sur l'analyse concrète de l'adversaire qui évolue et s'adapte aux conditions de la lutte.

COMMENT QUALIFIER LE CAPITALISME D'HIER ET D'AUJOURD'HUI ?

Le capitalisme n'est pas une réalité donnée une fois pour toutes. Mercantile et libéral au temps de son émergence, industriel et colonialiste, impérialiste et belliciste plus tard, à chaque phase de son développement, le capitalisme ajoute à ses pratiques antérieures de nouvelles formes d'appropriation capitaliste du monde. Il s'adapte aux formes de contestation qu'il rencontre.



« Ce qui caractérise le capitalisme de ces trois dernières décennies c'est qu'il a survécu à une contestation radicale, mondiale et durable, de la légitimité de ses droits de propriétaire sur le monde. »

Le capitalisme aujourd'hui garde évidemment ses pratiques impérialistes et financières. Mais il développe depuis une trentaine d'années un aspect nouveau auquel correspond de plus en plus une nouvelle façon de posséder le monde. Ce qui caractérise le capitalisme de ces trois dernières décennies, c'est qu'il a survécu à une contestation radicale, mondiale et durable, de la légitimité de ses droits de propriétaire sur le monde. Pour survivre, il a adapté, articulé et déplacé les formes de propriété, passant de possessions directes à des formes plus fluides de rente et de spéculation.

L'OBJECTIF RÉVOLUTIONNAIRE : LE MONDE DOIT CHANGER DE PROPRIÉTAIRE

Tout mouvement de contestation du capitalisme est mu par un mot d'ordre simple : *le monde doit changer de propriétaire*. Il s'agit de restituer bout par bout à l'ensemble de l'humanité la propriété directe ou indirecte de la totalité des richesses du monde. Cela s'appelle la révolution.

La contestation de la propriété capitaliste du monde s'est structurée durant le XIX^e et le XX^e siècle en se concentrant essentiellement sur *la possession par fabrication*. En affirmant le droit des travailleurs sur les biens qu'ils créent, il s'agissait de contester la légitimité du droit de propriété des capitalistes, qui est appuyée sur leur apport en capital constant. La mission attribuée par Marx au prolétariat était ainsi d'émanciper l'ensemble de l'humanité en combattant pour sa propre émancipation.

Cette grande stratégie de réappropriation par l'organisation des travailleurs a permis d'obtenir beaucoup (des droits démocratiques et des droits nouveaux pour les salariés, l'amélioration de la vie des peuples dans le monde entier et l'émancipation de peuples colonisés, etc.), mais

elle a trouvé ses limites objectives d'une façon brutale avec ses impasses et ses échecs bien connus : l'expérience des pays socialistes et des partis communistes, le compromis social-démocrate occidental, les mouvements dits tiers-mondistes et le syndicalisme. Et le stalinisme, avec ses avatars, a évacué la question de la démocratie réelle, pourtant au centre du choix de civilisation communiste.

Pour autant, aujourd'hui encore, l'impérieuse nécessité pour le monde humain de changer de propriétaire est intacte dans les esprits. Or combattre ce capitalisme survivant en disputant son droit de propriété sur le monde uniquement avec les moyens d'hier, ce serait comme essayer d'éradiquer une bactérie mutante avec l'antibiotique auquel elle a appris à résister.

UN PARTI COMMUNISTE UTILE AUX APPROPRIATIONS COMMUNES

Dans notre discussion sur le rôle et la stratégie de notre parti nous devons nous inscrire dans cette réalité mouvante de l'actuelle forme de propriété du monde et de sa contestation ; nous fonder sur les dynamiques suscitées par le capitalisme lui-même pour les retourner contre lui. En ce sens, il est important de souligner deux faits massifs qui sont constitutifs du dynamisme du capitalisme : les possibilités croissantes des individus et de petits groupes d'individus grâce aux technologies et les avancées de la culture scientifique et technique. La capacité d'adaptation du capitalisme dépend fortement de la manipulation et de l'embrigadement des capacités individuelles et des possibilités offertes par le bond en avant des sciences et des technologies.

« Nous fonder sur les dynamiques suscitées par le capitalisme lui-même pour les retourner contre lui. »

Aussi, le modèle d'organisation pour un parti communiste moderne est peut-être à chercher du côté des communautés scientifiques qui ►►

▶ allient la créativité individuelle avec des procédures strictes d'évaluation et de critique collectives pour faire avancer la recherche sur des bases objectives. Pour un parti se réclamant de Marx et Engels, qui ont tant écrit sur le socialisme scientifique, ce ne serait pas incongru.

Aujourd'hui, le capitalisme noie tout effort de contestation de « sa » propriété dans une agitation communicationnelle faite de slogans et d'opinions aussi superficiels qu'éphémères et utopiques. Le PCF ne peut pas être le parti de cette vaine agitation et de la démagogie mais celui de la rigueur et des appropriations réelles. Choisir avec soin ses mots d'ordre en lien avec ses objectifs plutôt que de s'ingénier à trouver des slogans chocs. Chaque fois que nous avons mis en avant cette compétence qui nous caractérise nous avons percé le mur du silence : la campagne de grande qualité de 2005 contre la Constitution européenne, le travail de nos élus sur l'évasion fiscale, sur le devenir du logement social, de l'industrie, des institutions, etc.

Il faut cependant souligner, à titre d'exemple, quelques points qui distinguent le parti communiste d'une communauté scientifique.

1- L'objet de notre recherche n'est pas seulement théorique. Ce sont des actions politiques et sociales utiles au plus grand nombre pour qu'ils deviennent, selon l'expression de Jaurès, les copropriétaires des biens, des services et des créations : c'est la question du rayonnement démocratique et de la massification de nos actions. Il s'agit non pas de rester entre soi mais d'inciter les citoyens à mettre en pratique des expériences de réappropriation sociale et de nouveaux usages du monde. Pour y parvenir, il est important d'imaginer des plates-formes de valorisation, de partage d'informations et d'expériences citoyennes en enrichissant le travail des militants par un recours simplifié aux nouveaux moyens de communication numériques. Une direction nationale doit réguler ce travail d'initiative et de partage.

2- Pour rendre nos actions efficaces et s'attaquer à la propriété, il est important de rassembler

largement les producteurs et les consommateurs des biens, des services et des créations sociaux autour d'intérêts communs. Le parti peut impulser des rassemblements larges autour de ces enjeux. Par exemple concernant la lutte contre l'exil fiscal, une campagne d'envergure devrait tendre à créer

un front uni très large avec des personnalités, des associations, des syndicats, des institutions et d'autres partis politiques de gauche, avec des dimensions locales, nationales et internationales, une grande campagne de communication et d'action.

3- La dimension internationale est nécessaire à cette stratégie globale de réappropriation. Le parti trouverait un immense champ d'utilité politique en travaillant à la mise en place d'un mouvement international

en cohérence avec nos initiatives politiques nationales. Par exemple, pourquoi ne pas faire des élections européennes à venir un moment d'affirmation de notre internationalisme en travaillant à une plate-forme de propositions alternatives à partager avec les membres du Parti de la gauche européenne (PGE) et à défendre dans tous les pays de l'Union en même temps au moment de la campagne en intégrant des personnalités d'autres partis européens sur nos listes ? Bref, instaurer un cadre international pour le mouvement, en cohérence avec le cadre national pour le parti.

Ainsi, en pensant toujours son organisation à partir de la réalité du moment, le Parti communiste pourra montrer pleinement son utilité et participer de façon efficace à ce grand mouvement historique de notre civilisation humaine, dont le mot d'ordre est simple : « Le monde est à nous ! » ■

***Taylan Coskun** est membre du conseil national du PCF. Il est conseiller régional d'Île-de-France.

« Il s'agit non pas de rester entre soi mais d'inciter les citoyens à mettre en pratique des expériences de réappropriation sociale et de nouveaux usages du monde. »

Le centralisme démocratique, marqueur du « marxisme-léninisme »

Le « centralisme démocratique » faisait partie des vingt et une conditions d'admission à l'Internationale communiste. Mais c'est le stalinisme qui transforme en position de principe ce qui, chez Lénine, relevait de considérations pragmatiques.

PAR JEAN-FRANÇOIS GAU*

En 1920, le II^e Congrès de l'Internationale communiste, saisi de la demande d'adhésion de plusieurs partis socialistes occidentaux, exige d'eux qu'ils adoptent le mode de fonctionnement du parti bolchevique, nommé « centralisme démocratique ». L'organisation de ce parti est marquée par son combat dans l'illégalité : un corps de « révolutionnaires professionnels », ce qui « implique nécessairement la centralisation », la démocratie étant « inexécutable » (*Que faire ?*, 1901-1902) ; et la règle de la majorité pour départager les confrontations entre dirigeants et courants. Avec la guerre civile et l'exercice du pouvoir par le seul parti bolchevique appliquant la « dictature du prolétariat », ces traits sont accentués : « L'atmosphère de discussion devient dangereuse à l'extrême, elle met manifestement en péril la dictature du prolétariat » (Lénine, 1921).

LES CONDITIONS D'ADMISSION À L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Lénine rédige donc des « conditions d'admission » à l'Internationale communiste qui deviendront les « vingt et une conditions » discutées au Congrès de Tours : « Les partis adhérents à l'IC, écrit-il, doivent être organisés selon le principe du *centralisme* [souligné par lui] démocratique. Dans la période actuelle de guerre civile exacerbée, un parti communiste ne saurait faire

son devoir que s'il est organisé de la manière la plus centralisée, s'il y règne une discipline de fer confinante à la discipline militaire et si son organisme central est puissant, nanti de pouvoirs étendus et jouissant d'une autorité morale et de la confiance unanime de ses membres. »

« Pourquoi, après 1976 et 1979, dates du rejet des notions de dictature du prolétariat et de marxisme-léninisme, avoir préservé et légitimé jusqu'en 1994 (au moins dans les termes) celle de centralisme démocratique qui leur était inséparablement liée ? »

Est ajoutée l'exigence de « procéder à des épurations périodiques ».

Ces règles sont fondées, comme souvent chez Lénine, sur des considérations pragmatiques et non pas théoriques ; elles sont liées à la dictature du prolétariat et à des conditions déterminées. Mais, après sa mort, les dirigeants soviétiques, Staline et Trotski en tête, assoient leur légitimité sur leur prétention d'« incarner » sa personne et son œuvre. Un concept nouveau fait son apparition : le léninisme, nommé ensuite marxisme-léninisme, doctrine figée

qui fournit son assise théorique au stalinisme. Ce qui était une condition d'efficacité (au demeurant à l'évidence contestable) dans une situation donnée devient un « principe » intangible pour tout parti communiste : le parti est « fort par sa cohésion et sa discipline de fer » ; il est régi par « le principe de la soumission de la minorité à la majorité, le principe de la direction du travail du parti par un organisme central » ; il ne peut accepter « ni "libéralisme" ni liberté de fractions » ; « il se fortifie en s'épurant » (Staline, *Des principes du léninisme*, 1924). ▶▶

►► **UNE PERSONNALITÉ COMMUNISTE
FRANÇAISE ORIGINALE**

Le parti français se conçoit comme parti communiste en adoptant ces principes. Il ne devint pas pour autant une ombre portée du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS). Une personnalité communiste française originale se construisit alors qui contribua à faire du PCF un grand parti national. Pas de caricature, donc. Il reste que ce mode de fonctionnement produisit des réductions au silence, des mises à l'écart, des exclusions, injustes et souvent inhumaines pour celles ou ceux qu'elles frappaient, fort coûteuses pour le PCF lui-même.

« À mon avis, le terme “centralisme démocratique”, que nous utilisons depuis soixante-douze ans qu'existe notre parti, obscurcit davantage qu'il n'éclaire ce qu'est devenu notre mode de fonctionnement. »

Georges Marchais, 1992

Comme on le sait, c'est avec retard que sa propre déstalinisation fut entreprise après 1956. Malgré cela, les exigences de la modernité, donc de la démocratie, frappaient à la porte. Ainsi, en 1964, Georges Marchais, secrétaire à l'organisation, affirme qu'après avoir privilégié le centralisme et « parfois » avoir « craint le large débat, la confrontation d'idées et d'opinions », il faut « mettre davantage l'accent sur la démocratie dans la vie intérieure du parti ». En 1979, le PCF adopte de nouveaux statuts, visant à harmoniser les règles de vie du parti avec la décision de faire de la démocratie le but et le moyen de sa stratégie. Le pluralisme politique est ensuite assumé au XXIV^e Congrès de 1985, lorsque des dirigeants en désaccord politique sont réélus au comité central. En 1990, Georges Marchais dénonce la recherche de l'unanimité « qui étouffe la parole critique et le travail créateur ».

Pourtant, toutes ces années, le fonctionnement du PCF, qui n'est plus calqué sur les principes du centralisme démocratique rappelés plus

haut, continue de porter ce nom. On caractérise alors cette notion de la façon suivante : « Discussion démocratique, décision majoritaire, application par tous », définition qui a plus à voir avec la procédure parlementaire d'adoption de la loi qu'avec la « démocratie prolétarienne ». On explique aussi que la démocratie consiste « à avoir voix au chapitre sur les affaires du “centre” » – ce qui est vrai, mais est l'inverse du centralisme. Le plus souvent, durant cette période, le centralisme démocratique est défini négativement, comme le refus des « tendances ». En 1990, Georges Marchais souligne : « L'appellation “centralisme démocratique” a un lourd handicap, qui est d'avoir été utilisée pour qualifier des règles qui étaient tout, sauf démocratiques. » Mais il ne tranche pas. C'est en août 1992 qu'il décide d'en finir avec l'ambiguïté. Il déclare : « À mon avis, le terme “centralisme démocratique”, que nous utilisons depuis soixante-douze ans qu'existe notre parti, obscurcit davantage qu'il n'éclaire ce qu'est devenu notre mode de fonctionnement. » La notion sera officiellement abandonnée au XXVIII^e Congrès, en janvier 1994.



Bien sûr, la question se pose : pourquoi, après 1976 et 1979, dates du rejet des notions de dictature du prolétariat et de marxisme-léninisme, avoir préservé et légitimé jusqu'en 1994 (au moins dans les termes) celle de centralisme démocratique qui leur était inséparablement liée ? Sans doute parce que ce marqueur du marxisme-léninisme était un élément structurel de l'identification communiste. Respecter ce noyau formel de cette identité fit longtemps consensus, et c'est lorsque la culture que continuait à flatter l'emploi du mot se fut émoussée que le terme fut abandonné. Sans

opposition notable. Et sans susciter une évaluation critique véritable de cette remise en cause essentielle, comme ce fut le cas pour la dictature du prolétariat.

Plus de vingt ans plus tard, cette évaluation politique est-elle du seul ressort des historiens ? Ou pourrait-elle être utile, combinée bien sûr à d'autres considérations plus actuelles, au devoir de transformation aujourd'hui à l'ordre du jour du PCF ? À voir. ■

*Jean-François Gau a été membre du secrétariat national du PCF.

Centralisme démocratique : les enjeux d'une pensée de l'organisation

En abandonnant la référence au centralisme démocratique en 1994, lors de son XXVIII^e Congrès, le Parti communiste français faisait le choix de se départir de la forme d'organisation traditionnelle du léninisme. Si l'on peut juger que le centralisme démocratique constitue aujourd'hui une réponse politique obsolète, les enjeux soulevés par Lénine en la matière n'ont, quant à eux, rien perdu de leur actualité.

PAR JEAN QUÉTIER*

PARTI D'AVANT-GARDE ET CENTRALISME DÉMOCRATIQUE

Lorsqu'il expose les grandes lignes de sa théorie de l'organisation dans *Que faire ?* (1902) et dans *Un pas en avant, deux pas en arrière* (1904), Lénine entend avant tout lutter contre deux formes de spontanéisme qu'il juge symétriques : d'une part, l'économisme, qui considère que l'addition des différentes luttes syndicales pourrait suffire à constituer un mouvement révolutionnaire ; d'autre part, le terrorisme, qui plaide en faveur d'une action directe, immédiate et violente. Tandis que le spontanéisme prend appui sur des méthodes qu'il juge par trop « artisanales », le parti révolutionnaire qu'il appelle de ses vœux doit être un parti d'avant-garde, dont les dirigeants soient essentiellement des révolutionnaires « professionnels ». La nécessité d'une avant-garde s'explique par les limites que

Lénine attribue à la conscience spontanée de la classe ouvrière : le prolétariat peut certes, par ses seules forces, arriver à la conviction qu'il faut constituer des syndicats pour réclamer des améliorations de leurs conditions de vie et de travail, mais il ne peut pas parvenir à ce que Lénine nomme à l'époque la « conscience social-démocrate », et qui n'est autre que la conscience révolutionnaire ; pour cela, il faut que la théorie marxiste lui soit enseignée « du dehors ».

Le principe d'organisation qui prévaut au sein du parti d'avant-garde, c'est le centralisme démocratique, c'est-à-dire la subordination de la base au sommet, « l'extension des droits et des pleins pouvoirs du centre par rapport à la partie ». Si le centralisme, d'après Lénine, est bien démocratique, c'est parce que « ce sommet est nécessairement le *congrès du parti* », comme il le précise dans *Un pas en avant, deux pas en* ▶▶

« **Construire pacifiquement une large hégémonie permettant le dépassement progressif du capitalisme par l'initiative du plus grand nombre : cela requiert une force politique entièrement conçue pour travailler à la conviction.** »

Lucien Sève

► *arrière.* À partir de 1921, cette soumission de la minorité à la majorité sera étroitement associée au refus de l'organisation en tendances au sein du parti. Parce qu'elles transforment des oppositions conjoncturelles en conflits permanents, les tendances interdisent en réalité toute dialectique du débat au sein de l'avant-garde. Parce qu'elles octroient à la minorité le droit de se soustraire aux décisions majoritaires, les tendances promeuvent une forme d'indiscipline anarchiste incompatible avec les exigences du combat révolutionnaire.

On aurait tort, cependant, de considérer que les principes d'organisation que l'on trouve dans *Que faire ?* revêtaient pour Lénine une dimension intemporelle. Dès 1907, il mettait en garde ceux qui voulaient « extraire cet ouvrage de son contexte historique » : son objectif était surtout de « tordre la barre » dans l'autre sens par rapport aux tenants d'une forme d'opportunisme en matière d'organisation. Les attaques formulées dans *Que faire ?* contre le « démocratisme » dans le parti n'ont pas valeur de principes généraux, elles s'inscrivent dans le cadre de la répression policière menée par l'autocratie tsariste, qui condamne le parti à la clandestinité. La critique de l'emprise de l'idéologie bourgeoise sur les masses doit elle-même être replacée dans le contexte d'une société russe encore majoritairement illettrée au début du XX^e siècle.

**REFUSER LE SPONTANÉISME
SANS MÉPRISER LE SPONTANÉ**

La stratégie révolutionnaire développée par Lénine dans la Russie tsariste impliquait des objectifs d'ordre militaire : il s'agissait de

construire une organisation capable de prendre le pouvoir par la force, dans le cadre d'une insurrection armée. Nous n'en sommes plus là. Réfléchissant à la fin des années 1990 sur ce que pourrait être une théorie de l'organisation communiste de notre temps, Lucien Sève souligne dans *Commencer par les fins* (La Dispute, 1999) que, pour Lénine, il fallait « un parti capable d'agir efficacement à la violence », tandis que l'objectif est pour nous « de construire pacifiquement une large hégémonie permettant le dépassement progressif du capitalisme par l'initiative du plus grand nombre : cela requiert une force politique entièrement conçue pour travailler à la conviction ».

L'intérêt de la démarche de Lucien Sève me semble résider dans le fait de tenir de front deux affirmations complémentaires : d'une part, celle de l'obsolescence du centralisme démocratique comme mode d'organisation du parti communiste pour la France du XXI^e siècle, d'autre part, celle de la pertinence des « considérants généraux de cette pensée organisationnelle que sont

« Seul un parti, compris comme "dispositif organisateur permanent de prises de conscience et d'initiative politiques", reste en mesure de répondre à la double exigence à laquelle Lénine était déjà confronté en son temps : approfondir l'immédiat et synthétiser le divers. »

la critique du spontanéisme et la valorisation de la centralité ». On ne saurait remplacer le centralisme démocratique par la pure et simple désorganisation, dont on peut considérer à bon droit qu'elle est elle-même fort peu démocratique. De ce point de vue, le risque de tomber dans l'extrême inverse existe toujours. C'est d'ailleurs ce que souligne le politiste Julian Mischi lorsqu'il affirme, dans *Le Communisme*

désarmé (Agone, 2014), que le PCF est devenu, à bien des égards, « l'un des partis de France les moins centralisés ».

C'est pour cette raison que, pour Lucien Sève, seul un parti, compris comme « dispositif organisateur permanent de prises de conscience et d'initiatives politiques », reste en mesure de répondre à la double exigence à laquelle Lénine était déjà confronté en son temps : approfondir l'immédiat et synthétiser le divers. On peut lui assigner trois grandes fonctions : premièrement, « organiser le travail *d'analyse et de prospective théoriques* qui, loin de l'immédiateté spontanée, de ses œillères et de ses pièges [...] permet seul de maîtriser en pensée le réel à transformer » ; deuxièmement, « organiser [...] la *mise en cohérence pratique* de tous les mouvements sociaux » ; troisièmement, permettre « *l'expression efficace* de tous ces mouvements dans les

formes politico-étatiques existantes telles qu'elles sont elles-mêmes organisées ». Lucien Sève est conscient qu'on ne peut se départir entièrement de la tension entre verticalité du pouvoir et horizontalité de l'auto-organisation, notamment parce que les communistes doivent aussi agir sur un terrain qu'ils n'ont pas choisi : celui de la politique institutionnelle, qui implique toujours une forme de délégation de pouvoir. Reste à savoir lequel des deux pôles aura barre sur l'autre. Tout en critiquant le spontanéisme, Lénine maintenait l'idée que le parti révolutionnaire « puise toute sa force dans le mouvement ouvrier spontané ». La leçon n'a pas perdu de son actualité. ■

*Jean Quéfier est philosophe. Il est agrégé de philosophie et doctorant à l'université de Strasbourg.

De la Révolution russe à la VI^e République

En proposant une organisation démocratique reposant sur le soviétique, les bolcheviks entendaient instaurer une nouvelle manière de délibérer politiquement. Le besoin de démocratie vivante reste aujourd'hui au cœur des préoccupations des communistes, comme en témoigne le combat pour une VI^e République.

PAR JEAN-MARC COPPOLA*

Beaucoup a été écrit sur la Révolution russe d'octobre 1917. L'occasion du centenaire permet de revisiter cet événement aux multiples influences, souvent caricaturé, à l'aune de la situation politique nationale et internationale d'aujourd'hui.

LES SOVIETS, UNE AVANCÉE DÉMOCRATIQUE EN THÉORIE

L'idée même de révolution a été détournée, on l'a affublée des pires infamies pour attiser la peur d'un changement profond et éteindre toute possibilité d'alternative au système actuel. Pour œuvrer à la mise en place d'institutions démocratiques, les bolcheviks ont proposé une organisation reposant sur le soviétique. Sans en référer

à ce qui ne peut constituer un modèle, tentons ici d'analyser nos propositions visant à favoriser l'intervention citoyenne dans la vie publique et la gestion de la « cité ». Pas de modèle car « les révolutions ne s'exportent pas et ne peuvent être fomentées du dehors, ensuite parce que le PCF a abandonné depuis longtemps l'idée même de modèle », comme l'écrivait Georges Cogniot dans *La Révolution d'Octobre et la France* (Éditions sociales) lors du cinquantième anniversaire en 1967. En revanche, il est intéressant de bien identifier pour la Russie en 1917, comme en 1789 et 1871 en France, que « tous ces événements ont un point commun : le délitement de l'État entraîne des formes d'auto-organisation de la vie sociale au sein desquelles ►►

► les dominés construisent leur existence politique, avec comme enjeu de créer une démocratie par l'insurrection, c'est-à-dire le refus de la captation du pouvoir » (Norbert Lenoir, « Georges Politzer, "La révolution la plus profonde de l'histoire" », *La Pensée* n° 390, 2017). Georges Politzer affirmait également par ailleurs : « Les soviets, "l'organisation unanime des pauvres", c'est la nouvelle forme que le génie créateur des masses a trouvée [...] ; celle qui peut briser l'ancien État bourgeois ; remplacer la démocratie bourgeoise par la démocratie prolétarienne et devenir la base de l'État prolétarien. » Il ne s'agit pas, pour la démocratie prolétarienne, de se substituer à celle de la bourgeoisie par une conquête au sein des organisations parlementaires, mais par la création d'une autre organisation du pouvoir : les soviets instaurent une nouvelle manière de décider et de délibérer politiquement. Mais si les « soviets » ont constitué une avancée démocratique en théorie, ils ont été contournés en pratique par une avant-garde au pouvoir qui s'est résolue en une organisation pyramidale et étatiste, dans un pays qui n'avait jamais connu la moindre approche d'un système démocratique, mais seulement des régimes autoritaires.

AUJOURD'HUI LE BESOIN D'UNE ACTION CONSCIENTE DES CITOYENNES ET CITOYENS

Nous avons besoin, pour une démocratie vivante, permanente et évolutive, d'une organisation plus horizontale et globale, basée sur l'égalité des droits humains et l'émancipation humaine par l'éducation populaire et la culture.

Et, à l'opposé de ceux qui veulent la conquête du pouvoir par et pour un changement par le haut, notre conception réside dans l'action consciente des citoyennes et des citoyens pour la transformation sociale.

Les crises que traversent toutes les grandes « démocraties » sont multiples : sociale, démocratique, politique, de représentation, etc. Nous sommes face à une confiscation grandissante de la démocratie par les

multinationales et les marchés financiers au profit de quelques familles prédatrices de tous les pans d'activité. Tous ceux-là constituent une alliance de classe qui ne veut pas que les peuples s'en mêlent. Les relais protéiformes de l'ultralibéra-

« Nous avons besoin de droits nouveaux pour permettre une véritable participation citoyenne et ainsi rompre avec la délégation de pouvoir à tous les niveaux. »

lisme s'attachent à détourner les citoyennes et les citoyens de la chose publique, de l'intérêt général et des biens communs. Les dirigeants politiques au pouvoir renvoient volontairement et en alternance un sentiment d'impuissance, ayant eux-mêmes abdicqué devant l'économie financiarisée et s'en rendant complices. Les multiples reculs affectent ainsi la capacité à comprendre le monde avec un esprit critique pour se libérer du capitalisme. Ce sont les peurs nées de l'ignorance, renforcées par les coups de boutoir du terrorisme, qui entraînent une montée des nationalismes, d'une pensée discriminante et une demande invraisemblable d'autoritarisme et de repli identitaire.

La crise de la démocratie représentative est abyssale. Le présidentialisme est à son paroxysme.

Pas seulement avec le président de la République, mais avec des collectivités monarchiques de plus en plus éloignées des populations et de leurs attentes, telles les métropoles, ou vidées de leurs prérogatives comme les communes, creusets de la démocratie. Les institutions de la V^e République ont fait leur temps. Nous avons besoin de droits nouveaux pour permettre une véritable participation citoyenne et ainsi rompre

« L'idée même de révolution a été détournée, on l'a affublée des pires infamies pour attiser la peur d'un changement profond et éteindre toute possibilité d'alternative au système actuel. »

avec la délégation de pouvoir à tous les niveaux. La démocratie doit entrer dans un nouvel âge : plus ouverte sur la société et le monde du réel, plus active en matière de sollicitation des citoyens.

OSER UNE RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE

Pour cela, nous voulons construire un nouveau pacte républicain qui place en son cœur l'égalité de droits pour en finir avec toutes les discriminations. Un pacte qui change la politique et ses pratiques, pour reprendre le pouvoir sur la finance et partager les richesses, pour en finir avec un présidentialisme tout puissant, pour sortir de l'austérité anesthésiante, pour une France solidaire qui protège et incite à l'engagement, pour produire autrement en protégeant l'humain et l'environnement, pour changer l'Europe... Nous devons ainsi oser une révolution démocratique pour construire une VI^e République formatrice de la société tout entière jusque dans l'entreprise, au moment où le pouvoir en place vise la démolition de tous les droits, garanties et sécurités des travailleurs.

Nous devons insuffler un vaste débat citoyen qui, sous des formes à définir (assemblées populaires, états généraux, forums citoyens, assemblée consti-

« Les relais protéiformes de l'ultralibéralisme s'attachent à détourner les citoyennes et les citoyens de la chose publique, de l'intérêt général et des biens communs. »

tuante...), réunissant citoyens et organisations sociales et politiques, permette que la souveraineté populaire s'affirme à tous les niveaux. Un défi à relever en construisant un communisme du XXI^e siècle, qui tire les enseignements de toutes les expériences et de tous les modèles communistes du siècle précédent. Un communisme qui recrée de l'« en-commun » pour répondre aux attentes fortes de liberté, d'égalité, de fraternité et de paix. ■

***Jean-Marc Coppola** est membre du Conseil national du PCF. Il coordonne le pôle Révolutionner la République pour une France de liberté, d'égalité et de fraternité.

Octobre 1917 : l'invention de la modernité artistique

La révolution soviétique ne fut pas seulement une révolution politique et sociale, elle fut aussi une révolution esthétique. De la peinture au cinéma en passant par la poésie, les œuvres de jeunes artistes communistes ont profondément marqué la modernité.

PAR **CHIMÈNE DE***

CARRÉ BLANC SUR FOND BLANC

En 1918, un tableau de 79 cm sur 79 cm révolutionne l'histoire de l'art de façon radicale et définitive en inventant la modernité artistique. Sur cette toile de taille moyenne, le carré est légèrement de travers et un des angles touche le bord du cadre. Le blanc du carré est un peu plus gris que celui utilisé pour le fond, blanc crème. On y distingue les traces de pinceau et l'épaisseur de la peinture à l'huile. Le peintre s'appelle Kasi-

mir Malevitch, il a 40 ans et il vient d'être élu député. Artiste et député, Malevitch est également enseignant. Il s'est fait remarquer dès 1915 avec un groupe de jeunes artistes lors de l'exposition « 0.10 ».

EXPOSITION 0.10 : UN ART NEUF POUR ACCOMPAGNER UN MONDE NEUF

Deux ans avant la révolution de 1917, cette exposition inaugure le début d'un monde nouveau. ►►

► Quatorze artistes participent : sept femmes et sept hommes, la moyenne d'âge est de 29 ans. Ainsi, le monde nouveau respecte la parité homme/femme et, bien évidemment, il est jeune. Dans le cas de ce groupe, il s'agit autant de révolutionner le monde de l'art que d'accompagner la révolution.

En 1910, en Italie, le poète Filippo Marinetti inventait le premier mouvement d'avant-garde avec un manifeste tonitruant publié dans *Le Figaro*. Le futurisme rejetait les traditions artistiques et exaltait les inventions industrielles, les machines, la vitesse : le monde ancien devait être détruit pour faire place au monde moderne. Puis, en 1914, de jeunes artistes européens se regroupent en Suisse pour créer Dada. Ils sont peintres, musiciens, poètes, et se moquent de la guerre, de la religion et des bourgeois. En 1917, à New York, Marcel Duchamp fait entrer un urinoir dans l'histoire de l'art ! C'est dire que les artistes répondent avec humour mais aussi avec une subversion déterminée aux événements de l'époque.

« Les avant-gardes ont été avant tout une aventure unique dans l'histoire : la rencontre du politique et de l'artistique, favorisée par l'enthousiasme de la révolution. »

LE MONDE DOIT CHANGER TOTALEMENT

La révolution ne pourrait pas exister dans un environnement où l'esthétique resterait la même qu'auparavant, poussiéreuse et bourgeoise. Il faut changer l'art, la musique, la littérature, mais aussi les décors, les vêtements et tous les objets de la vie courante. Dans cette logique, plusieurs revues vont naître pour diffuser les travaux révolutionnaires dans tous les domaines artistiques : peinture, cinéma, architecture, littérature, théâtre, poésie. Un tout jeune artiste, Lazar Lissitzky (dit El Lissitzky), va devenir le maître d'œuvre de ce nouveau monde. Diplômé d'architecture en 1915, il est également peintre, illustrateur, graphiste, photographe, *designer*. Lors de la révo-

lution de 1917, il crée le nouveau drapeau soviétique et redécore entièrement les rues de Moscou. Il a seulement 27 ans et démarre alors une remarquable carrière qu'il va consacrer à diffuser les idées de la révolution. D'abord grâce à des affiches au graphisme très simple et direct (formes simples, couleurs primaires) puis grâce à des revues, dont il tient à ce que l'esthétique reflète les changements liés à la révolution, et aussi dans tous les objets du quotidien : mobilier, vêtements, vaisselle... En effet, « l'abstraction révolutionnaire » est utilisée dans tous les domaines de la vie courante.

LE POÈTE DE LA RÉVOLUTION

Le poète Vladimir Maïakovski a 24 ans en 1917 et déjà un long passé de révolutionnaire. C'est donc tout naturellement qu'il devient le poète de Lénine et le chantre de la révolution soviétique. Là encore, il s'agit de déconstruire la poésie du monde ancien pour introduire un langage nouveau : direct, parfois cru. Les poèmes de Maïakovski parlent du monde moderne, des ouvriers, de la jeunesse et de ses révoltes.

Extrait du *Nuage en pantalon*, 1915 :

Votre pensée,
qui rêve sur votre cervelle ramollie,
tel un laquais obèse sur sa banquette grasseuse,
je m'en vais l'agacer
d'une loque de mon cœur sanguinolent
et me repaître à vous persifler, insolent et
caustique.

Dès ses débuts, il se rapproche des « cubo-futuristes », peintres et sculpteurs, pratique également le graphisme et rédige des pièces de théâtre. En 1918, il réalise et joue dans un film dont il écrit le scénario : *La Demoiselle et le voyou*, drame dans lequel un jeune homme s'éprend de son institutrice. Amoureux d'Elsa Triolet puis de la sœur de celle-ci, Lili Brik, il se tue d'une balle dans le cœur en jouant à la roulette russe à 36 ans.

LE CINÉMA, UN ART TRÈS « JEUNE »

Inventé en 1895 par les frères Lumière, le cinéma est un art essentiellement populaire, un divertissement que l'on trouve dans les fêtes foraines. Dès les débuts, l'industrie s'intéresse à ce procédé grand public et la fréquentation des salles de projection explose très rapidement à travers le monde, de Los Angeles à Tokyo. Les Soviétiques vont en faire l'art majeur de la révolution. Ce sont huit très jeunes artistes qui vont s'engouffrer



dans l'aventure cinématographique et y entraîner le pays tout entier.

À leur tête, Dziga Vertov et Sergueï Eisenstein, respectivement 21 ans et 19 ans en 1917. Avec l'énergie de leur jeune âge, ils vont écrire un grand pan de l'histoire du cinéma. Dziga Vertov est le plus radical des deux : il rejette la fiction, car trop théâtrale et divertissante selon lui, et prône un cinéma « vérité », qui documente la vie réelle et instruit le peuple. Son film expérimental *L'Homme à la caméra* (1929), suite d'images filmées dans la ville pendant une journée, sans scénario et au montage très rythmé, a profondément marqué les cinéastes européens des années plus tard (néoréalisme italien, nouvelle vague en France, etc.). Eisenstein, quant à lui, réalise des longs métrages qui font encore référence aujourd'hui : *Le Cuirassé Potemkine* avec la fameuse scène du landau dévalant le grand escalier d'Odessa. La première école de cinéma au monde sera créée à Moscou en 1919 avec à sa tête un directeur de 20 ans : Lev Koulechov, inventeur de l'« effet Koulechov », principe de montage selon lequel la succession de deux images peut créer une infinité d'émotions chez le spectateur.

Fils de paysan, Alexandre Medvedkine, 17 ans en 1917, élabore un grand projet cinématographique dès les années 1920 : sortir le cinéma de ses murs

et installer un studio dans un train. Ainsi, le « ciné-train » va parcourir l'ensemble de l'Union soviétique dès 1932 afin de réaliser des films montrant la réalité des paysans, des travailleurs, des habitants... puis il projette ses films immédiatement, créant ainsi des discussions dans le public.

Les avant-gardes soviétiques sont le fruit de deux mouvements européens : d'une part le futurisme italien, mouvement collectif né en 1910 de la main d'un poète, et d'autre part le cubisme et son tableau inaugural, *Les Femmes d'Alger*, en 1907, fruit des recherches d'un génie de la peinture, Pablo Picasso. Mais les avant-gardes ont été avant tout une aventure unique dans l'histoire : la rencontre du politique et de l'artistique, favorisée par l'enthousiasme de la révolution. Ce sont de très jeunes hommes et de très jeunes femmes qui ont inventé ce qui est devenu aujourd'hui un héritage incontournable. Dans le cinéma, ce sont des gamins qui ont porté un projet artistique sans précédent. Il aura fallu qu'on leur fasse confiance, qu'on leur donne les moyens de leur énergie et de leur créativité débordantes. Il y a cent ans, des artistes révolutionnaires inventaient la modernité : une exposition zéro point dix et un carré blanc sur fond blanc. ■

*Chimène De est professeure d'arts plastiques à l'École d'architecture de Paris La Villette.

Du monopolisme à l'impérialisme : la boîte à outils économiques de Lénine

Lénine ne fut pas seulement un dirigeant révolutionnaire de premier plan, il a également offert une contribution importante à la théorie économique marxiste. Les concepts de monopolisme et d'impérialisme, notamment, permettent encore d'éclairer le fonctionnement du capitalisme contemporain.

PAR **CONSTANTIN LOPEZ***

LES THÈSES DE LÉNINE

Dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), Lénine dresse un bilan synthétique de l'étape du développement du capitalisme contemporain de la Première Guerre mondiale. Ce qui la caractérise, c'est le monopolisme. Le capitalisme concurrentiel libéral, arrivé à son apogée entre 1860 et 1880, a cédé au XX^e siècle la place à un capitalisme où règnent en maîtres les monopoles, les cartels et les trusts. La concentration de la production est une conséquence naturelle de la concurrence, il n'y a donc pas de retour en arrière possible. Au gré des crises, le poids des monopoles dans l'économie s'accroît car ceux-ci résistent mieux aux dépressions que les entreprises non monopolistes. Lénine qualifie ce stade monopoliste d'*impérialisme*, et le définit par cinq traits saillants :

- Concentration économique ;
- Fusion du capital bancaire et du capital industriel en un capital financier contrôlé par une oligarchie financière. Les monopoles bancaires acquièrent un pouvoir démesuré : ils contrôlent de plus en plus l'industrie et ont accès à des informations détaillées sur l'état des entreprises dont ils gèrent les comptes courants ;
- Prépondérance de l'exportation des capitaux par rapport à l'étape antérieure marquée par la prépondérance des exportations de marchandises ;
- Formation d'une union internationale de capitalistes pour le partage du globe ;
- Achèvement du partage du monde par les grandes puissances impérialistes, avec possibilité de « redistribution » dépendant de l'évolution des rapports de force (économique et militaire) entre ces puissances.

Le développement des monopoles accroît les contradictions du capitalisme et installe incons-

ciemment la base matérielle du socialisme. Mais l'impérialisme n'a pas rendu les armes, il ne s'effondrera pas de lui-même et a plus d'un tour dans son sac. Il modifie la structure productive des pays impérialistes vers les services privés et les travaux industriels de second ordre, au détriment de l'industrie traditionnelle et du développement de l'agriculture. La structure sociale des pays impérialistes évolue en conséquence : une partie du prolétariat s'embourgeoise ; les pays impérialistes deviennent des pays d'immigration où des travailleurs venant de pays à bas salaires rejoignent les couches prolétariennes. Dans les « États-rentiers » exportateurs de capitaux, les oligarchies financières s'allient avec des couches sociales dépendantes de l'impérialisme et corrompent une partie des dirigeants ouvriers. C'est ce qui, d'après Lénine, conduit une frange des partis ouvriers à soutenir la guerre impérialiste de 1914.

Enfin, l'impérialisme a un effet ambivalent sur le développement des forces productives. Il freine leur développement, dans la mesure où les monopoles constituent des milieux défavorables au progrès technique. Néanmoins, la disposition de ressources financières immenses par ces derniers leur permet de stimuler le progrès technique dans les branches qu'ils contrôlent. La croissance économique est particulièrement rapide à l'ère monopoliste, mais ce développement du capitalisme « agonisant » devient de plus en plus inégal et disproportionné.

LEUR APPLICATION RÉVOLUTIONNAIRE

Ces thèses trouvent une application révolutionnaire dès 1917. Suite à la révolution bolchevique, le contrôle des monopoles et des grandes banques devient un objectif central du pouvoir

révolutionnaire. La socialisation et la concentration économique (industrielle et financière) rendent possible un contrôle étroit de la gestion des entreprises par le pouvoir révolutionnaire, malgré la dépendance toujours importante vis-à-vis des techniciens bourgeois. À l'inverse, ce contrôle est beaucoup plus difficile là où prédominent les petites exploitations, comme à la campagne.

Sur le plan académique, les travaux de Lénine sur l'impérialisme donnent lieu à des prolongements qui permettent de mieux comprendre les relations internationales et les stades contemporains du capitalisme. Les chercheurs, notamment en Amérique latine, qui s'intéressent dès les années 1960 aux mécanismes explicatifs de la dépendance du tiers monde vis-à-vis des centres impérialistes, ne peuvent ignorer Lénine. Le capitalisme monopoliste d'État (CME) est étudié à fond, dans le cas français, par la commission économique du PCF dans les années 1960-1970.

« Les travaux de Lénine sur l'impérialisme donnent lieu à des prolongements qui permettent de mieux comprendre les relations internationales et les stades contemporains du capitalisme. »

accords de libre-échange en cours d'adoption, etc., sont-ils révélateurs de l'existence d'un impérialisme atlantique dominé par les États-Unis ? Comment les monopoles influent-ils sur le développement des forces productives à l'heure de

la liberté totale de circulation des capitaux ? Quel rôle les monopoles jouent-ils dans la crise systémique du capitalisme que nous traversons ? Quelle est la base sociale de l'impérialisme aujourd'hui ? Quel rôle le monopolisme joue-t-il dans le déclenchement des conflits actuels (Syrie, Venezuela, Ukraine...) ? Enfin, de quels leviers disposons-nous pour

affronter la finance et lui disputer la direction de l'économie ?

Si la réponse à ces questions doit être creusée, Lénine nous fournit une boîte à outils pour analyser le capitalisme actuel. Sachons nous en saisir et nous en servir pour éclairer les nécessités de notre action politique. ■

UNE BOÎTE À OUTILS POUR ANALYSER LE CAPITALISME ACTUEL

L'évolution du capitalisme contemporain plaide pour un retour au Lénine économiste. Les monopoles se sont développés et débordent largement les frontières des nations, comme la fusion Alstom-Siemens l'illustre de façon emblématique. La notion d'impérialisme paraît particulièrement heuristique pour analyser la situation de l'Union européenne, qui semble à bien des égards à la fois un produit et un instrument des monopoles. Le cas grec a ainsi montré de façon éloquente comment l'oligarchie financière, par le biais de la Commission européenne, du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne, pouvait saigner impitoyablement un pays pour garantir le remboursement de quelques mastodontes bancaires français et allemands.

Le développement actuel de l'impérialisme pose plusieurs questions. L'apparition d'instances de sociabilité oligarchiques internationales (groupe Bilderberg, Trilatérale...), le renforcement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, les

*Constantin Lopez est agrégé de sciences économiques et sociales.





★ MILITER ★

RUBRIQUE COORDONNÉE PAR VALENTIN BROUILLARD-DUSONG

Allier bataille financière et bataille politique

Faire le choix de la bataille financière comme thématique de notre deuxième rubrique n'est pas le fruit du hasard. Sans remettre en cause les capacités de mobilisation financière du parti, de par ses cotisants, ses souscripteurs et ses élus, nous savons bien que la question des moyens est de plus en plus prégnante dans notre engagement quotidien. En effet, qu'y a-t-il de plus frustrant pour nous, communistes, que de ne pas avoir les moyens financiers de nos ambitions militantes ? D'autant plus que nous savons mieux que quiconque combien les moyens financiers sont gages d'indépendance politique autant que d'efficacité militante. L'objectif n'est pas de nous éta-

ler sur les débats à proprement parler de la trésorerie du parti. En outre, il ne s'agit pas non plus de déconnecter la bataille financière des batailles politiques que nous menons. Il s'agit plutôt de les faire se développer simultanément, de faire en sorte qu'elles se complètent.

Partons donc simplement du constat que les communistes, dans leurs secteurs d'engagement (cellules, sections, fédérations) ont constamment besoin de moyens supplémentaires. Ajoutons à cela un second constat : les moyens ainsi que l'expérience pour les mobiliser sont très inégaux d'une section et d'une fédération à l'autre. Cette différence est évidemment inhérente à notre structure et à notre

implantation historique. Mais nous avons une marge de manœuvre considérable dans le développement du partage d'expériences et de savoir-faire dans ce que l'on appelle la vie financière.

Nous avons choisi dans ce numéro d'apporter notre pierre à ces enjeux. Nous avons donné la parole à des camarades qui organisent des événements permettant la mobilisation de moyens financiers. Ces quelques exemples, agrémentés d'éléments techniques, répondent à l'exigence du partage d'expériences.

La rubrique sera également largement inspirée de l'idée que, dans toutes nos pratiques, nous pouvons évoluer pour réussir le pari de la

Ne laissez pas passer Noël !

Noël est l'occasion de mener une activité financière. Les possibilités sont nombreuses, parmi lesquelles la vente d'huîtres, de chocolats, de vins, etc. Les huîtres peuvent être commandées chez un ostréiculteur et du coup permettre à la trésorerie de se remplir un peu, et aux camarades de bénéficier de prix plus raisonnables. Les camarades commandent en amont et viennent récupérer leur commande à la fédération ou ailleurs. Aucun risque n'est pris pour la trésorerie !

bataille financière. C'est également en ayant cette idée en tête que nous avons donné la parole au MJCF, concerné par cette problématique – d'autant qu'est posée l'exigence d'apporter dans les prochaines années de nouvelles pratiques pour notre organisation. ●

Valentin Brouillard-Dusong

L'intérêt de mener régulièrement de l'activité « vie financière », la jeunesse communiste de la Vienne (JC 86) l'a bien compris. Très récemment encore, lors de leur semaine « Octobre Rouge », célébrant avec des conférences et projections les cent ans de la révolution russe, des tenues de buvettes ont permis de rapporter quelques deniers à la JC. Mais c'est lors de leur banquet annuel, au moment des vœux, que la JC met le paquet. « Ça demande une certaine organisation », nous a résumé avec modestie Kentin Plinget, coordinateur fédéral. Ce banquet réunit en effet, outre la JC et le PCF, des invités tel que la CGT, le PG, Ensemble, etc. C'est l'occasion de maintenir un lien avec ces partenaires, mais également un gage d'un certain crédit auprès de ceux-ci.

**Vous avez besoin de conseils pour organiser une initiative ? Vous voulez partager une expérience militante dans les colonnes de la rubrique ? N'attendez plus, contactez notre équipe !
militar@causecommune-larevue**

Bataille financière en quelques mots

TRÉSORERIE. Nos instances nationales, nos fédérations, nos sections et nos cellules ont tout intérêt à développer une trésorerie à l'échelle de leurs besoins, sans cesse renouvelés, davantage dans un esprit de conquête que de gestion. L'investissement est primordial mais nécessite une organisation rigoureuse.

INITIATIVES. Elles sont le moteur de notre évolution. Ce sont toutes les rencontres avec les sympathisants, les curieux ou les partenaires qui permettent de faire connaître nos batailles politiques, nos campagnes de terrain, à travers une multitude d'idées et de déclinaisons.

MILITANTS. Une grande partie de notre activité repose sur l'implication qu'apportent les communistes dans chacune des initiatives que nous prenons. Couplé à des moyens financiers, le travail militant se transforme en mine d'or pour le rayonnement du parti, et doit être sans cesse valorisé.

COTISATIONS. Premier poste de recette des sections, les cotisations matérialisent le lien entre l'adhérent et l'organisation. Le prélèvement automatique rend la cotisation bien plus efficace pour le parti et doit être une bataille permanente.

ÉVÈNEMENTS. L'organisation d'un tournoi sportif, d'un concert, voire d'un festival, sont des exemples d'initiatives qui permettent de coupler vie financière et animation culturelle. En travaillant avec des associations, nous pouvons mettre sur pied des projets de grande envergure qui marquent des consciences par la solidarité qui s'y manifeste.

PUBLICATIONS. L'utilisation des publications communistes est un élément à part entière de la bataille financière. Vente de *L'Hu-*

manité-Dimanche, abonnement à *Cause commune*, diffusion des livres publiés régulièrement par des camarades, comme celui d'Alain et Éric Bocquet, sont des exemples de ce que nous avons à notre disposition.

SOUSCRIPTIONS. Pour le conseil national, pour les fédérations ou pour *L'Humanité*, les appels aux dons lancés aux adhérents et aux sympathisants sont généralement un succès et démontrent le soutien populaire dont bénéficie aujourd'hui notre parti. Elles restent un bon levier pour lever des fonds pour nos actions.

OBJETS. Des tee-shirts, des gobelets ou des briquets siglés de nos visuels et slogans sont les bienvenus pour accompagner nos tables politiques, nos comptoirs. Ils participent à propager nos idées, à populariser nos batailles, souvent avec humour et ouverture d'esprit.

PARTENAIRES COMMERCIAUX. Travailler régulièrement avec les mêmes fournisseurs, créer des liens de confiance, valoriser des petites productions respectueuses de nos valeurs doivent être des boussoles pour nous. Une gestion audacieuse de nos partenaires est souvent l'occasion de faire des économies pour l'organisation de nos initiatives.

REPAS. Organiser des repas internes ou en direction de nos sympathisants et partenaires est souvent une occasion de lier convivialité militante et activité financière. Ces repas sont l'occasion de conjuguer la valorisation militante, le lien avec les organisations amies ou avec les partenaires commerciaux.

Le Rove : les communistes, présents au quotidien !

La section de Rove (Bouches-du-Rhône, entre Marseille et Martigues, 4 600 habitants) organise tout au long de l'année des événements populaires qui permettent de financer l'activité du parti.

Comme nous l'explique Vivienne Rosso, responsable de l'animation financière et de l'organisation des initiatives, « la clé, c'est l'organisation ». Chaque événement est conçu comme un temps de convivialité et de partage. Deux fois par an, à l'automne et au printemps, la section organise une soirée dansante rassemblant

plus de deux cent cinquante personnes. Celle d'automne prend la forme d'un buffet de qualité, avec une animation musicale, et la place est à 25 euros par personne. Le buffet est préparé la veille par une équipe de camarades, puis il faut installer la salle, tenir les entrées et la buvette, et enfin ranger et nettoyer. En tout, ce sont près de cinquante

camarades qui s'investissent de près ou de loin. La communication est traditionnelle : tracts, affichettes, bouche-à-oreille... et les inscriptions sont prises tout le long du mois précédent. Au printemps, le format change légèrement, c'est une soirée repas à 15 euros par personne, mais la philosophie reste la même.

Le loto de la section de Fontaine (38)

Entretien avec Michel Barrionuevo, trésorier de section

La section de Fontaine tient chaque année son loto, vers le mois de novembre. Générant 3 200 euros de bénéfices, pour une participation oscillant entre quatre cent cinquante et cinq cents personnes, il est un événement majeur de l'agenda politique et financier communiste de la section.

La clé du succès, c'est la communication : en 2016, le loto était référencé sur plus de trente-sept sites internet différents. Il a fallu répertorier tous les sites d'information locaux, ceux qui relayent les événements à l'échelle du département et de la région, ceux des passionnés de lotos, ceux qui permettent de poster des annonces gratuites, etc. (liste des sites concernés

sur <http://www.pcf-fontaine.fr/noel-avant-lheure-au-super-loto-du-10-decembre-2016-20h-salle-edmond-vigne-a-fontaine/>).

Ce mode de communication, en plus de nos traditionnels flyers, affichettes, publications Facebook... est réellement celui qui permet de garantir une large participation : plus de 75 % des participants répondent qu'ils ont eu l'information par ce biais. Pour quelques demi-journées de « copier-coller », c'est intéressant ! Évidemment, il faut s'y prendre à l'avance : publier les annonces au moins un mois avant l'événement, ce qui veut dire acheter les gros lots plus tôt encore. Plus l'annonce internet est déployée largement et publiée tôt,

plus elle « montera » dans les moteurs de recherche, et c'est ainsi qu'on garantit sa visibilité !

En ce qui concerne les lots, nous privilégions ce qui est « visuel » plutôt que les bons d'achat : VTT, télé écran plat, outillage, paniers garnis... le tout en guettant durant les mois précédant les promotions, et en ayant quelques bons plans avec des commerçants amis. Nous prévoyons aussi des lots de consolation en cas d'égalité, pour le gagnant qui perd le tirage au sort. Enfin, deux choses à ne pas oublier : faire le fléchage de la salle une semaine à l'avance... et prévoir deux camarades ayant une voix forte et une bonne diction pour le tirage et l'annonce des numéros ! ●

En parallèle, deux autres temps rythment l'année: l'assemblée de rentrée en septembre, et les vœux du parti. Là, le repas est offert à la population (spaghettis, bien préparés et peu onéreux), et c'est l'occasion de présenter les combats du parti à tous ceux qui participent. La jauge des deux cent cinquante personnes est presque systématiquement atteinte ou dépassée, une tombola est organisée en complément. En septembre 2017, nous explique Viviane, les camarades ont vendu « sur table » plus de deux cents billets à 2 euros, le tout dans la bonne humeur! Un loto vient compléter le tableau. Ainsi les communistes rythment toute l'année la vie du village.

Un exemple magnifique d'une pratique politique populaire et émancipatrice, le tout en intégrant pleinement la dimension du combat financier: bravo aux camarades! ●

Réussir un loto

Recette pour quatre cent cinquante participants / 3 000 euros de bénéfice net

Les ingrédients

- 1 000 euros de lots, dont 500 euros consacré aux trois gros lots,
- une buvette avec sandwichs et crêpes, 12 litres de pâte à crêpes (+ de 200 crêpes) env. 600 euros d'achat de consommables (boissons + nourriture),
- 5 000 cartons,
- des pâtes sèches en guise de pions,
- de quoi tamponner le dos des cartons à l'entrée, lors du paiement,
- une sono, un boulier et un tableau de marquage empruntés à une association de la ville.

Les détails

- acheter les « gros » lots un mois et demi à l'avance,
- commencer à communiquer sur Internet au moins un mois à l'avance.

Des prix populaires pour les cartons

3 euros = 1 ; 10 euros = 4 ; 16 euros = 7 ; 20 euros = 10.

Le jour J

- ouverture à 19 heures, début à 20 heures, fin autour de minuit trente.
- 6 parties à 2 quines (ligne complète) et 1 carton plein,
- 4 parties à 1 carton plein,
- 2 pauses de 20 minutes chacune pour faire tourner la buvette.

Contrôler les cartons des gagnants : seuls les cartons tamponnés à l'entrée ont été payés.



Une philosophie d'action

Deux questions au Mouvement jeunes communistes de France. **Doric Curto**, administrateur, et **Gwenn Herbin**, coordinatrice à la vie financière.

Comment le MJCF aborde-t-il les enjeux du financement ?

Doric: Le MJCF est une organisation autonome. La subvention du PCF couvre environ 40 % du budget national, les 60 % restant correspondent aux cotisations et aux initiatives financières. Dans les fédérations, il n'est pas rare que cette part d'autofinancement représente plus de 80 % des ressources du MJCF. Comme les jeunes ont le plus souvent de faibles revenus, les initiatives financières sont primordiales dans la vie du mouvement.

Gwenn: Nous impulsions une véritable philosophie d'action, consistant à mener la bataille de l'autofinancement tout au long de l'année, par un ensemble de gestes quotidiens. Les jeunes communistes organisent une multitude

d'initiatives d'ampleur diverse, de la simple « table petit déjeuner » dans une fac (où ils vendent café et croissants) à la soirée-concert. Notre objectif peut se résumer ainsi: faire le nécessaire pour nous donner les moyens de nos ambitions politiques. Pour cela, nous lions en permanence animation politique et animation financière.

Pouvez-vous développer ce que vous entendez par là ?

Gwenn: Nous essayons toujours de donner une dimension politique à nos initiatives financières, et vice-versa. Lorsque le MJCF, y compris l'UEC, organisent une soirée, il s'agit tout à la fois de permettre aux jeunes de pouvoir sortir pour pas trop cher, de sensibiliser sur nos actions, et donc pas

seulement de « faire rentrer des sous ». *Idem*, une distribution de tracts peut très bien être agrémentée d'une vente de gâteaux... et ainsi favoriser, d'une autre manière, la discussion, l'échange.

Doric: Faire vivre un mouvement qui est aujourd'hui la plus importante organisation politique de jeunesse de France, ça nécessite des moyens: rassembler plus de six cents jeunes lors d'un congrès, plus de deux cents lors de notre camp d'été annuel, envoyer des délégations en voyages de solidarité... Pour cela, nous encourageons les fédérations à collecter des fonds tout au long de l'année. Faire appel au parti doit se faire uniquement en dernier recours: c'est aussi ça l'apprentissage de l'autonomie. ●

Un engagement militant et populaire

« Nous avons d'énormes marges de manœuvres ». Cette phrase, prononcée avec certitude par le trésorier national du PCF lors de notre rencontre, témoigne du chemin qui reste à parcourir dans le domaine de la bataille financière.

Entretien avec **Jean-Louis Le Moing**.

Cinquante pour cent, environ des communistes sont à jour de cotisations poursuit-il, montrant bien que la bataille des cotisations est bien la « mère des batailles ».

LA COTISATION – LA MÈRE DES BATAILLES.

Ce constat – un communiste sur deux est à jour de cotisation – soulève plusieurs questions. À la fois directement la question financière, mais également notre conception de la place de l'adhérent dans l'organisation.

Sur la question financière, Jean-Louis nous rappelle qu'elle représente six millions d'euros par an, soit 21 % des ressources du parti. Cela explique l'enjeu essentiel que représente le fait que les communistes cotisent plus. C'est une garantie quant au développement du parti, ses actions militantes, ses événements futurs.

Mais « elle est éminemment politique » cette question, rappelle-t-il à plusieurs reprises. Derrière cette bataille de la cotisation se pose bien la question du lien à l'adhérent, de notre capacité à mettre en mouvement un maximum de communistes, de leur garantir une pleine souveraineté (le droit des adhérents étant souvent lié à la question de la cotisation comme lors des consultations).

D'ailleurs, il le souligne, les structures qui font des efforts et qui mettent en place des choses pour améliorer leur gestion des cotisations connaissent un développement général que ce soit sur la trésorerie mais également sur le nombre d'adhérents, voire de militants. D'événements du parti pour faire de la « vie financière »

il ne sera pas directement question lors de cet entretien. Ce n'est pas réellement son sujet, mais pour lui le lien est pourtant évident. Il est convaincu qu'amener le débat des finances à tous les échelons du parti est un vecteur de développement d'initiatives.

AMENER LE DÉBAT PARTOUT DANS L'ORGANISATION

Il faut permettre aux communistes de se saisir des enjeux financiers. Il ne faut pas seulement avoir une réflexion reposant exclusivement sur le trésorier (sans remettre en cause sa responsabilité) mais mettre ce débat dans l'esprit des camarades, ouvrant l'opportunité à chacun de s'en saisir. Cela est bénéfique y compris dans l'organisation d'événements « vie financière » qui « motivent plus les camarades », sachant les enjeux. « La transparence n'est pas qu'une question de principe, elle est d'abord un gage d'efficacité » conclut-il.

« La cotisation représente six millions d'euros par an, soit 21% des ressources du parti. »

LA SOUSCRIPTION – MARQUEUR DE NOTRE SINGULARITÉ

Elle représente près de 20 % de nos moyens. Elle est pleine de symboles. Elle représente à la fois la force populaire de notre organisation, qui n'a nul pareil en France. Elle est gage d'indépendance financière pour notre organisation. Mais la souscription est également un levier important pour maintenir un rayonnement et un lien avec ceux qui gravitent autour du Parti, sympathisants et partenaires. Et ce n'est pas à négliger. ●

Propos recueillis par **Valentin Brouillard-Dusong**

La brocante, un lien avec le quartier

Entretien avec Jean Baptiste Pallares

L'action des camarades du 5^e arrondissement de Paris lors de la brocante annuelle du quartier montre bien que mener de l'animation « vie financière » est une manière efficace de développer du lien dans les quartiers.

Au départ, le mode d'emploi est simple : la section récupère souvent des livres et les bibliothèques du parti regorgent déjà d'ouvrages disponibles pour les militants ; alors, pourquoi pas les vendre ?

Et c'est ce que les camarades ont fait à la brocante le 15 octobre dernier. Le succès financier a été au rendez-vous d'autant plus que la météo a été du bon côté ! Les organisateurs de la brocante avaient demandé aux camarades d'être discrets et d'éviter « l'affichage » communiste. Qu'à cela ne tienne, sur les tables, certes pas de drapeaux, mais des *flyers* pour inviter à une réunion publique et des *Humanité Dimanche* à disposition des plus curieux.

Autre bénéfice de cette initiative, l'implication des militants, soit pour vendre, soit pour discuter avec les passants, soit les deux. Cette action a été une bonne occasion pour mettre en dynamique les adhérents, dans une action de proximité. Elle a permis également d'apparaître de manière différente et efficace auprès des habitants du quartier. Elle a enfin renfloué leur trésorerie. ●

Une tradition financière bien ancrée chez les communistes, la vente du muguet le jour de la fête du Travail.



La rubrique « Résolutions communistes » présente à l'occasion de chaque numéro un texte issu des travaux du Conseil national du PCF. Objectif : s'appropriier son contenu et identifier ses éléments clés.

Résolution du conseil national du PCF ★ 12 et 13 octobre 2017

États généraux le 3 février 2018, à Paris

En quelques mois, Macron veut casser les piliers du modèle social et productif français

Dégradation des droits des travailleurs – femmes et hommes – avec la loi Travail et demain des chômeurs avec la réforme de l'assurance chômage, casse programmée des retraites, bradage du potentiel industriel de la France, attaque contre le droit au logement, casse des services publics, communes et départements menacés de ne plus avoir les moyens d'agir pour leur population... Est-ce cela la modernité promise par le président ? Cette offensive contre notre modèle social s'inscrit en réalité dans la continuité des politiques libérales et de droite de ces dernières décennies, qui n'offrent aucun espoir d'une vie meilleure à nos concitoyennes et concitoyens. Nous voulons un changement de société. Il appelle un nouveau progrès social en France et en Europe. Cela implique de s'attaquer au coût du capital, de placer la politique économique et monétaire au service de nos objectifs sociaux et de conquérir de nouveaux pouvoirs d'intervention des citoyens et des travailleurs.

À qui profite une telle politique ?

Les licenciements facilités, le contrôle accru des chômeurs et la baisse de leur indemnisation développeront la concurrence entre les travailleurs pour le seul profit des patrons. La vente de nos industries ira garnir le portefeuille des actionnaires au détriment de nos capacités productives nationales. La réforme du logement enrichira les spéculateurs. La casse de la Sécurité sociale ouvrira un gigantesque marché aux assureurs au détriment de la santé des Français. La baisse des moyens des services publics, la disparition des départements et les nouvelles règles de gestion imposées aux collectivités livreront au privé leurs missions essentielles à la réponse aux besoins des populations.

C'est une politique sans avenir, au service du capital financier, faite par les riches pour les riches, au détriment de l'immense majorité des Françaises et des Français et de l'avenir de notre planète.

Les problèmes de la France ne sont créés ni par les chômeurs, ni par les pauvres, ni par les fonctionnaires, ni par les immigrés. Pendant que chacun d'entre nous est incité à pointer du doigt son voisin, et alors que le

« Un nouveau progrès
social pour la France.
STOP à la casse
sociale de Macron. »

racisme progresse, les plus riches du pays s'organisent avec Macron pour réduire nos droits à toutes et tous. Le problème de la France est que ses dirigeants successifs ne servent que l'appétit des actionnaires, des banquiers, des spéculateurs. Ce sont eux les assistés du pays ! Il est temps de leur reprendre le pouvoir. D'autres choix sont possibles dans le prolongement des avancées sociales du siècle dernier. Nous voulons un nouveau progrès social pour la France. Depuis plusieurs semaines des centaines de milliers de citoyens se mobilisent pour dire stop à cette poli-

« D'autres choix sont possibles dans le prolongement des avancées sociales du siècle dernier. »

tique. Depuis le début, les communistes et leurs parlementaires sont à leurs côtés, mobilisés dans la rue, à l'Assemblée nationale et au Sénat contre les projets gouvernementaux. Avec eux, nous pensons que la France mérite mieux. Les communistes proposent à toutes celles et tous ceux qui luttent contre la politique d'Emmanuel Macron, aux forces syndicales, associatives et politiques engagées dans le mouvement social actuel, de construire dès maintenant l'alternative sociale à ce pouvoir autour de quatre grands enjeux.

EMPLOI ET FORMATION

Créons une sécurité de l'emploi et de la formation. STOP à la loi travail et à la casse de la Sécurité sociale !

La création de la Sécurité sociale par le ministre communiste Ambroise Croizat a représenté une avancée considérable toujours essentielle pour l'immense majorité des Français. Au lieu de s'y attaquer et d'amplifier l'insécurité sociale, n'est-il pas nécessaire de la défendre et au-delà d'étendre cette sécurité au domaine de l'emploi ? Devant les transformations du travail par la révolution numérique, les inégalités professionnelles femmes-hommes grandissantes, notre priorité doit être de sécuriser l'emploi et de développer la formation pour sécuriser nos vies, les revenus de chacun,

— LA DATE —

Le 3 février 2018, le PCF organise à Paris des états généraux du progrès social.

— LE CHIFFRE —

8,5 millions

La pauvreté atteint désormais 8,5 millions de personnes et ne cesse de s'aggraver : plus de 800 000 personnes en quatre ans ont basculé dans la pauvreté.

— LA PHRASE CLÉ —

« La politique d'Emmanuel Macron, c'est une politique sans avenir, au service du capital financier, faite par les riches pour les riches, au détriment de l'immense majorité des Françaises et des Français et de l'avenir de notre planète. »

— LA DÉMARCHE —

« Des cahiers du progrès social seront édités pour soumettre à nos concitoyennes et concitoyens nos propositions et recueillir les leurs. Dans tous les départements, des espaces de débats (réunions publiques, ateliers de travail...) seront mis à leur disposition pour définir ensemble les initiatives à prendre (pétitions, rassemblements, actions de solidarité...) pour construire cette alternative. Nos parlementaires seront associés pour travailler aux changements nécessaires dans la loi. »

► le temps libéré et l'égalité femme-homme. Ainsi nous pouvons faire reculer considérablement le chômage jusqu'à l'éradiquer. C'est en ce sens que les communistes ont déposé une proposition de loi pour une sécurité de l'emploi et de la formation.

INDUSTRIE

Engageons un nouveau industriel pour la France. STOP à la vente de nos industries !

L'investissement dans notre industrie a permis à la France de devenir un pays développé et indépendant en capacité de répondre aux besoins de son peuple dans des domaines essentiels comme l'énergie, le ferroviaire, l'automobile ou la navale. Plutôt que de la brader au plus offrant, n'est-il pas temps de hisser notre industrie à la hauteur des défis de notre siècle, du développement numérique à l'urgence écologique ?

SERVICES PUBLICS

Construisons un service public du XXI^e siècle. STOP à l'austérité et à la casse de nos services publics à l'échelle nationale comme dans les collectivités territoriales !

La pauvreté atteint désormais 8,5 millions de personnes et ne cesse de s'aggraver : plus de 800 000 personnes en quatre ans ont basculé dans la pauvreté. Les services publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Leurs missions et le statut des femmes et des hommes qui les font vivre ont également joué un rôle essentiel

« Pour gagner des avancées, nous avons besoin d'une démarche collective qui construise de l'unité politique. »

au développement du pays en permettant de répondre à des besoins incontournables, comme se déplacer, se soigner ou s'éduquer. Au lieu de les privatiser et d'affaiblir les collectivités territoriales qui les développent, ne devrions-nous pas les promouvoir pour

qu'aucun territoire, aucun habitant de notre pays, n'en soit privé ? N'est-il pas temps d'en créer de nouveaux pour répondre aux défis du XXI^e siècle ?

LOGEMENT

Garantissons le droit au logement à toutes et tous. STOP au mal logement !

Le logement social a, quant à lui, permis à des centaines de milliers de familles de se loger dignement mais reste encore trop peu développé, alors que la spéculation immobilière interdit à une part grandissante des Français de se loger dans les villes, où se concentrent l'emploi et les services essentiels à la vie quotidienne des populations. Au lieu de casser cette avancée, de baisser l'APL, de mettre en danger les bailleurs sociaux, n'est-il pas temps de mettre un terme au scandale des expulsions locatives et de construire un grand service public du logement et de l'habitat pour garantir le droit au logement à toutes et tous ?

JUSTICE FISCALE

Agissons pour la justice fiscale et de grandes banques publiques.

STOP aux cadeaux aux actionnaires et aux plus riches !

La fraude fiscale des riches atteint 80 milliards d'euros par an et l'État ne fait rien. Les grandes banques privées se font des milliards avec nos crédits ou nous en privent quand nous en avons besoin ; elles spéculent et ne financent pas les PME qui créent des emplois de qualité et portent des projets utiles. N'est-il pas urgent d'en finir avec les cadeaux fiscaux aux entreprises, d'élaborer une grande réforme pour la justice fiscale et d'impulser une autre politique monétaire, un nouveau crédit, en France et en Europe, avec de grandes banques publiques ?

Les communistes engagent aujourd'hui une campagne nationale pour un nouveau progrès social pour la France

Nous appelons les Françaises et les Français à investir le mouvement social, à s'organiser, à participer aux prochaines journées d'action et à construire ensemble l'alternative sociale à la politique d'Emmanuel Macron. Des cahiers du progrès social seront édités pour soumettre à nos concitoyennes et concitoyens nos propositions et recueillir les leurs. Dans tous les départe-

tement, des espaces de débats (réunions publiques, ateliers de travail...) seront mis à leur disposition pour définir ensemble les initiatives à prendre (pétitions, rassemblements, actions de solidarité...) pour construire cette alternative. Nos parlementaires seront associés pour travailler aux changements nécessaires dans la loi.

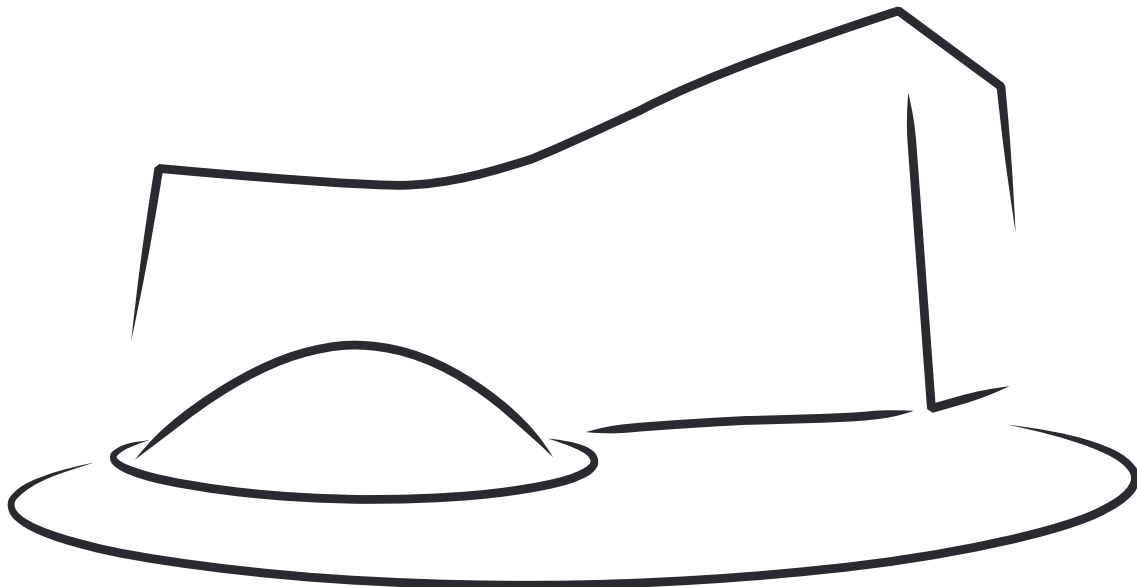
Le samedi 3 février prochain, nous proposons une première étape nationale de cette campagne à toutes les Françaises et les Français, à toutes les forces qui partagent cette démarche par la tenue d'états généraux du progrès social. Pour gagner des avancées, nous avons besoin d'une démarche collective qui construisse de l'unité politique. Les états généraux débattront des mesures indispensables à une révolution sociale et décideront des formes d'une mobilisation populaire nationale pour la porter. ●

— LE BUT —

Pour gagner des avancées, nous avons besoin d'une démarche collective qui construisse de l'unité politique. Les états généraux débattront des mesures indispensables à une révolution sociale et décideront des formes d'une mobilisation populaire nationale pour la porter.

— ALLER PLUS LOIN —

Le rapport introductif aux travaux du conseil national est consultable sur pcf.fr dans la rubrique Le Parti > Le Conseil national ou directement en flashant le QRcode ci-contre.



Le Conseil national de juin 2017 a proposé la convocation d'un congrès national extraordinaire du PCF. *Cause commune* nourrit le débat. Jusqu'au congrès, vous lirez ici des contributions émanant d'un échantillon singulier du PCF : les militantes et militants ayant suivi les cinq stages cadres tenus ces trois dernières années. Camarades en responsabilité, ils livrent un point de vue libre, singulier et frotté à l'action.

Repenser collectivement nos pratiques et notre fonctionnement

— PAR SHIRLEY WIRDEN —

À travers ses conquêtes sociales passées, le Parti communiste français a concrètement transformé les conditions de vie et de travail de toutes et tous. Il porte l'analyse la plus pertinente et argumentée des maux de la société capitaliste et patriarcale dans laquelle nous vivons. Enfin, il propose le programme révolutionnaire le plus à même de répondre aux besoins de notre société, nous offrant de passer du « règne de la nécessité au règne de la liberté », d'émanciper chaque individu

les héritières et les héritiers mais aussi à ce pays qui subit chaque jour une offensive libérale dont il sera de plus en plus difficile de s'extirper, tant les chantiers s'accumulent. Une vague de mouvements – en opposition aux partis dits traditionnels – a su trouver sa place par l'illusion parfaite qu'ils seraient une nouveauté et une solution. Face à cela, nous pouvons relever le défi. Savoir se servir des outils de communication politique pour forcer notre place est indispensable. Jouer de façon lucide le

doivent être plus inclusifs, c'est-à-dire qu'ils prennent en compte les réalités de chacun, afin de répondre aux enjeux contemporains.

Si notre rapport à la presse, aux médias, aux associations, aux réseaux sociaux et surtout aux habitants et aux travailleurs dans leurs luttes respectives est un enjeu fondamental à amplifier, nous devons aussi travailler à une nouvelle efficacité de notre travail de terrain en faisant davantage connaître et reconnaître les réussites et les apports de notre militantisme, notamment au travers de l'action concrète des élus communistes.

Travaillons à de nouvelles pratiques et à de nouveaux rythmes afin de montrer que nous appréhendons la société telle qu'elle est et que nous sommes en mesure de la transformer de l'intérieur, sans attendre le « grand soir ». Il ne s'agit pas de dire que nous ne le faisons pas déjà à telle ou telle occasion (journées à la mer, etc.) mais cela doit être généralisé.

Nous ne pouvons continuer à nous flageller sans cesse sur nos faiblesses et nos erreurs, trop souvent sur la place publique. Toutefois, être rigoureux nationalement sur la mise en œuvre des décisions que l'on adopte en instances démocratiques et décisionnelles devient primordial pour l'avenir du parti. ●

« Savoir se servir des outils de communication politique pour forcer notre place est indispensable. »

et la collectivité tout entière de la dictature financière et du carcan patriarcal. Pourtant, cela ne suffit pas à faire du projet communiste l'alternative que choisissent les travailleurs, indécis et précaires pour porter leur voix. C'est dans cette contradiction, qui n'est pas une impasse, que nous devons repenser collectivement nos pratiques et notre fonctionnement.

Nous devons construire un avenir à cette histoire de luttes dont nous sommes

jeu du spectacle médiatique au service de nos idées est possible. De nouveaux automatismes ne nous trahiront pas, ils nous aideront à nous porter sur la scène politique. Constituer comme cela avait été décidé au dernier congrès un « porte-parolat » collectif et paritaire à l'image de la diversité de notre parti et de la société est une condition indispensable à la visibilité de notre message. Enfin, notre projet, nos mots d'ordre, nos pratiques, nos outils et matériels

15 nouvelles propositions...

pour redonner un avenir au PCF

1- ANALYSER, MUTUALISER, RENFORCER LES RICHESSES MILITANTES

- Créer une plate-forme Internet interne à destination des animateurs et animatrices locaux pour partager les matériels et outils militants ;
- Organiser régionalement des assemblées des animateurs pour échanger, partager et travailler sur des problématiques thématiques et territoriales communes ;
- Renforcer le « pôle orga » en moyens humains et technologiques afin de produire pour les instances dirigeantes et les temps nationaux des cartes et analyses détaillées de nos forces territoriales et sectorielles afin d'analyser et de travailler sur nos forces et nos faiblesses ;
- Orienter les formations vers les objectifs locaux concrets d'implantation et de renforcement ;
- S'associer davantage sur le terrain et en matière de communication aux luttes du Mouvement de la jeunesse communiste, première organisation politique de jeunesse de France.

2- RENDRE VISIBLE ET AUDIBLE NOTRE PROJET SUR LA SCÈNE POLITIQUE

- Mettre en place un porte-parolat collectif, divers, mixte et représentatif du parti ;
- Mettre en place sur le site national une boutique en ligne et des kits militants disponibles à l'envoi, y compris pour les sympathisants ;
- Recourir à une charte graphique unifiée et donner des moyens supplémentaires à la direction de la communication afin de renforcer un pool de camarades formés à ces questions, qui soit efficace en réseau, sur tout le territoire ;
- Créer un « pôle bataille des idées » restreint au sein du conseil national, qui travaille les principales thématiques de luttes actuelles afin de produire de manière transversale du matériel politique.

3- UN PARTI INCLUSIF DANS SES RYTHMES ET PRATIQUES

- Adapter les horaires d'initiative et de réunion aux travailleurs et travailleuses et aux familles ;
- Organiser systématiquement des gardes d'enfant, pendant les temps de réunions et de rencontres nationales ;
- Produire de manière intersectionnelle afin de prendre en compte toutes les luttes, nos campagnes, mots d'ordre et matériels de communication afin de s'adresser à toutes et à tous ;
- Mettre en place une politique de lutte contre le sexisme et les violences faites aux femmes au sein de l'organisation, *via* les formations à toutes les échelles militantes et des diffusions de plaquettes d'information afin de lutter contre le patriarcat au sein même de notre parti ;
- Former tous les responsables du parti à la lutte contre les pratiques sexistes et patriarcales ;
- Donner une place concrète aux femmes et à la jeunesse dans notre communication politique à l'échelle nationale. ●

Premiers témoignages des candidats aux législatives

Avant le lancement de la consultation des adhérents en vue d'établir l'ordre du jour du congrès extraordinaire qui se tiendra en 2018, les ex-candidats aux législatives ont été sollicités. Objectif : recueillir leur témoignage et croiser leurs analyses pour nourrir la réflexion commune. Quel a été l'accueil de la population, quels obstacles mais aussi quels points de force ? Bref, quels grands enseignements le PCF doit-il retirer de cette campagne ?

Une petite centaine d'entre eux se sont prêtés à l'exercice. Marc Brynhole, membre de l'exécutif national, a été chargé de collecter les contributions pour en faire une lecture globale. « Même si le nombre de réponses est insuffisant, la diversité des territoires représentés, leurs histoires politiques différentes permettent d'avoir un échantillon représentatif », indique-t-il.

mise, ce qui a débouché sur des situations compliquées à expliquer aux électeurs, voire sur des tensions avec les équipes FI », poursuit le dirigeant communiste.

Troisième sujet traversant « à la quasi-unanimité » la réflexion des ex-candidats : l'extrême difficulté à faire comprendre les enjeux propres des législatives. « Avec un présidentialisme aggravé par le quinquennat et

« Mais certains en reconnaissent les limites », tempère le membre du CEN : « Je pense notamment à un candidat très connu sur le territoire d'un canton très populaire dont il avait été élu. Il y réalise 33% mais avec 30% de votants et il est entre 5 et 10% sur le reste de la circonscription. »

Il relève « de la déception, voire de l'amertume chez des camarades confrontés à un résultat qui n'est pas fonction de leur investissement militant et du sérieux de leur campagne ». Point noir de ces remontées d'expérience : la quasi-totalité des gagnants « pris dans la bataille parlementaire », n'ont pas trouvé le temps pour répondre. « Les réflexions des deux députés ayant répondu rejoignent celles des camarades de Seine-Maritime qui ont témoigné de leur expérience dans des débats publics. Ils ont collé aux préoccupations concrètes des citoyens et ont dialogué en permanence avec eux », assure Marc Brynhole.

Pour le dirigeant communiste, un dernier élément marquant est à prendre en compte dans le bilan de ces législatives : « Le grand nombre de candidats jeunes auxquels les communistes ont fait confiance. Ils ont donné l'image d'un parti qui ose se renouveler. Si le résultat n'est pas forcément à la hauteur, il ne faut pas lâcher car ils sont, tous, un atout pour l'avenir. » ●

« Parmi les atouts mis en avant dans les témoignages, l'implantation municipale et le rayonnement des élus communistes. »

Le premier élément qui se dégage des témoignages reçus est « le fort engagement militant dans cette campagne. Malgré des résultats qui n'ont pas été à la hauteur des espérances, les militants ont répondu présents, c'est le cas presque partout », souligne Marc Brynhole.

Second trait commun à l'ensemble des contributions : les frictions avec la France insoumise. « Tous les témoignages font état de cette difficulté d'avoir dû mener campagne en l'absence d'accord avec la France insou-

l'inversion du calendrier, les législatives deviennent de plus en plus secondaires dans l'esprit d'un nombre croissant de Français », résume Marc Brynhole qui prend acte « des obstacles rencontrés par des candidats dont certains sont partis en campagne dès janvier pour faire entendre l'utilité des législatives dans une séquence dominée par la présidentielle ».

Parmi les atouts mis en avant dans les témoignages, l'implantation municipale et le rayonnement des élus communistes sont régulièrement cités.

De quoi la stratégie européenne d'Emmanuel Macron est-elle le nom ?

— PAR **ALEXIS COSKUN*** —

«**S**ouveraine, démocratique, unie », voici le trip-tique que le président de la République a martelé durant son discours fleuve prononcé à la Sorbonne le 26 septembre dernier. Il serait bien trop ambitieux d'aborder dans cette courte chronique le large spectre de mesures envisagées par lui dans une adresse où il tente d'apparaître comme le nouveau capitaine du navire Europe, multipliant, à cet égard, les références aux, ainsi baptisés, « pères fondateurs » de l'édifice européen. S'il aborde de nombreuses thématiques cruciales, versant parfois dans des réponses et propositions floues comme pour la PAC, quelles sont les grandes lignes de fond qui fondent sa doctrine européenne ?

Le premier axe fort du président Macron réside dans la perspective d'un renforcement de l'Europe de la défense, remis au cœur de l'actualité, il y a un an, au sommet de Bratislava des chefs d'État européens. Le constat est simple : face à l'explosion des guerres et des tensions, à la volonté de certains États membres comme la France de conserver leurs zones d'influence et de domination, une mutualisation des moyens militaires est nécessaire. La réflexion est ancienne, le lien indéfectible de ce projet à l'OTAN est réaffirmé, mais un nouveau cap est franchi : la mise en place de bataillons européens d'intervention. De vagues références à l'aide au développement ne sauraient cacher un enfoncement dans des logiques bellicistes et impérialistes à l'opposé de la recherche de mécanismes paneuropéens assurant la paix et la coopération, possibles et discutés pourtant dès 1954 à l'initiative de Molotov, puis à Helsinki, et encore plus récemment en 2008 à l'initiative du président Medvedev.

Face aux problématiques économiques et sociales qui agitent le continent, le chemin tracé par Emmanuel Macron est celui d'un approfondissement du modèle ordo-libéral qui préside aux destinées de l'Union européenne depuis 1958.

Ici encore, l'emphase d'un discours n'occulte pas le caractère peu novateur des propositions avancées. L'idée est simple : perpétuer le marché unique, favoriser les réglementations à l'échelle européenne encadrant les activités économiques, développer la pression concurrentielle pour favoriser la compétitivité... Mysticisme ? Aveu d'impuissance ? Le président qui se veut philosophe fait ici preuve de rhétorique sophistique. À titre d'exemple, ces recettes peuvent être déjà retrouvées mot pour mot dans le rapport Delors de 1990 devant préparer Maastricht. Là encore la racine même d'une Union européenne faite d'abord et avant tout pour assurer le développement des grands groupes capitalistes à l'échelle européenne se révèle.

Ce n'est pas l'instauration d'une Europe à plusieurs vitesses, préconisée dans le discours de la Sorbonne, qui répondra aux enjeux économiques essentiels à près de cinq cents millions d'Européens. Là encore le chef de l'État fait passer une possibilité institutionnelle présente depuis le traité de Rome, les coopérations renforcées, pour une idée moderne. Ce n'est pas non plus au travers de recettes fédéralistes, comme des élections paneuropéennes, que nous répondrons au seul réel déficit structurel de l'Union, le déficit démocratique.

Emmanuel Macron déclare, à raison, que ses prédécesseurs avaient fait « avancer l'Europe malgré les peuples » ; pourtant les mesures qu'il promeut, les mots dont il se pare apparaissent *in fine* dépassés et éculés. Ce discours démontre l'impossibilité de refonder l'Union européenne en suivant les recettes ayant conduit à son fonctionnement actuel, sans rompre avec les logiques économiques et politiques qui la sous-tendent. Il démontre en même temps la justesse de notre combat. ●

***Alexis Coskun** est doctorant en droit de l'Union européenne.

Entrée en matière

Aux dernières législatives, onze communistes ont été élus à l'Assemblée nationale. **Pierre Dharréville**, nouvel élu de la 13^e circonscription des Bouches-du-Rhône, nous a livré en août ses premières impressions et ses intentions.

LE DÉMARRAGE A ÉTÉ INTENSE

Dès le lendemain de l'élection, tandis que la chaleur de la fête continuait de se faire sentir, j'ai le sentiment d'avoir basculé à corps perdu dans ces nouveaux terrains de combat. Impressionné ? Pas le temps de l'être. Je me sentais investi de toutes ces rencontres, de tous ces échanges, de tous ces espoirs et de toutes ces attentes partagés pendant la campagne. Je me sentais porté par cette dynamique qui nous a dépassés nous-mêmes. Faire entrer dans ce lieu feutré et velouté la colère, la révolte, les aspirations... la vie. Ne pas se laisser impressionner, justement. Y être chez soi, sans renier à quiconque sa place, mais y être chez soi. C'est de ces salariés victimes de maladies éliminables auxquelles les décideurs se résolvent, c'est de ces retraités ne parvenant plus à vivre dignement et ne le disant que du bout des lèvres, c'est de ces jeunes désemparés par le chômage qui les cerne de toutes parts, c'est de ces syndicalistes remuant ciel et terre pour faire valoir des droits toujours à conquérir, c'est de ces enfants malades et de ces enfants handicapés et de leurs familles trop mal accompagnées... c'est de là que j'ai tiré ma force, et ce soupçon de témérité qui ne m'a pas lâché au point parfois de me surprendre. Rien de ma propre humilité n'a disparu au passage. Être dans le débat, dans le combat, mais pas dans l'arrogance ni dans la leçon. Avoir le verbe haut pour donner aux idées toute leur force mais pas dans le cabotinage qui finit par les éroder. Chercher à marquer des points, à gagner ce que l'on peut et, à défaut, à prendre date. Nous

avons posé le débat, nous avons incarné cette part du pays que la majorité ne représente pas. Cette majorité absolue, si sûre de son fait, si sûre de son droit, si nouvelle en apparence et si vieille en réalité. Nous ne suffirons pas au rapport de force, mais nous pouvons y être utiles. Ils savent que nous ne les lâcherons pas, que nous serons là, solidement campés chaque fois que nécessaire, mais toujours prêts à acter une avancée que le rapport de force général aura permise. Car l'argument « Emmanuel Macron l'avait dit » ne suffira pas à gouverner pendant cinq ans.

Il me souvient quand même de cette députée venant me demander de façon

trouvé enfermé dans une salle si soudainement après avoir passé tant de temps à écumer les lieux publics pour rechercher inlassablement la rencontre. Dès que j'ai pu, dès qu'il l'a fallu, j'ai voulu y revenir. Parce que l'action politique n'a de sens que si elle part du réel et de l'humain. Il y a eu ces fêtes de quartier, de nos villes où l'on prend plaisir à prolonger la soirée. Il y a eu ces drames des incendies, quand le feu vous menace, qu'il détruit vos horizons. À deux reprises, j'ai pris précipitamment la route pour venir, ne serait-ce que quelques heures, constater par moi-même, comprendre, encourager... Être là, tout simplement face au drame. Et de là, repartir en œuvrant à être mieux outillé.

CE N'EST PAS L'HISTOIRE QUI NOUS REGARDE, C'EST LA VIE

L'histoire nous regardera si elle le daigne et ce sera trop tard. Dans mon action politique, j'ai toujours veillé à habiter le moment, à l'investir du meilleur, en cédant le moins possible aux facilités par lesquelles les grandes gestes du passé sont commués en escabeaux, et pour tout dire en marchepieds. Je ne suis pas de ceux qui agissent pour faire de la place à leur propre destin dans la marche du monde et qui cherchent dans les comparaisons non pas des invocations sincères mais tout juste un beau miroir où capter la lumière d'un autre. Je me méfie des héritiers autoproclamés. Je leur trouve trop d'orgueil. Ils menacent toujours de finir en gardiens du temple ou en usurpateurs. J'ai cependant toujours nourri une

« Faire entrer
dans ce lieu
feutré et velouté
la colère, la révolte,
les aspirations...
la vie. »

touchante si cela n'était pas trop dur d'avoir subi autant de fins de non-recevoir de la part de la majorité sur mes amendements. Nous avons plus de courage qu'il n'en faut pour affronter les éléments. Mais j'ai cependant fini par ressentir un manque. Siégeant de jour et de nuit, pris dans l'engrenage de la lessiveuse dans des semaines trop longues, je me suis

grande passion pour l'histoire. Une passion sincère. La puissance des grandes épopées comme la violence des grands drames enseignent à l'humanité beaucoup sur elle-même. L'histoire est toujours là, inévitablement, avec la lenteur des mutations qui s'y opèrent et les accélérations soudaines de son mouvement. Et sans même la convoquer, dans les insuffisances de notre conscience, nous sommes bien ses enfants.

LE SIÈGE DE GABRIEL PÉRI

En rentrant dans l'hémicycle, peut-être parce que ce n'était pas la première fois, ce n'est pas la charge historique du lieu qui m'a agrippé par le col, mais bien celle des immenses attentes rencontrées durant la campagne. Pourtant, lorsque m'a été attribuée ma place, à gauche, où tant d'autres avant moi ont mené bataille, j'ai remarqué une plaque vissée sur mon siège, comme il en existe sur un certain nombre parmi les cinq cent soixante-dix-sept. Sur cette plaque, un nom : Gabriel Péri. Et cette mention : député de Seine-et-Oise, 1939-1945¹.

— Tu as vu ? me demande fièrement André Chassaigne, en me précisant que ce siège fut occupé aussi par Alain Bocquet, son prédécesseur à la présidence de notre groupe.

Rattrapé par l'histoire. Sans se rengorger en y voyant quelque signe du destin, il y a quelque chose à dire de cette circonstance, de cette coïncidence. C'est de là que partent les romans ou bien qu'ils aboutissent.

Gabriel Péri était journaliste, une grande plume de *L'Humanité*, où j'ai aussi usé un peu la mienne. Un de ces journalistes exigeants occupés à scruter le monde et à lever le voile sur le réel. Ses lunettes rondes et ajustées, au-dessus d'une moustache entretenue, ajoutent sans doute à cette impression ambivalente : une certaine douceur, une certaine sévérité. Une figure d'intellectuel.

Gabriel Péri a grandi à Marseille où il poursuivit ses études jusqu'au baccalauréat, empêché de le présenter par la tuberculose, et a navigué entre Nîmes

et Marseille une paire d'années durant. J'ai grandi à Nîmes avant de rejoindre la Provence. C'est ensuite en Seine-et-Oise, à Bezons et à Argenteuil qu'il a été élu député, après plusieurs tentatives, dont une malheureuse à Marseille. J'ai vécu quelques années, au début de ma vie professionnelle, à Colombes, juste de l'autre côté de la Seine et j'ai œuvré à Marseille.

Gabriel Péri n'a pas connu les jours heureux. Remarqué pour son indépendance d'esprit, il fut l'un des dirigeants influents du Parti communiste durant l'entre-deux-guerres. Il était résolument engagé contre le fascisme, débusquant son imposture jusqu'à y consacrer un livre. Grand résistant, il a fait partie de la foule de ceux qui ont payé leur courage de leur vie. Il a été fusillé le 15 décembre 1941 au Mont-Valérien. Il est l'un de ceux auxquels Louis Aragon a dédié ce poème qui m'est cher, « La rose et le réséda », que je me suis appliqué à mettre en musique voici quelque temps. La ritournelle en est connue : « Celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas ». Et cette formule employée à tort et à travers : « Quand les blés sont sous la grêle, fou qui fait le délicat, fou qui songe à ces querelles au cœur du commun combat ». Ce poème dit le drame et la peine, il dit l'amour et le courage. Le verbe est profond. Et l'idée qu'il porte avec tant d'élégance mériterait de plus amples efforts au cœur des batailles de notre temps. Ce poème est le symbole aussi de cette longue histoire entre le mouvement communiste et les croyants. En cela, évidemment, il occupe dans mes références une place singulière.

LE MURMURE DE CELLES ET CEUX QUI S'Y SONT ASSIS

L'hémicycle est chargé de ce murmure de celles et ceux qui s'y sont assis et s'y sont dressés avant nous. On y imagine Jean Jaurès, qui a sans doute élimé le velours de ce siège un jour ou l'autre, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Ambroise Croizat et tant d'autres. J'y vois encore Michel Vaxès, planté comme un chêne devant un de ces micros en forme

de liane. Je pense à Gaby Charroux, portant avec ténacité les intérêts des habitantes et habitants de nos territoires. Sans prétention aucune, je crois qu'avec mes collègues nous avons fait une bonne entrée en matière, fidèles à nos engagements, à celles et à ceux qui nous ont portés jusque-là. Habités par un enthousiasme mis en partage avec bonheur.

« Être dans le débat, dans le combat, mais pas dans l'arrogance ni dans la leçon. »

Être à la hauteur, mon obsession. À la hauteur de l'histoire ? Ce serait afficher beaucoup de prétention. Si elle enseigne les audaces, l'histoire rend humble. J'en accepte les fils qui lient hier à demain, et, même, je les cherche, je les rassemble si je peux. Je cultive mes fidélités autant que ma créativité. Être à la hauteur. À la hauteur de moi-même, donnant le meilleur de ce que je suis, avec audace et humilité. Et surtout, à la hauteur des attentes, à la hauteur de la vie. Viennent de grandes batailles qui nous concernent toutes et tous. Le monde nouveau qui nous est promis ne fait pas l'unanimité, tant s'en faut. L'érosion que semble connaître la « vague » des dernières élections en est le témoignage. Notre peuple a des ressources. Face aux immenses défis de notre temps, il y aura des espaces pour faire grandir des mouvements sociaux, pour faire avancer des idées, pour gagner des batailles culturelles, pour imposer d'autres rapports des forces politiques. Ainsi, dans les débats et les combats, nous ferons croître une conscience commune. ●

1. Ces dates correspondent à celles du monument commémoratif 1939-1945 de l'Assemblée nationale. Une liste des noms de quarante députés est inscrite sur le monument. Certains sont morts avant 1945, d'autres après.

Back in the USSR

Back in the USSR, chanson fameuse des Beatles (1968), peut très bien servir de titre à ce témoignage du dernier correspondant de *L'Humanité* dans l'Atlantide soviétique. Histoire d'accompagner à ma manière le dossier du présent numéro sur 1917.

— PAR GÉRARD STREIFF —

J'arrive à Moscou quand Brejnev meurt. Aucun lien de cause à effet, simplement pour situer : le pays qu'on découvre alors, c'est ce qu'on appelait l'URSS de la « stagnation ». L'équipe dirigeante avait pris le pouvoir en 1964, dans une sorte de putsch (pacifique) pour écarter Nikita Khrouchtchev (une équipe qui était déjà en place, en large partie). Elle fit subir au pays vingt ans de conservatisme au sens propre, c'est-à-dire qu'elle avait maintenu en l'état le pays et la société, n'assurant ni avancée, ni régression. Une situation gelée. Un

« Le coup de grâce à l'édifice soviétique sera porté par une arme que personne, semble-t-il, n'attendait : le nationalisme. »

pur *statu quo*. Résultat : l'URSS venait de prendre vingt ans de retard à un moment clé de l'histoire. En 1982, certains membres du groupe dirigeant (on parlait beaucoup de gérontocratie) ont conscience de cet état de fait, mesurent qu'il faut mettre les bouchées doubles. C'est le cas de Iouri Andropov

qui succède à Brejnev. Il ne manque pas d'idées (ni d'intelligence) mais l'homme est épuisé, il tient à peine quelques mois. Passons sur l'insignifiant Tchernienko qui le remplace et voici, en 1985, Mikhaïl Gorbatchev. Ce dernier incarne une nouvelle génération de cadres soviétiques et il a, apparemment, la volonté politique de redynamiser le système socialiste. Il est regardé avec une certaine sympathie par l'opinion soviétique, sans plus ; les gens attendent de voir. (L'opinion occidentale, elle, s'emballera aussitôt pour le nouveau leader, on y parlera même de gorbimania).

Mikhaïl Gorbatchev se heurte à un double handicap. Le retard mis dans le développement de l'appareil productif, du mode de distribution et de consommation, est très lourd. Par certains côtés, l'URSS de 1980 fait penser aux pays ouest-européens des années 1950. Cette société fait comme si le marché n'existait pas. On n'y parle officiellement que de plan et de programmation, mais le marché existe dans cette URSS en panne, c'est le marché noir, très actif, clandestin certes mais rendant d'incomparables services à tout un chacun...

Mikhaïl Gorbatchev nomme son projet la *perestroïka*, autrement dit la restructuration d'ensemble, en matière de réformes économiques et sociales. Il s'agit de moderniser l'appareil socialiste, première étape de sa démarche. On reste ici dans le domaine du volontarisme politique, de la directive, un vieil héritage. C'est un mélange de bonne volonté et de pratique administrative. Un exemple parmi d'autres : la bataille contre l'alcool. La direction soviétique semble s'apercevoir que les autochtones sont portés sur la bouteille (avec des résultats catastrophiques en matière de démographie). Conclusion : on interdit la bouteille. Méthode vaine, qui ne donnera rien, ne fera qu'accroître les problèmes et sera vite abandonnée...

LE COUP DE GRÂCE À L'ÉDIFICE

Autre handicap, très lié au premier. En ces années 1980, le Parti communiste soviétique ne sait plus faire de politique. Au lieu d'analyser, de discuter, d'argumenter, de convaincre, bref de mener une bataille d'idées, il préfère donner des ordres, dis-

tribuer des oukases, méthode si bien nommée. Le second volet de la réforme de Gorbatchev va s'appeler la *glasnost*, la transparence. Il faut se souvenir que ce second volet du projet s'est imposé en catastrophe, c'est le cas de le dire, avec Tchernobyl. Quand a lieu l'explosion du réacteur, en effet, la consigne, au Kremlin, c'est RAS. Plusieurs jours durant, la direction soviétique ne fera aucun commentaire. Position intenable. Le monde entier ne parle que de ça et Moscou se tait. On change alors de braquet : désormais la presse soviétique peut et doit parler de tout, ou presque. Fort bien, mais dans cette compétition qui s'annonce, les communistes sont hors jeu ; ils ne savent pas faire. Ils vont laisser le champ libre aux autres forces en gestation, les sociaux-démocrates, les libéraux, les réactionnaires, les nostalgiques, les religieux... certains plus ou moins coachés par des officines occidentales. Les médias de l'Ouest sont alors très écoutés à Moscou.

Bref, réformes économiques qui hésitent, politisation (ou repolitisation) à sens unique si l'on peut dire : l'expérience tentée par Mikhaïl Gorbatchev est fragile, branlante. Et le coup de grâce à l'édifice soviétique sera porté par une arme que personne, semble-t-il, n'attendait : le nationalisme. Les revendications « nationales » des différentes républiques soviétiques vont prendre très vite une ampleur telle qu'elles finiront par mettre à bas toute l'institution. De rares observateurs avaient mis en garde (ou spéculé) sur cet enjeu. En France, des gens comme Hélène Carrère d'Encausse prédisaient la désintégration de l'URSS sous la pression des nations. Elle avait raison et tort ; tort parce qu'elle imaginait une rébellion des républiques du sud, asiatiques, lesquelles resteront les plus attachées à la fédération ; raison parce que la rhétorique identitaire, nationale, voire xénophobe, va soulever les foules, celles des États baltes, pays les plus développés de l'Union, d'abord, et, plus grave, les foules russes.

À Moscou, la question nationale venait peu dans le débat public. On était dans une sorte de tabou, l'Union soviétique était une grande et belle fédération, répétait-on. En 1984, Youri Andropov redoutait un retour de bâton. Dans un discours solennel lors de l'anniversaire de la fédération (de 1924), il mettait



en garde contre le comportement grand-russe de trop de fonctionnaires soviétiques dans les différentes républiques et le risque de nationalisme que cela pouvait encourager, mais le discours passa inaperçu.

Or, au plus fort de la crise politique des années 1989-1991, c'est le propos nationaliste que la plupart des politiciens vont mettre en avant, à commencer par Boris Eltsine, devenu premier responsable de Russie ; il va jouer à fond la carte de l'identité russe et pousser ses compères des autres républiques à « prendre autant de pouvoirs qu'ils le pouvaient », formule fameuse. En quelques mois, la fédération soviétique, si longtemps objet de fierté, convergence apparemment exemplaire de quinze États si dissemblables, de l'Ukraine à l'Ouzbékistan, se fissure et implose. Conscient d'être à la tête d'une coquille vide, Gorbatchev démissionne de la présidence de l'URSS fin 1991. ●

« NOUS CONTINUONS... »

Décembre 1991 : Mikhaïl Gorbatchev abdique. L'URSS disparaît. Le PCUS est dans les choux. Georges Marchais adresse alors à l'ex-dirigeant soviétique un message où l'on peut notamment lire : « Je veux vous assurer de notre résolution à toujours mieux faire vivre l'identité et les choix communistes dans les conditions contemporaines. Nous continuons et continuerons à unir le drapeau tricolore de la nation française et le drapeau rouge de la Commune de Paris que les révolutionnaires d'Octobre avaient fait leur. »

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRitique-MÉDias) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.

Les enfants désinformés

France Info « éduque » les enfants sur la réforme du code du travail et les manifestations.

— PAR ACRIMED —

Chaque jour, l'émission Franceinfo junior « propose, nous dit-on, une lecture pédagogique de l'actualité » à grand renfort de spécialistes. Sous couvert d'éduquer les enfants, le journal adopte, le temps de quelques minutes, un ton paternaliste pour mettre dans la bouche d'enfants des questions d'adultes, et diffuser aux oreilles des adultes un discours professoral et, forcément, infantilisant. En cette période de mouvement social contre les ordonnances modifiant la législation du travail, l'émission ne pouvait pas éluder une telle actualité.

Mercredi 20 septembre, veille d'un large mouvement de grèves et manifestations interprofessionnel et intersyndical, Franceinfo junior interroge et s'interroge : « Pourquoi des manifestations contre la réforme du code du travail ? »

« CE N'EST PAS UNE LOI SUR LE TEMPS DE TRAVAIL »

Une triple question est d'abord posée qui invite à une synthèse des enjeux de ces ordonnances : « Qu'est-ce que c'est que cette loi ? Emmanuel Macron veut qu'on travaille plus ? Enfin, qu'est-ce qu'il veut faire comme loi ? »

Le journaliste, Raphaël Ebenstein, ne répond pas à la question générale, mais seulement à la deuxième question qu'il transpose à sa convenance : « Alors non. Ce n'est pas une loi sur le temps de travail, hein. Ça ne change pas : la durée légale en France, c'est 35 heures par

semaine, mais il y a déjà beaucoup d'exceptions. »

Cette explication, parce qu'elle est destinée à un enfant (mais de fait entendue par des adultes), se présente comme une simplification, mais une simplification abusive. Rien (ou presque) n'est dit non seulement des exceptions existantes,

T, au jour d'aujourd'hui. Mais les ordonnances [...], c'est quelque chose qui est permis par notre Constitution, notre loi fondamentale, ce qui fait qu'aujourd'hui on a une V^e République avec des règles. Ces ordonnances, elles sont autorisées, elles sont permises, elles sont à la disposition du gouvernant pour pouvoir pren-

« Tout le propos tient, une fois encore, dans cet argument controversé : en votant pour Emmanuel Macron, les électeurs auraient voté pour son programme. »

mais surtout de la durée effective du travail négociable et modulable au niveau des branches et des entreprises et sur la durée effective des CDI fragilisés par la facilitation des ruptures conventionnelles des contrats d'embauches. Soit très exactement ce qui fait l'objet de contestations.

« LES FRANÇAIS ONT VOTÉ POUR LUI »

La question suivante revient sur le processus des ordonnances, en demandant au journaliste s'il ne s'agit pas d'une entreprise individuelle du président de la République.

Et le journaliste de répondre : « C'est marrant parce qu'on raisonne à l'instant

dre des décisions plus vite, sans passer par les députés, en sachant que les députés, eux, quand même, vont autoriser Emmanuel Macron à prendre ces décisions. Donc ça passe quand même par le Parlement mais uniquement pour autoriser à prendre les décisions. »

Pas de doute : c'est constitutionnel ! Mais c'est une procédure contestable (et contestée). Et les « décisions » soumises au Parlement, notamment pour valider les ordonnances, ne permettent pas de les amender. Observer un pieux silence sur ces points peut difficilement se prévaloir des exigences de simplification pédagogique.

Il en va de même du deuxième argument : « Ça ne vient pas de nulle part les ordon-

nances, on en parle maintenant, mais c'est quelque chose dont Emmanuel Macron a parlé quand il était candidat, il a dit qu'il voulait aller vite, donc ça, c'était avant le premier tour de la présidentielle. Donc, c'est une décision qu'il a prise avec ses proches, décision qui l'engage puisque les Français ont voté pour lui, l'ont élu président, donc lui, il estime qu'il a le droit de le faire et de fonctionner comme ça. »

« **Quand la pédagogie abandonne la pluralité des points de vue et passe sous silence les nuances nécessaires à la compréhension des enjeux, elle se fait caricature.** »

Il « estime »... La nuance est d'importance ! Mais qu'« estiment » donc ceux qui ne sont pas d'accord (puisque tous ceux et celles qui ont voté pour Emmanuel Macron ne l'ont pas fait en approuvant la procédure des ordonnances et leur contenu) ?

CEUX QUI SONT « CONTRE LA LOI PARCE QU'ILS LA TROUVENT MAUVAISE »

La petite fille demande alors au journaliste quelles sont les personnes qui manifestent dans la rue.

Réponse *in extenso* : « On trouve beaucoup de gens différents dans les manifestations, mais ce sont des gens qui sont militants dans un syndicat, surtout la CGT, hein. Qu'ils travaillent dans une usine automobile, un supermarché ou à la SNCF, il y a même des retraités, des professeurs de collège, d'école, ils sont contre la loi qu'ils trouvent mau-

vaive, et même si ça ne les concerne pas eux-mêmes, ils disent qu'ils manifestent pour les autres, pour ceux qui n'osent pas aller dans la rue, ils sont donc prêts à faire grève, à revenir plusieurs fois. Eh bah, l'an dernier, quand il y avait déjà eu des manifestations contre une autre loi, la loi El Khomri, certains, ils avaient manifesté au moins dix fois, entre le mois d'avril et le mois de juillet. »

Tous les manifestants ne sont pas « militants dans un syndicat ». Et que pensent, même pédagogiquement – ou schématiquement – résumé, ceux qui sont « contre la loi parce qu'ils la trouvent mauvaise » ? Les enfants seraient-ils trop jeunes pour le savoir ?

« LES POLICIERS, BAH, ILS RÉPLIQUENT »

L'écolière suivante pose la question fatidique de la violence en manifestation, amenant une nouvelle réponse, toute en finesse : « Alors normalement, les manifestations, elles sont plutôt calmes, hein. La plupart des gens, ils marchent derrière des pancartes, des banderoles, ils chantent, ils crient, il y a des stands de sandwiches, de boissons dans des camionnettes, c'est plutôt joyeux. Mais il y a aussi des personnes qui profitent de la présence d'une foule, hein, de... de dizaines de milliers de personnes, pour venir commettre des violences, surtout contre la police. Eh oui, dans ce cas évidemment ça peut devenir grave : ils jettent des pierres, des sortes de... de bombes sur les policiers, les policiers, bah, ils répliquent avec des gaz lacrymogènes, hein, les gaz lacrymogènes ça pique très fort les yeux et la gorge, il y a souvent des blessés. Mais ça ne concerne que très peu de gens, hein, au total, par rapport à tous les manifestants. »

Des « sortes de bombes » ? La modération n'est visiblement pas de mise. Des policiers qui « répliquent » ? Toujours ? Seulement ? Rien ne sera dit de l'arbitraire préfectoral, moins encore des violences policières.

« EST-CE QUE C'EST LA RUE QUI DÉCIDE ? »

La dernière question concerne, au fond, le rapport de force entre le mouvement social et le gouvernement. Ce dernier peut-il plier face aux mobilisations ? À nouveau, à défaut de faire dans la pédagogie et la synthèse, la réponse donne dans la caricature et l'exagération :

« La question, c'est qui fait la loi, finalement. Est-ce que ce sont les députés, au Parlement, avec les ordonnances, donc d'Emmanuel Macron, ou est-ce que c'est la rue qui décide, le "mouvement social" comme on l'appelle, eh bien, c'est un peu le test. Le problème, c'est qu'il y a un décalage dans le temps, entre le moment où les Français votent pour un programme, et dans le programme d'Emmanuel Macron il y a les ordonnances sur le code du travail, et le moment présent, où aujourd'hui le gouvernement est dans l'action, il y a un décalage. Est-ce que les Français sont toujours d'accord avec le "Emmanuel Macron" pour lequel ils ont voté au mois de mai ? C'est la difficulté : est-ce qu'on peut se dédire, si près d'une élection ? »

Tout le propos tient, une fois encore, dans cet argument controversé : en votant pour Emmanuel Macron, les électeurs auraient voté pour son programme.

On comprend bien l'intérêt de cet exercice journalistique. Occupant la bande sonore à peu de frais (récolter quelques questions dans une école parisienne et inviter un éditorialiste à y répondre), dans une démarche forcément attendrissante (naïveté des enfants, ton professoral du ou de la « spécialiste »), l'émission est typique des exercices de « pédagogie » médiatique. Mais une pédagogie digne de ce nom, même quand elle s'adresse, du moins en principe, à des enfants, devrait être équilibrée et présenter les arguments en présence. Quand la pédagogie abandonne la pluralité des points de vue et passe sous silence les nuances nécessaires à la compréhension des enjeux, elle se fait caricature. ●

Travail associatif et féministe : le bonheur est-il dans l'autogestion ?

Deux expériences autogestionnaires et féministes montrent qu'il est possible de concilier professionnalisation et fidélité au projet militant en prenant collectivement en charge l'usure au travail.

— PAR **AURÉLINE CARDOSO*** —

Au cours des deux dernières années, des salariées de plusieurs associations accueillant des femmes victimes de violences ont dénoncé, par la grève ou par des lettres ouvertes, certaines pratiques de leurs hiérarchies, salariée comme bénévole (dans les associations, l'employeur légal est un conseil d'administration bénévole ou son représentant, homme ou femme). Décisions hiérarchiques prises « unilatéralement », occultation de leur souffrance au travail, mépris de leur expertise, injonctions aux heures supplémentaires... Le paradoxe entre les valeurs de solidarité, d'égalité et de valorisation des femmes affichées par ces associations féministes et les vécus de leurs salariées est criant. Les associations féministes seraient-elles des employeuses comme les autres ?

Dans le cadre de ma thèse sur le travail salarié dans les associations féministes, j'ai pu observer le travail quotidien de l'AFI et de l'Arbre des femmes (les noms des associations sont modifiés), deux associations accueillant des femmes victimes de violences. Pour ces deux structures, la dimension féministe, au-delà de façonner le travail auprès du public

accueilli, se reflète dans des choix, en matière d'organisation du travail quotidien et de fonctionnement global de l'association.

Les deux associations ont fait le choix de fonctionner sans directrice, malgré un effectif assez important pour l'AFI qui compte seize salariées (contre quatre

ponctuellement des journées entières sont consacrées aux débats sur les orientations politiques générales de l'association. Les décisions se prennent au consensus, après des discussions plus ou moins longues, parfois conflictuelles, mais avec un souci permanent de favoriser la participation de toutes, sans dis-

« L'engagement militant des salariées ne s'oppose pas au respect du droit du travail, et la professionnalisation est compatible avec la fidélité au projet militant. »

pour l'Arbre des femmes). Au cours de réunions d'équipe hebdomadaires, les salariées discutent de l'organisation quotidienne, mais également de choix plus stratégiques, comme le fait de créer de nouveaux partenariats, de se rendre ou non à une manifestation militante ou à une réunion institutionnelle... À l'AFI plus

inction d'ancienneté ou d'aisance à l'oral. Il faut donc accepter de passer un certain temps en réunion, ainsi que de reporter certaines prises de décision. Les salariées sont polyvalentes, toutes ou presque participent, dans la mesure du possible, à l'accueil des femmes, aux rencontres avec les partenaires de l'asso-



ciation et au travail administratif. La polyvalence est un choix politique, qui permet d'accorder la même valeur à toutes les dimensions du travail, tout en évitant la spécialisation, propice au développement de rapports de pouvoir en raison de niveaux d'information inégaux. Dans cette perspective, les différences de salaires existantes sont liées à l'ancienneté et non au statut. Les conseils d'administration des deux associations jouent un rôle de personnes-ressources plus que de contrôle ; les décisions importantes, qui engagent l'association, y sont prises avec les salariées. Enfin, les relations professionnelles sont très souvent aussi des relations d'amitié, les moments de convivialité sur le temps de travail et hors de celui-ci sont fréquents (anniversaires, concerts, échanges de livres...).

Pour l'AFI, fondée au début des années 1980, l'organisation autogestionnaire s'inscrit dans la continuité des engagements politiques des fondatrices, toutes

militantes des mouvements féministes et/ou révolutionnaires nés dans le sillage de mai 68. À l'Arbre des femmes, le fonctionnement horizontal est arrivé en 2015, après le départ de la fondatrice-salariée très présente depuis la création de la structure, dix ans plus tôt. Le renouvellement de l'équipe salariée a permis d'envisager un autre mode d'organisation du travail, sans hiérarchie.

DÉPASSER LES ÉCUEILS DE L'AUTOGESTION

Des travaux récents en sociologie du travail mettent en lumière les effets pervers de formes modernes de management, qui, sous couvert de favoriser « l'autonomie » ou la « responsabilité » des salariés, incitent ceux-ci à se surinvestir dans le travail pour atteindre des objectifs irréalisables (cf. Vincent de Gaulejac, *Travail, les raisons de la colère*, Seuil, 2011 ; Marie-Anne Dujarier, *L'Idéal au travail*, PUF, 2012). On pourrait donc craindre

des écueils similaires dans le travail en autogestion, ce qu'ont d'ailleurs montré un certain nombre de recherches sur les coopératives de production autogérées en Amérique latine (cf. Maxime Quijoux, *Néolibéralisme et autogestion. L'expérience argentine*, Éditions de l'IHEAL, 2011). Les salariés / associés, hommes ou femmes, ont souvent tendance à travailler énormément afin de générer une rente suffisante qui permette de payer les salaires ; cette pression peut favoriser une surveillance mutuelle entre les travailleurs et travailleuses, et miner la solidarité. Quant au secteur associatif, autogéré ou non, il est connu pour être un espace où les salariés sont incités à « donner » du travail sous la forme d'heures supplémentaires, comme l'a montré Mathieu Hély dans son ouvrage *Les Métamorphoses du monde associatif* (PUF, 2009).

Pourtant, à l'AFI et à l'Arbre des femmes, bien que le travail ne manque pas, les ►►

► salariées veillent à ce que leurs collègues ne soient pas surchargées et sont attentives aux heures supplémentaires. Elles vont par exemple s'inciter mutuellement à ne pas amener de travail à la maison ou à partir à l'heure, ou encore freiner une collègue qui prend en charge trop de missions. L'organisation du travail

débattre sur les orientations politiques de l'association et les transformations de l'activité, sujets porteurs d'interrogations, d'angoisses pour certaines. À l'Arbre des femmes, les salariées ont fait appel à un médecin du travail pour objectiver les facteurs d'usure et réfléchir à des moyens de prévention.

« La démocratie interne caractérisant ces deux associations permet aux salariées de prendre part au projet militant de la structure, et ainsi de garder la maîtrise sur le sens de leur travail. »

peut également être modifiée pour permettre d'absorber, là encore collectivement, une augmentation de la charge de travail : il peut s'agir de fermer temporairement un temps d'accueil pour les femmes, afin de soulager les salariées qui sont débordées par le travail administratif. De plus, les charges familiales des salariées ayant de jeunes enfants sont prises en compte au quotidien, en matière d'horaires ou, plus ponctuellement, pour choisir une date d'assemblée générale compatible avec les contraintes familiales.

UNE GESTION COLLECTIVE DE L'USURE AU TRAVAIL

Au-delà de cette attention mutuelle à la charge de travail, on observe dans les deux associations des formes de gestion collective de l'usure au travail. Outre les stratégies d'entraide au quotidien (temps de discussions sur les situations rencontrées, pratique de la « double écoute » pour recevoir les femmes), à l'AFI et à l'Arbre des femmes on prend parfois « le luxe » de s'arrêter pour évoquer les difficultés. Les salariées de l'AFI organisent régulièrement des week-ends, où elles partent ensemble à la campagne afin de

Quoi de commun entre ces deux démarches ? Tout d'abord, elles ont pour effet de collectiviser les ressentis des salariées ; elles permettent ensuite de mettre au jour les déterminants structurels de l'usure exprimée par certaines. Assez logiquement, cela va déboucher plutôt sur des solutions d'ordre collectif concernant l'organisation du travail (comme le montre l'exemple de la fermeture d'une permanence). Il n'est pas anodin que ces démarches soient réalisées par des salariées qui, dans leur travail, amènent les femmes qu'elles accueillent à percevoir la dimension sociale des violences qu'elles vivent, afin de les aider à se sortir de l'autoculpabilisation. Ainsi, de la même façon que les vécus individuels de chaque femme victime de violences sont appréhendés au prisme des rapports de genre, les vécus individuels des salariées en lien avec le travail sont rattachés à quelque chose de plus global (augmentation de la charge de travail, contexte politique antiféministe...). C'est donc à la fois la dimension féministe, qui habitue à rechercher des causes structurelles à des expériences individuelles, et l'organisation autogestionnaire, qui favorise

la discussion collective, qui peut produire cette prise en charge collective de l'usure exprimée par certaines.

On est donc très loin des solutions « classiques » de prévention et de gestion de la souffrance au travail proposées par les entreprises : stages de gestion du stress, séances de yoga ou interventions de *coach*. Comme le souligne Danièle Linhart dans *La Comédie humaine du travail* (Érès, 2015), ces techniques individualisent la souffrance au travail sans en interroger les causes structurelles, et favorisent ainsi l'auto-responsabilisation des salariés.

Il est certain qu'une organisation autogestionnaire du travail ne peut pas résoudre tous les problèmes ni contourner certaines contraintes extérieures, comme la baisse des subventions. De plus, il faut également s'intéresser aux conditions de possibilité d'existence et de pérennité de ces collectifs de travail autogestionnaires : la longévité du groupe de l'AFI s'explique notamment par une forte homogénéité du collectif, et un processus d'intégration relativement long et progressif.

La force de ces modèles d'organisation est de montrer qu'il est possible de tenir ensemble des éléments qui entrent habituellement en conflit lors du développement des associations. Ainsi l'engagement militant des salariées ne s'oppose pas au respect du droit du travail, et la professionnalisation est compatible avec la fidélité au projet militant.

Enfin, la démocratie interne caractérisant ces deux associations permet aux salariées de prendre part au projet militant de la structure, et ainsi de garder la maîtrise sur le sens de leur travail. La « perte de sens » ou l'obligation de réaliser un travail allant contre ses principes éthiques étant deux grandes causes de la souffrance au travail, cette possibilité pour les salariées de participer réellement aux décisions stratégiques et politiques n'est pas négligeable. ●

*Aurélien Cardoso est sociologue. Elle est doctorante en sociologie à l'université de Toulouse II-Jean Jaurès.

Lénine décolonial

L'expérience de la révolution soviétique et les écrits de Lénine lui-même permettent de réexaminer sous un jour nouveau la question toujours plus pressante au sein des sociétés contemporaines de l'émancipation des minorités (nationales, « raciales », religieuses).

— PAR **MATTHIEU RENAULT*** —

1 **917-2017**, un siècle déjà depuis la révolution d'Octobre que certains voudraient enterrer pour de bon, mais dont les dilemmes constitutifs s'évertuent à ressurgir sous des formes renouvelées : structure des organisations, composition et alliances de classes, dialectique de l'horizontalité et de la verticalité, prise de pouvoir et rapport à l'État, autant de « vieilles » questions qui continuent de traverser, ou de hanter, ce qu'il est convenu d'appeler la gauche radicale, ne cessant de démontrer l'actualité de la révolution russe, que celle-ci fasse office de modèle ou de repoussoir ; des débats sur lesquels, qu'on le veuille ou non, continue de planer le spectre de Lénine. Mais l'héritage de 1917 ne se limite pas à ces problèmes « traditionnels » au sein des mouvements révolutionnaires. De manière plus inattendue, l'expérience de la révolution soviétique, et les écrits de Lénine lui-même, permettent de réexaminer sous un jour nouveau la question toujours plus pressante au sein des sociétés contemporaines de l'émancipation des minorités (nationales, « raciales », religieuses) dont il n'est plus possible d'ignorer vertement les formes de mobilisation et d'organisation autonomes, encore moins de les rejeter sous prétexte de « séparatisme » et d'« identitarisme ».

L'AUTODÉTERMINATION NATIONALE

Cette affirmation paraîtra à première vue péremptoire. Certes, on n'ignore

généralement pas que les bolcheviks, sous l'impulsion de Lénine, s'étaient fait les défenseurs de l'autodétermination nationale et en étaient venus à concevoir les luttes de libération en contexte colonial et semicolonial comme partie intégrante de la « révolution mondiale » en cours, ainsi qu'en témoigne mieux que tout autre exemple le célèbre Congrès des peuples de l'Orient qui se tint à Bakou en 1920. Mais de là à dire qu'on pourrait tirer de la politique révolutionnaire soviétique à l'égard de l'« Orient » des enseignements pour « nos » sociétés postcoloniales contemporaines, il y a un pas que la plupart se refuseront à franchir. La raison en est qu'on pense, ou présume souvent que la question nationale-coloniale relevait exclusivement pour les révolutionnaires russes de la « politique extérieure ». On a tendance à oublier que ce dont héritèrent bon gré mal gré les bolcheviks en 1917 ne fut pas seulement un État, mais aussi un immense empire, fût-ce un empire subalterne subissant lui-même l'hégémonie occidentale et en pleine décomposition, et que Lénine, reprenant une expression courante, se plaisait à qualifier de « prison des peuples » ; un empire qui, à la veille de 1917, ne comptait pas moins de 16 millions de musulmans (10 % environ de sa population totale) et des colonies au sens propre du terme, comme le Turkestan (Asie centrale) conquis dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et qu'il arriva à Lénine lui-même de dépeindre comme une « Algérie russe ». Il est temps de reconnaître que la révo-

lution russe fut également, et d'emblée, une révolution impériale, marquée par une irréductible multiplicité de mouvements d'émancipation nationale aux marges occidentales et méridionales de la Russie comme dans son Orient intérieur ; autant de luttes à la fois indépendantes et connectées au grand soulèvement prolétarien « au centre ». Le défi de l'exportation de la révolution en Orient n'exigea pas seulement de la part des bolcheviks des prises de position théoriques et stratégiques, auxquelles les analyses marxistes se limitent trop souvent, mais également une pratique de la décolonisation aux conséquences irréversibles.

LES RISQUES DE LA COLONISATION SOCIALISTE DE L'ORIENT

La première authentique expérience en matière d'émancipation nationale fut celle de la formation début 1919 de la République socialiste soviétique autonome du Bachkortostan à majorité musulmane, appuyée par Lénine et Staline, en dépit de la vigoureuse opposition des « internationalistes », Boukharine et Piatakov en tête. Force est néanmoins de reconnaître que ce désir sincère d'œuvrer à l'émancipation des « nations opprimées » de l'(ex-)empire en décentrant la révolution, se heurta immédiatement à une autre exigence : celle de la propagation ou de la simple préservation d'un pouvoir soviétique assailli de toutes parts par les forces impérialistes, tout particulièrement aux frontières de la Russie. D'où le recours ►►

► à une puissante centralisation dans les affaires militaires et politiques comme dans la production, au risque de reproduire les rapports entre centre (industriel) et périphérie (agricole), caractéristiques du colonialisme, comme ce fut le cas au Turkestan au lendemain de la guerre civile avec la reprise de la monoculture du coton et la relégation des communistes nationaux-musulmans à un rôle subalterne. On peut identifier les racines d'une telle ambivalence dans les écrits de Lénine antérieurs à 1917 où l'impératif d'autodétermination avait coexisté avec un schéma de la colonisation intérieure invisibilisant les « indigènes » pour rendre compte de l'irrésistible expansion géographique-territoriale du capitalisme en Russie comme condition de son futur renversement. Le danger était donc que la politique soviétique « à l'est » s'identifie à ce qui était parfois appelé, en étant même souhaité par certains, la « colonisation socialiste de l'Orient ».

Il semble cependant que Lénine ait eu conscience des funestes conséquences que risquait d'avoir une telle contradiction, sa propre contradiction, sur le processus de décolonisation de l'Empire russe. C'est pourquoi, il ne cessa d'en appeler les bolcheviks à faire preuve de la plus grande prudence dans leurs relations avec les minorités des périphéries orientales, en se gardant d'offenser leurs sentiments nationaux et religieux et de précipiter le processus de différenciation de classe au sein de la population musulmane. Il n'avait pas oublié l'avertissement d'Engels qui, en 1882, écrivait à Kautsky que « le prolétariat victorieux ne saurait imposer un bonheur quelconque à aucun peuple étranger sans compromettre par là sa propre victoire ». Gagner la confiance des autochtones impliquait de mener une lutte féroce contre le chauvinisme grand-russe [ou « chauvinisme de grande-puissance »], c'est-à-dire contre la mentalité coloniale continuant de sévir chez bien des émissaires du pouvoir soviétique dans les périphéries. De cette politique de la prudence, les vastes campagnes staliennes de dévoilement des femmes musulmanes en Asie centrale, initiées

en 1927 et baptisées du nom de *hujum*, littéralement « l'attaque », furent la pure et simple négation.

TRADUIRE DANS LA LANGUE DE CHAQUE PEUPLE LE TYPE SOVIÉTIQUE

Lénine savait en outre que l'exportation de la révolution russe en Orient ne pouvait se réduire à en être la transposition à l'identique, la « copie ». Un patient travail d'adaptation « de la théorie et de la pratique générales du communisme » à des « conditions spécifiques inexistantes en Europe » était indispensable : l'enjeu n'était rien moins que de « traduire dans la langue de chaque peuple » le « type

une idée qui venait ruiner les présupposés étapistes-évolutionnistes de la II^e Internationale auxquels Lénine était resté fidèle jusqu'à la Première Guerre mondiale et dont la révolution d'Octobre, en pays arriéré, avait sapé les fondements. Lénine ouvrait ainsi la voie à une conception multilinéaire de l'histoire et polycentrée des luttes d'émancipation qui, si elle ne signifia jamais pour lui rupture avec l'Occident, n'en constituait pas moins déjà une critique radicale de l'eurocentrisme qui avait grevé la théorie et le mouvement révolutionnaires après Marx... Mais cette voie ne tarda pas à être refermée par le « développementalisme » stalinien.

« On a tendance à oublier que ce dont héritèrent bon gré mal gré les bolcheviks en 1917 ne fut pas seulement un État, mais aussi un immense empire [...] que Lénine, reprenant une expression courante, se plaisait à qualifier de "prison des peuples". »

soviétique » tel qu'il s'était incarné pour la première fois en Russie. Cette impérieuse tâche de traduction, articulant universalisme et particularisme au lieu de les opposer, seuls, selon Lénine, les communistes d'Orient eux-mêmes, en tant que sujets de leur propre émancipation, pouvaient la réaliser, fût-ce avec l'aide des communistes européens. C'est ce principe qui guida la formulation des thèses sur la question nationale et coloniale adoptées au II^e Congrès de l'Internationale communiste [1920], qui encourageaient l'établissement immédiat de soviets paysans dans les pays coloniaux et semi-coloniaux où la pénétration du capitalisme était encore faible et la classe ouvrière quasi inexistante. Ce mot d'ordre trouvait sa justification dans la thèse inédite de la possibilité d'un « saut » vers le communisme par-delà le capitalisme,

Au lieu de s'évertuer à critiquer le prétendu relativisme-culturalisme des théories postcoloniales et décoloniales, les marxistes feraient bien mieux aujourd'hui de rechercher dans leur propre tradition les ressources nécessaires à une décolonisation de la gauche qui est loin d'être achevée. Nul doute que dans cette généalogie décentrée du marxisme, le « Lénine décolonial », dont nous n'avons fait ici qu'esquisser à gros traits le portrait, occuperait une place de premier plan. ●

***Matthieu Renault** est philosophe. Il est maître de conférences en philosophie à l'université Paris-8 Vincennes-Saint-Denis.

Pour aller plus loin : Matthieu Renault, *L'Empire de la révolution. Lénine et les musulmans de Russie*, Éditions Syllepse, 2017.

Marchais, sans nostalgie

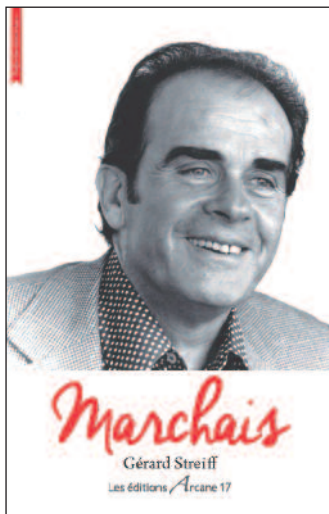
Vingt ans après la mort de Georges Marchais, l'heure d'un bilan mesuré est venue. Caricaturé par les média comme une figure archaïque, le dirigeant ouvrier fut un modernisateur, préoccupé par les enjeux démocratiques.

— PAR GÉRARD STREIFF* —

Le 16 novembre prochain marquera le vingtième anniversaire de la mort de Georges Marchais. Né en 1920, il fut le premier dirigeant du PCF de 1969 (de fait) à 1994, soit vingt-cinq années décisives dans l'histoire de ce parti. Après sa disparition, durant une longue période, on parla assez peu de lui. Normal, diront les historiens qui savent bien que la mémoire a besoin d'un peu de temps pour sédimenter, décanter, trier, comme s'il fallait d'abord passer par une sorte de purgatoire. Vingt ans après sa mort, le temps est venu d'un bilan serein.

UN TRIBUN POPULAIRE

Georges Marchais fut un tribun populaire. Il est difficile d'imaginer aujourd'hui les foules que cet homme a pu déplacer et l'émotion qu'il a suscitée dans ces rassemblements. Il suffit pourtant de regarder ou d'écouter les archives (via CinéArchives par exemple ou les archives de l'INA) pour prendre la mesure des mobilisations politiques de l'époque et de la complicité qu'il savait nouer avec son auditoire. Il y avait, chez nombre de militants et dans une large partie de l'opinion, une réelle affection pour l'homme Marchais, que l'on retrouve intacte aujourd'hui encore chez bien des témoins de l'époque. Sa popularité, il la devait à ses origines. C'était un ouvrier qui parlait aux ouvriers, un homme du peuple échangeant avec le peuple, phénomène rare voire unique



« C'était un ouvrier qui parlait aux ouvriers. »

dans la vie publique de cette époque. Il la devait aussi à la maîtrise des média, et singulièrement de la télévision, talent qu'il manifesta très tôt.

Peu d'hommes furent comme lui aussi systématiquement agressés tout au long de leur carrière et on peut penser que, paradoxalement, cette agressivité récurrente des dominants à son égard contri-

bua à sa renommée. Bref, il fut un leader populaire qui sut imposer un genre, fonceur, voire effronté, une gouaille, se montrer charmeur à l'occasion (toutes choses qui lui valurent aussi de très solides et durables inimitiés).

Son passage à la direction du parti fut marqué, pour le PCF, par un double mouvement, contradictoire. Georges Marchais hérite d'un parti représentant 20 % de l'électorat mais la formation qu'il quitte, un quart de siècle plus tard, a perdu entre la moitié (aux législatives) ou les deux tiers (présidentielles) de ses voix. Il est donc contemporain d'une phase de recul sévère de l'idée communiste, phénomène alors il est vrai universel, et d'un renversement du rapport des forces à gauche, au profit de la social-démocratie et de l'entreprise miterrandienne. Dans le même temps, le parti dont il a la charge après 1968 sort d'une longue période de stagnation thorézienne (Waldeck Rochet a peu eu le temps d'imprimer sa propre marque, le *Manifeste de Champigny* mis à part) ; c'est un parti accroché à la dictature du prolétariat, au centralisme démocratique et à une discipline de caserne, au marxisme-léninisme, à la dévotion soviétiste, et au moralisme pesant. Ce parti, il va le transformer profondément (c'est lui qui parlera le premier de « mutation »), pour en faire une formation certes affaiblie mais moderne, démocratique.

Si l'on doit conserver de Georges Marchais deux ouvrages, ce sont sans ►►

► conteste *Le Défi démocratique* de 1973 et *Démocratie* de 1990, un même thème, on le voit, à près de vingt ans de distance.

VINGT-CINQ ANNÉES DE « RÈGNE »

Ces vingt-cinq années ne furent pas toutes d'un même tonneau. La première phase (1969-1981) fut extraordinairement dynamique, inventive, dense, ambitieuse. Elle correspond en partie à ce qu'on a appelé l'eurocommunisme, la recherche d'une troisième voie entre social-démocratie et soviétisme. La seconde période est celle des années 1980 où il fallut gérer la difficile cohabitation avec Mitterrand, dans et hors du gouvernement, avec l'impression être encalminé, et en mesurant aussi les risques réels d'implosion du parti. La dernière partie, dramatique également, coïncide avec l'effondrement de l'Est, la désillusion créée par Gorbatchev, réformateur impotent, le retour d'un libéralisme sans vergogne et l'agressivité retrouvée de l'empire capitaliste, la multiplication des conflits aussi.

Le « règne » de Georges Marchais fut trop long, dira-t-on. Sans aucun doute. La conduite d'un parti, c'est largement l'engagement d'un chef, bien sûr, c'est aussi la qualité d'un groupe dirigeant. Marchais sut s'entourer d'hommes de qualité, on citera – pardon pour les absents – Jean Kanapa (disparu dès 1978), Charles Fiterman, Paul Laurent, ou de collaborateurs entrepreneurs, Jean-François Gau ou Francis Wurtz, notamment. Un lien politique particulier a longtemps existé entre Georges Marchais et Charles Fiterman. Ce dernier semblait tout désigné pour lui succéder dans le courant des années 1980. L'expérience délétaire du pouvoir va changer la donne. Les deux hommes vont diverger sur l'analyse de la crise, le rôle du parti, les rapports d'union, et la confiance entre eux va se rompre. Trouver un successeur sera alors un long casse-tête pour Marchais qui se résoudra à opérer le choix, transitoire, pensait-il, de Robert Hue. Mauvaise pioche.

La vulgate médiatique – et tous ceux qui ne lui voulaient pas du bien – (n') ont

volontiers retenu de Georges Marchais (que) ses gaffes et des choix malheureux, des mots trop rapides, une ligne hésitante à l'égard de l'URSS, oscillant entre une critique radicale et des arrangements compliqués ; le « bilan globalement positif » ou le soutien à Brejnev lors de l'intervention soviétique en Afghanistan ; des coups de colère pas toujours appropriés ; une politique unitaire chaotique. Lui-même en a convenu, publiquement, à plusieurs reprises.

UNE AMBITION À POURSUIVRE

Cela n'enlève rien au fait que Georges Marchais fut un modernisateur ; il a modernisé la stratégie communiste désormais ancrée dans un engagement démocratique de manière irréversible ; il a modernisé l'approche de la crise capi-

consacre (*Marchais*, Arcane 17, 2017), je fus intrigué par la façon qu'il avait, à la fin de sa vie, d'annoncer qu'il allait se mettre à la rédaction d'un livre politique en forme de testament, promesse qu'il ne tiendra pas (de la même manière, il arrêta les entretiens sur son autobiographie que nous avions entamés tous les deux).

Pourquoi ? On va dire, pour aller vite, qu'il ne se sentait peut-être pas assez légitime pour le faire. Le communisme, pour Marchais, est une « vocation tardive ». Il adhère à 27 ans, alors que tous ses pairs, à cet âge, ont déjà une longue « bio », de fortes expériences (Jeunesse communiste, Résistance, filiation, élus, etc.). Malgré son incontestable autorité, il n'a pas voulu s'en prendre à ses prédécesseurs. Ou alors le temps lui aura manqué.

« Ne pas avoir peur de révolutionner le parti pour être mieux à même de révolutionner la société. »

taliste envisagée comme une crise de système (dès 1971 !) ; il a modernisé, non sans tâtonnements, la conception (et la pratique) du parti où s'imposera la règle du « travailler ensemble » ; il a modernisé aussi la manière de faire de la politique et de se saisir de l'outil médiatique ; il a modernisé encore les choix internationalistes des communistes, plus volontiers tournés vers Mandela, Castro, le Sud non aligné et le tiers monde en général que vers Brejnev, quoi qu'on en dise.

Il aurait dû aller plus loin ? Marchais s'est senti ligoté. Par le double héritage légué par Maurice Thorez et un caporalisme néosoviétique, et accessoirement par Waldeck Rochet et son « programme commun de la gauche ». À plusieurs reprises, Marchais aborda le débat sur le « retard » de 1956. Pourquoi ne l'a-t-il pas poursuivi et approfondi ? Lors de l'écriture de l'ouvrage que je lui

Parler de Marchais aujourd'hui n'est en rien une démarche nostalgique. C'est un travail d'historien, qui n'en est qu'à ses débuts et qui va évidemment se poursuivre. Il ne s'agit pas de chercher dans cette expérience des recettes toutes faites pour aujourd'hui et encore moins de faire parler l'ancien dirigeant pour solutionner des enjeux de l'heure. Georges Marchais est mort, le parti, la société et le monde même où il évoluait ont radicalement changé. Les questions d'aujourd'hui sont totalement inédites. Mais s'il est un enseignement qu'on peut tout de même tirer, une ambition plutôt que l'on puisse reprendre, c'est : ne pas avoir peur de révolutionner le parti pour être mieux à même de révolutionner la société. ●

*Gérard Streiff est journaliste et historien. Il est docteur en histoire contemporaine de Sciences-Po.

Que peut apprendre l'Inde à la France en matière de gestion des bidonvilles ?

Dans des situations différentes, ces deux pays commettent les mêmes erreurs. Pourtant, des solutions peuvent être proposées.

— PAR **FRÉDÉRIC LANDY*** —

Assurément la situation française en matière de bidonvilles diffère beaucoup de celle de l'Inde, où un citadin sur cinq vit en habitat précaire – et presque la moitié des habitants de Bombay. Mais les polémiques sur la destruction des campements de la Chapelle ou d'autres bidonvilles d'Île-de-France, les expulsions de « la jungle » de Calais ne sont pas sans évoquer les processus encore dominants en Inde et les outils d'une politique urbaine que New Delhi et les gouvernements des vingt-neuf États fédérés de l'Union indienne continuent de pratiquer.

Une comparaison permet à mon sens de souligner les trois mêmes erreurs que font les politiques de France et d'Inde, mais aussi de proposer deux solutions.

DE GRANDES ILLUSIONS ET ERREURS

Pratiquer la politique du pire. La France propose un relogement pour les expulsés de Sangatte ou de certains campements franciliens, mais il s'agit d'un nombre limité de places, et souvent du précaire amélioré (conteneurs aménagés à Calais, camp « aux normes internationales » avec tentes chauffées (!) à Grande-Synthe...). Le gouvernement ne s'en cache pas : il s'agit de rendre la France aussi peu attractive que possible, afin de ne pas créer d'effet d'aubaine et d'éviter

l'enracinement des migrants. Ceci n'est pas sans rappeler la politique urbaine menée dans les premières décennies de l'Inde indépendante : Nehru et ses successeurs avaient peur de l'exode rural, et pour le décourager se refusaient à une véritable politique de logements en

destruction de Dharavi, quartier de plus de 700 000 habitants à Bombay, qui a le tort de se trouver dans une zone désormais très convoitée par les acteurs de l'immobilier. Dans le pire des cas, des quartiers de cahutes faites de matériaux de récupération, établis dans des zones

« La destruction des bidonvilles ne supprimera pas la pauvreté en Inde ou au Mali, n'apportera pas la paix en Syrie ou au Soudan du Sud. »

ville – encore moins de logements sociaux. Faute de toit en perspective, les ruraux resteraient dans leurs campagnes, espérait-on. De fait, l'État et encore moins les promoteurs privés n'ont guère construit de logements. Mais les ruraux ont quand même émigré... Conjugué à la fécondité des citadins, le résultat dans les villes indiennes est patent : dans le meilleur des cas, des quartiers illégaux, que les pouvoirs publics ont laissé se développer faute de pouvoir les résorber, sont dotés de certains services publics (eau, école...) mais toujours sous une épée de Damoclès : ainsi du projet de

vacantes donc par définition souvent non constructibles (lit d'inondation des rivières) et dangereuses (la « jungle » de Calais n'est-elle pas elle aussi dans une zone en partie classée Seveso ?). La politique du pire en Inde a échoué à freiner les migrations. Celle de la France aura les mêmes résultats.

Détruire. Les destructions sont à la fois moralement scandaleuses et politiquement inefficaces. Scandaleuses ? Elles accroissent la misère et la détresse, en faisant souvent perdre aux habitants le peu de biens dont ils disposent : en Inde, il arrive qu'une personne rentrant le soir ►►



► de son travail découvre un champ de ruines à la place de sa ruelle. Les lieux de vie de la « jungle » de Calais, aussi précaires soient-ils (cafés, épiceries, lieux de réunion ou de culte...), sont détruits. L'arbitraire et l'absurde se conjuguent parfois pour que l'État détruise d'une main ce qu'il avait accordé de l'autre : à Bombay, des écoles publiques ont été bulldozerisées, tables et tableaux noirs compris. Même si l'on peut entendre dans certains cas les arguments disant que les bidonvilles doivent être détruits pour des raisons humanitaires (maladies) ou de sécurité (freins à la circulation), en Inde ou ailleurs, ces destructions devraient être accomplies dans le respect des droits de l'homme, avec précaution et intelligence (à Calais, on a vu les images de ce prêtre presbytérien qui réclamait que sa croix ne soit pas détruite avec l'église qui avait été bâtie dans la « jungle »).

Bien plus, les destructions sont inefficaces. Les migrants sont comme les fourmis, ils reviennent, fichtre ! Les études faites à Delhi par Véronique Dupont ont montré que certaines familles ont eu six fois leur maisonnette détruite

« L'immigration est une source de croissance et de réduction du chômage au bout de quelques années. »

par les pouvoirs publics – mais qu'elles se retrouvaient toujours au final dans un bidonville, voire sur le trottoir. Soit, ce sont les mêmes personnes qui reviennent investir le lieu – soit, des plus pauvres, donc plus prêtes à accepter des logements encore plus précaires et à s'installer n'importe où. Ou bien ce sont d'autres migrants, d'autres réfugiés qui viendront. Mais le résultat sera le même. La destruction des bidonvilles ne supprimera pas la pauvreté en Inde ou au Mali, n'apportera pas la paix en Syrie ou au Soudan du Sud.

Croire que le problème, c'est le logement. Les politiques les mieux intentionnées à l'égard des bidonvilles pensent souvent que déplacer les habitants dans des lieux éloignés mais avec un

logement décent satisfait leurs attentes. Or le problème des bidonvilles n'est fondamentalement pas un problème de logement. En Inde, la plupart de leurs habitants ont un revenu (de petits fonctionnaires peuvent habiter en bidonville, et même des policiers...). Ils profitent d'un lieu de résidence qui n'est pas trop loin de leur lieu de travail : atout considérable dans des agglomérations de vingt millions d'habitants comme Delhi ou Bombay ! Or bien des politiques en Inde consistent à reloger les habitants dans des studios, ou bien à leur donner un terrain constructible, le tout à des dizaines de kilomètres de leur lieu de travail. Ce logement ou ce terrain, pourtant donné parfois quasi gratuitement, les habitants ne peuvent s'en satisfaire. À quoi sert un toit si l'on n'a pas de

revenu ? On croit aussi souvent qu'un bidonville en Inde n'a qu'une fonction résidentielle mais il peut recéler d'importantes activités économiques, notamment pour les plus anciennement établis. Quel artisan pourra continuer ses activités s'il est transplanté au dixième étage d'une tour d'habitation ?

À Grande-Synthe ou à Calais, c'est la même illusion. Les migrants ne veulent pas d'un meilleur logement. Du moins ce n'est pas leur priorité. Ce qu'ils voudraient, c'est partir en Angleterre, parce qu'ils y ont un contact, de la famille, parce qu'ils y ont des perspectives d'emploi ou d'éducation. Dans leur grande majorité, ils veulent partir, et non s'établir.

POURQUOI LAISSER PASSER LES CAPITAUX ET PAS LES PERSONNES ?

De ces trois erreurs, il ressort à mon avis deux leçons pour les politiques à mener.

Laisser se « durcir » les bidonvilles.

Que l'habitat en dur se développe ; que les pouvoirs publics apportent les services de base à cet « habitat informel ». En Inde, les habitants des bidonvilles suppléent à la faillite des autorités en matière de logement. Ils construisent la ville de leurs mains, avec leurs économies ; pourquoi le leur refuser ? Ne devraient être détruits que les bidonvilles situés dans des conditions extrêmes (zones à risque environnemental), ou qui perturbent excessivement le bon fonctionnement de l'espace aux alentours. Il faut prendre le temps du long terme : en Inde, attendre qu'une politique de logements sociaux (notamment locatifs) puisse se développer vraiment ; en France, attendre que la situation géopolitique internationale autour de l'Europe soit un peu moins dramatique. Pour l'heure, de même que la France a accueilli les réfugiés de la guerre d'Espagne (440 000 rien qu'en 1939), les pieds-noirs d'Algérie (plus de 800 000), les boat-people (120 000 personnes en 1975), de même il nous faut faire « contre mauvaise fortune bon cœur », pour ainsi dire, et laisser s'installer – ou passer – les réfugiés et les migrants.

Oui, laisser passer les migrants ! Qui ne voit que la fermeture des frontières, de l'espace Schengen ou d'autres, est une illusion dans une planète aussi mondialisée ? Pourquoi laisser passer les capitaux et pas les personnes ? Pourquoi ai-je le droit de m'installer en Tunisie alors qu'un Tunisien a toutes les peines du monde à le faire en France ? Gageons que, dans un siècle, nos descendants ne comprendront pas plus notre attitude qu'aujourd'hui nous ne comprenons que les femmes n'ont obtenu le droit de vote qu'en 1944 en France, ou que l'esclavage a pu régner jusqu'au XIX^e siècle. Il y a là tout un changement de paradigme à opérer.

« Quand on
le peut, on part
souvent
pour revenir. »

- Redonner leur priorité aux droits de l'homme.
- Admettre les travaux de tant d'économistes (y compris de l'OCDE, qui n'est pas une institution foncièrement gauchiste !) qui montrent que l'immigration est une source de croissance et de réduction du chômage au bout de quelques années, voire de quelques mois, pour peu qu'on investisse dans leur accueil.
- Surtout, reconnaître les logiques de mobilité des êtres humains.

Car la plupart d'entre eux, quand ils émigrent, ne souhaitent qu'une chose : pouvoir rentrer chez eux au bout d'un certain temps (quelques semaines, mois, années, décennies...). C'est la fermeture des frontières ou l'octroi de visas trop temporaires qui poussent beaucoup de gens à s'établir définitivement dans le pays d'arrivée, ou à passer dans la clandestinité. Dans ce cas, l'Inde nous apporte une autre com-

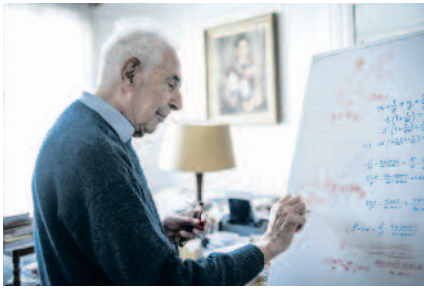
paraision à méditer, cette fois beaucoup plus positivement : le cas de sa frontière avec le Népal. Hormis la situation tragique de ces derniers mois, qui a vu un blocus des flux de marchandises (pour des raisons conjoncturelles liées à la nouvelle Constitution du Népal), depuis des décennies la frontière est tout à fait ouverte pour la circulation des travailleurs. Il s'ensuit une noria incessante de Népalais qui partent travailler en Inde, dans l'armée, comme gardiens d'immeubles à Delhi, comme porteurs ou ouvriers dans toutes les villes de la plaine du Gange... et qui reviennent au pays, pour la saison des pluies, ou quand le père est devenu trop vieux, ou quand soi-même, sans pension de retraite, on n'a plus les moyens physiques de travailler et qu'il faut revenir passer le reste de sa vie auprès de sa famille laissée au pays. D'un côté, un Népal pauvre, montagneux, qui sort de plusieurs années de guerre civile – sans parler des tremblements de terre. De l'autre, un pays émergent comme l'Inde, aux grandes métropoles riches de rêves. Croit-on que les Népalais se ruent en masse vers l'Inde pour s'y établir définitivement ? Point du tout. Pas plus que les Grecs, pourtant dans l'espace Schengen, ne se sont rués vers l'Europe du Nord malgré la terrible crise qui les frappe. Les mobilités ne se font pas selon le principe des vases communicants. Quand on le peut, on part souvent pour revenir. Ou bien l'on part pour que le reste de la famille puisse rester. Notre savant personnel politique pourrait peut-être lire un peu plus de ces recherches en géographie, sociologie, anthropologie, économie, qui toutes démontent des clichés trop ancrés dans l'opinion. Ouvrons les frontières, de la France comme du monde. Et suivons l'exemple de l'Inde pour sa frontière avec le Népal, non pour ses politiques en matière de bidonvilles. ●

*Frédéric Landy est géographe.

Il est professeur à l'université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense.

D'Alembert rend hommage à Jean-Pierre Kahane

— TÉMOIGNAGES DE **FABRICE FERLIN, GUILLAUME JOUVE ET IRÈNE PASSERON*** —



Le 16 novembre 2017 sera le jour du tricentenaire de la naissance de D'Alembert. Jean-Pierre Kahane aurait eu à cœur de participer aux cérémonies, colloques, expositions et publications qui marquent cet anniversaire. À 90 ans, il était en effet le président du comité D'Alembert de l'Académie des sciences. Il menait les réunions avec l'enthousiasme d'un jeune homme. J'ai demandé leurs témoignages à trois des principaux acteurs (bien plus jeunes !) de ces travaux historiques et scientifiques, qui ont découvert tardivement Jean-Pierre Kahane... vers ses 80 ans.

Pierre Crépel : Quelques explications pour rendre intelligibles les propos qui suivent. Depuis une vingtaine d'années s'est mis en place un projet d'édition des *Œuvres complètes* de D'Alembert (1717-1783) : mémoires scientifiques, philosophiques, littéraires, historiques, correspondances, vie académique, contributions à l'*Encyclopédie*. Soit une cinquantaine de gros volumes chez CNRS-Éditions, dont sept sont sortis et de nombreux autres avancent d'un bon pas, plus une édition numérique exigeante de l'*Encyclopédie* tout entière (nommée ENCCRE), mise en ligne publiquement le 19 octobre. À cette occasion est sorti un petit livre sur ce grand ouvrage, *Oser l'Encyclopédie. Un combat des Lumières* (EDP Sciences) et a été inaugurée une exposition à la bibliothèque Mazarine. Au départ, le projet, auquel travaillent plusieurs dizaines de chercheurs de laboratoires divers, a été soutenu et porté par le CNRS, notamment grâce à Catherine Bréchnignac, alors directrice de cet organisme (et aujourd'hui secrétaire perpétuelle de l'Académie des sciences).

La politique nationale de recherche ayant changé et ne finançant quasiment plus que des projets à court terme, avec la trop fameuse ANR (Agence nationale de la recherche), le CNRS n'a plus subventionné l'initiative que ponctuellement, au coup par coup. L'Académie des sciences a eu l'intelligence de prendre le relais de cette entreprise de longue haleine et a créé en 2013 un comité qui aide, promeut et subventionne les activités du groupe de recherche. Jean-Pierre Kahane en était le président.

Comment s'est passée votre première rencontre ?

Guillaume Jouve : C'était au congrès de la Société française d'histoire des sciences et techniques, en mai 2004 à Poitiers, alors que j'étais jeune doctorant. Nous n'avions pas réellement eu l'opportunité de discuter mais j'avais pu constater son ouverture d'esprit, sa façon toujours constructive d'aborder n'importe quel problème, même nouveau pour lui. Notre premier échange a eu lieu à l'occasion de ma soutenance de thèse en juillet 2007.

Jean-Pierre Kahane était membre du jury et mes recherches portaient sur un des aspects de l'œuvre de D'Alembert auquel il réfléchissait tout particulièrement, à savoir les équations des cordes vibrantes, c'est-à-dire des phénomènes ondulatoires, et leurs liens avec l'étude des fonctions (par exemple les développements en série, les harmoniques, etc.). Je me souviens de son esprit aiguisé et exigeant, souvent critique (pour aller au-delà, non pour « critiquer »), de sa capacité à maîtriser plusieurs siècles d'évolution des connaissances scientifiques jusqu'à nos jours. Cela m'a permis d'améliorer grandement les notes des mémoires du tome I des *Opuscles mathématiques* de D'Alembert, dont j'étais l'un des responsables. Parmi ses recommandations, ce jour-là, je me souviens aussi qu'il était soucieux de la diffusion des travaux d'histoire des sciences. Il souhaitait que les universitaires dans ce domaine produisent des publications s'adressant à un plus large public de professeurs de mathématiques, d'érudits...

Fabrice Ferlin : Je l'ai vu pour la première fois à la thèse de Guillaume, mais nous ne nous sommes pas parlé, je préparais ma thèse sur D'Alembert et l'optique et j'étais surtout à l'écoute. On peut résumer ainsi mon sujet. Les lunettes astronomiques, qui sont des combinaisons de lentilles, donnent des images irisées, déformées ou troublées, surtout lorsqu'on s'éloigne de l'axe optique ; est-il ou non possible, en associant diverses lentilles (au lieu d'une seule) pour former l'objectif de la lunette de compenser ces

superficiels, le relativisme et encore moins le baratin. Un jour, début 2012, il me téléphone et me tient à peu près ce langage : « Je viens de lire avec admiration l'édition du tome III des *Opuscles* sur les lunettes achromatiques. Je suppose que tu connais bien ce Fabrice Ferlin, il va au fond des choses, vérifie tout dans les moindres détails, sait en faire ressortir l'essentiel, c'est un travail phénoménal. L'Académie des sciences vient de lancer un grand prix Charpak qui récompense un an sur

en savoir plus, rappelle-moi. » Malgré les *curriculum vitae* impressionnants des autres candidats potentiels, la décision avait été prise à la quasi-unanimité et sans conflits. C'était tout lui, il avait réglé les détails « intordables », notamment sur l'âge, et cela pour un inconnu.

Fabrice Ferlin : Jean-Pierre Kahane a voulu me téléphoner pour m'annoncer le résultat des délibérations, ce devait être fin février 2012 (c'est fin juin que j'ai été averti officiellement par courrier). En fait, c'est ma mère qui était là. Jean-Pierre Kahane a fait beaucoup de compliments, si bien que, pour couper court, elle a fini par lui dire qu'elle n'y était pour rien. À quoi il a rétorqué : « Les parents y sont toujours un peu pour quelque chose ! » La séance de remise des prix a eu lieu sous la Coupole le 27 novembre, je ne suis pas du tout habitué à ce genre de solennité, j'ai regardé cela avec curiosité, c'était amusant de voir les gardes républicains se mettre au garde-à-vous devant moi, alors que j'étais en jeans et non en habit de cérémonie, avec un gros sac, comme tous les jours. Jean-Pierre Kahane était présent, mais c'étaient le président et les secrétaires de l'Académie qui officiaient et donnaient les médailles après avoir parlé une minute ou deux sur les travaux des différents récipiendaires (car il y a de nombreux prix).

Irène Passeron : Impossible de me souvenir de ma première rencontre, c'est comme si je l'avais toujours connu, comme s'il avait toujours été là, disponible, bouillonnant d'idées et en même temps extrêmement organisé. D'une fois à l'autre, aux réunions du Comité D'Alembert (depuis 2013), il n'oubliait rien et savait à merveille trier l'essentiel du fortuit.

Quel regard avez-vous vu Jean-Pierre Kahane porter sur D'Alembert et pourquoi ?

Guillaume Jouve : Jean-Pierre Kahane s'intéressait particulièrement aux tomes I (1761) et IV (1768) des *Opuscles* ▶▶

« Ce n'était pas un homme de querelles, bien au contraire, mais il n'aimait pas les écrits superficiels, le relativisme et encore moins le baratin. »

distorsions et d'obtenir des images nettes et, si oui, comment ? Au XVIII^e siècle, après les écrits (erronnés) de Newton à cet égard, le débat a fait rage entre Euler, Dollond, Clairaut, D'Alembert... Ce sont ces deux derniers qui avaient raison : la réponse est oui, mais les calculs sont périlleux et mettent en jeu aussi des questions de fond sur les liens entre théories et expériences. Mon travail devait déboucher sur l'édition critique et commentée du tome III des *Opuscles mathématiques* (qui a paru en novembre 2011, ouvrage original en 1764). C'est vraiment en 2012 que j'ai fait sa connaissance dans le cadre du prix Georges Charpak de l'Académie des sciences.

Pierre Crépel : Je me permets une incise. Comme Jean-Pierre Kahane s'intéressait de près à D'Alembert et soutenait moralement l'édition, nous avons pris l'habitude de lui envoyer les volumes au fur et à mesure de leur parution. Il fut admiratif devant la masse de travail que constituait le volume d'optique. Ce n'était pas un homme de querelles, bien au contraire, mais il n'aimait pas les écrits

trois des chercheurs de moins de 35 ans en physique fondamentale, l'année suivante en histoire des sciences, l'année d'après pour des initiatives du type « La main à la pâte » ; on ne se porte pas candidat, c'est un comité de l'académie qui propose. Cette année, c'est l'histoire des sciences, je compterais proposer Fabrice Ferlin, sais-tu quel âge il a ? « J'approuvais son jugement, mais lui fis remarquer que l'auteur avait largement dépassé 35 ans, qu'il était agent administratif à mi-temps à Saint-Étienne, chercheur bénévole, qu'il avait arrêté ses études dix ans auparavant avec des résultats assez médiocres, qu'il n'avait aucun goût pour les prix et les mondanités, etc. Jean-Pierre Kahane me répondit que rien de cela ne le gênait : « Il est vrai que d'autres candidats ont été suggérés, qui sont plus jeunes, qui ont suivi la voie royale (ENS, etc.), je ne te cache pas qu'il y a peu de chances. Mais envoie-moi quelques arguments. » Un soir, je rentre chez moi, le répondeur clignotait : « Allô. C'est Jean-Pierre Kahane, c'était pour te dire que ça valait le coup de tenter l'impossible. Si tu veux

► *mathématiques* de D'Alembert et, plus spécifiquement, aux mémoires assez tardifs se trouvant dans ces ouvrages. Il estimait, à mon avis à raison, que ces contributions à l'Analyse avaient été sous-estimées par les historiens qui avaient fait la part belle à Euler. Réévaluer l'approche de D'Alembert et montrer sa finesse et son bien-fondé étaient justement des objectifs de ma thèse.

Irène Passeron : Une nouvelle édition de la correspondance entre D'Alembert et Joseph-Louis Lagrange (1736-1813) était un travail qui lui tenait à cœur. Que cela soit fait dans un cadre tout neuf, celui des humanités numériques, l'avait tout de suite séduit : mais c'était sans doute le cas pour toute idée qui permettait de mettre la culture et le savoir à portée du plus grand nombre. Il était un vrai soutien pour ENCCRE. Je ne sais pas comment il travaillait avec Catherine Bréchnignac, mais c'était simple et efficace. Tandem de choc...

sibles des textes historiques originaux commentés. Dans ses interventions, on voyait également poindre l'idée qu'un processus de réévaluation permanente des travaux de savants du passé à la lumière des connaissances modernes était nécessaire. Bien qu'il ne fût pas de la génération née avec les ordinateurs et Internet, il était passionné par l'édition électronique d'une partie des œuvres de D'Alembert.

Avez-vous quelque chose à ajouter ?

Guillaume Jouve : Je pense à notre dernière discussion, le 31 mai à l'Académie. Jean-Pierre Kahane avait évoqué la nécessité d'une nouvelle édition des œuvres de Joseph Fourier (1768-1830). Les éditions de ce savant sont partielles et datent de plus d'un siècle. Il considérait qu'un regard moderne pourrait mettre en valeur certains aspects ignorés ou méconnus des recherches de Fourier, ce qu'il développait d'ailleurs dans bon nombre de ses conférences.

nouveau. Et il était très respectueux de la personnalité de chacun. Je ne l'ai pas vu souvent, mais chaque fois, j'ai eu l'impression d'apprendre beaucoup, y compris... sur l'intérêt collectif d'une entreprise comme une édition d'œuvres complètes. En fait, il suffit souvent de se demander quelle question il aurait posé pour avancer encore un peu, mieux comprendre ce qui constitue nos constructions intellectuelles, leurs points aveugles et leurs cheminements dont l'imprévisibilité est parfois un peu prévisible. Oui, penser à sa présence qui était si forte parce que si bienveillante. Mais ne pas s'arrêter à sa personnalité, passionnante et qu'il savait aussi si bien mettre en retrait pour ne parler que des projets à développer. Comme le disait Condorcet de D'Alembert : « Les véritables aïeux d'un homme de génie sont les maîtres qui l'ont précédé dans la carrière. »

Ah ! un détail amusant : il voulait absolument que l'on prenne contact avec la Maison des Lumières-Denis Diderot à Langres, qu'il avait visitée au cours d'une de ses pérégrinations cette année et il fut très content d'apprendre que c'était déjà fait. On ne pouvait pas rêver mieux : avec Marie Leca, présidente de la Société Diderot, on revenait de Langres où l'on avait organisé une visite très riche de la Maison des Lumières avec son conservateur. Jean-Pierre Kahane était présent partout, on lui rendra un hommage au début du colloque D'Alembert le 14 novembre à l'Académie des sciences. ●

***Fabrice Ferlin** est historien des mathématiques. Lauréat du prix Georges-Charpak de l'Académie des sciences (2012), il est docteur de l'université Lyon-1.

Guillaume Jouve est historien des mathématiques. Il est maître de conférences en histoire des mathématiques à l'ESPE Lille - Nord de France.

Irène Passeron est historienne des sciences. Elle est chargée de recherches au CNRS, coordinatrice de l'édition des *Œuvres complètes* de D'Alembert.

Propos recueillis par **Pierre Crépel**

« Il n'oubliait rien et savait à merveille trier l'essentiel du fortuit. »

Quel a été son rôle dans le cadre de l'édition des Œuvres complètes ?

Irène Passeron : Le moteur caché ! Complice, avec Catherine Bréchnignac, pour porter ce projet un peu fou, où personne ne compte le temps passé et à venir à compulsiver manuscrits, constructions mathématiques, hypothèses historiques, à décrypter comment la pensée des Lumières s'est forgée.

Guillaume Jouve : D'abord, il a beaucoup œuvré à l'intérieur même de l'Académie des sciences pour soutenir le projet et aider concrètement à sa réalisation. Il était sensible à l'idée de rendre acces-

Fabrice Ferlin : C'était une constante chez lui, de mettre en valeur et de (re)publier de façon minutieuse et pédagogique les mémoires originaux de savants sous-estimés ou méconnus. Il est intervenu de manière analogue en faveur des œuvres d'Alexis Clairaut (1713-1765), l'un des ennemis intimes de D'Alembert ; il avait insisté à ce propos auprès de moi en 2013, au moment du tricentenaire de ce remarquable mathématicien.

Irène Passeron : Un homme bon, à la bonne place, toujours, parce qu'il me semble qu'il était toujours prêt à envisager les problèmes sous un jour



En partenariat avec les Éditions sociales, la fondation Gabriel-Péri a lancé un site internet : <http://silogora.org/>. *Silo* est un projet participatif dédié aux pensées critiques, à l'actualité du débat et au mouvement des idées. Il veut contribuer à organiser et à faire connaître l'immense patrimoine intellectuel dont l'humanité s'est doté et continue de se doter pour penser l'ordre existant et sa transformation progressiste. Nous publions ici un extrait d'un article paru dans le dernier numéro.

Réformer le code de quel « travail » ?

À rebours des réformes antisociales et conservatrices qui se succèdent, un code du travail révolutionnaire impliquerait de questionner nos catégories de pensées, héritées du XX^e siècle, et ce que nous entendons par « travail ».

Réfléchir collectivement à combiner autrement les valeurs économiques, intrinsèques (enjeux existentiels) et d'utilité de l'activité est un moyen d'envisager d'autres configurations sociales progressistes.

— PAR **MARIE-ANNE DUJARIER*** —

[...] DE LA NÉCESSITÉ DE RÉGULER

Au risque de revenir sur des évidences, rappelons, avec les spécialistes de la question, que le travail a deux faces. Celui qui l'emploie le voit d'abord comme un ratio, entre son coût et ce qu'il rapporte. Que l'on soit employeur de multinationale ou jeunes parents en quête de nourrice, le raisonnement est tendu par cette logique : trouver le travailleur qui présente le meilleur ratio coût/performance. C'est la face « abstraite » du travail, celle qui le saisit au moyen de chiffres, aujourd'hui pléthoriques dans la gestion : « masse salariale », « productivité », « rendement », « absentéisme », etc. Sa valeur économique (VE) en somme. Pour le salarié, cette dimension économique concerne la rémunération de son travail, vitale pour lui. Mais ce *même* travail est aussi, pour celui qui le fait, une expé-

rience très concrète, qui implique un engagement et une mise à l'épreuve du corps, des pensées, de l'imaginaire, des émotions, des relations, de la sexualité... Ce travail concret fait le réel du travailleur. Il y trouve – ou non – les moyens de fabriquer un sens à son action dans l'emploi et même au-delà, d'y construire son identité et sa santé. Le travail concret comporte des enjeux existentiels. L'activité, qu'elle soit dénommée « travail » ou non, a une valeur intrinsèque (VI) au point où l'on peut travailler pour des raisons non économiques.

Le travail abstrait et le travail concret sont les deux faces d'une même pièce, dans les deux sens du terme : théâtrale et fiduciaire. Elles ne coïncident que rarement, puisque l'employeur cherche à baisser indéfiniment le prix du travail, pendant que le travailleur espère y trouver des moyens pour (y) vivre. La ►►

► tension entre les deux est un rapport de force variable selon les époques et largement indexé sur le taux de chômage. Il est radicalement asymétrique. Le code du travail s'est construit dans des luttes sociales incessantes, afin de protéger le travail concret de la gourmandise insatiable du travail abstrait.

Ces rapides rappels donnent à voir que le code du travail est une institution historique, contingente et fragile, dont l'existence et la substance dépendent du rapport de force entre salariés et employeurs (et leurs représentants), mais aussi de celui qui se joue avec les chômeurs, les États et les organismes internationaux (notamment l'UE, mais aussi l'OMC, l'OCDE, la Banque mondiale...).

Le code du travail a permis, depuis son apparition, pas à pas, lutte contre lutte, de mieux protéger les salariés en France.

DES RAISONS DE CHANGER LE CODE DU TRAVAIL

Aujourd'hui, le code du travail est critiqué au nom de deux arguments principaux. Premièrement, son volume et sa complexité le rendent impraticable pour les non-spécialistes, c'est-à-dire, généralement, pour les employeurs de PME et les employés. Cette situation est injuste en ce qu'elle favorise ceux qui peuvent payer des experts du droit et de son contournement. Il favorise les puissants contre les faibles, donc.

Deuxièmement, depuis les années 1980 et jusqu'aux projets législatifs actuels, ce code est attaqué au nom de la nécessaire « flexibilité » que les employeurs appellent de leurs vœux : flexibilité d'embaucher et de débaucher à loisir, d'imposer et de modifier des horaires et des durées du travail, d'exiger des mobilités géographiques et professionnelles, etc. Cette flexibilité, si elle n'est pas compensée par des sécurités nouvelles pour les travailleurs, joue objectivement contre leurs conditions d'emploi et d'activité concrète. Les défenseurs de cette flexibilisation arguent qu'elle pourrait faire baisser le chômage. Pourtant, de nombreuses études internationales de tous bords politiques démontrent qu'il n'y a pas de lien évident, et même que la flexibilité accroîtrait le chômage. En réalité, le code du travail ne crée ni ne détruit des emplois puisque les principaux déterminants du chômage sont ailleurs et résultent de combinaisons de paramètres multiples. [...]

PENSER AUTREMENT ?

Notre société est fondée sur le « travail » en tant que valeur morale ainsi que sur le salariat comme statut social et comme opérateur de distribution des richesses. 70 % des revenus des citoyens sont issus de leurs revenus du travail (le salariat et le fonctionariat à 88 %) et 30 %, donc, par redistribution sociale. Mais le chômage de masse (20 % aujourd'hui si l'on prend en compte toutes les catégories) croît depuis quarante ans, en même temps que le nombre de « travailleurs pauvres » (8 %). Le salariat est devenu, en France, le principal vecteur d'inté-

gration sociale : il donne des revenus, une identité, une place et des sécurités sociales. Aussi, en excluant une personne sur cinq, devient-il aussi, en creux, le principal levier de marginalisation et fait vaciller la légitimité de cette centralité institutionnelle. L'agitation politique depuis un tiers de siècle est manifestement impuissante à résoudre le problème en restant dans ce cadre-là.

Un code du travail « révolutionnaire » – pour reprendre le terme du candidat devenu président de la République – serait sans doute celui qui questionnerait ce cadre comme les catégories de pensée héritées du XX^e siècle, au premier rang desquelles celle de « travail ». Tout se passe en effet comme si tout le monde s'entendait sur ce que signifie ce mot. Pourtant, des expressions telles que « je cherche du travail », « l'argent travaille » ou « les fonctionnaires ne travaillent pas » soulignent la confusion entre l'activité concrète, les jugements d'utilité sociale du résultat et le statut d'emploi.

« Le code du travail ne crée ni ne détruit des emplois puisque les principaux déterminants du chômage sont ailleurs et résultent de combinaisons de paramètres multiples. »

Dire que *faire* quelque chose est un travail est en réalité purement conventionnel. Ce que nous appelons « travail » est en effet historique : si de tout temps les hommes, mais aussi les animaux et les machines, produisent, la désignation d'une action humaine comme étant « du travail » au sens institutionnel (rattachement au fameux code de travail, comptage dans le PIB, objet de politiques publiques, reconnaissance sociale et statutaire...) est récente et socialement construite. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que le mot se désencastre du reste de l'existence, à la fois dans les faits (lieux et temps « de travail » séparés, notamment) et dans les catégories de pensée.

Le périmètre du travail est donc contingent et sans cesse négocié, comme le rappellent les féministes matérialistes notamment. Est-ce que faire les courses, les repas, le ménage est du « travail » ? Est-ce que prendre soin d'un enfant ou d'une personne dépendante l'est ? Les nouvelles formes d'activités dites « collaboratives » sur Internet posent également la question : est-ce que produire bénévolement des textes, des *likes*, des photos ou des vidéos pour des entreprises à but lucratif

sur le Web 2.0 ne ressemble pas aussi à du « travail » (Marie-Anne Dujarier, *Le Travail du consommateur*, La Découverte, 2008) comme en font l'hypothèse les théoriciens du *Digital Labor* (Dominique Cardon, Antonio Casilli, dir. *Qu'est-ce que le Digital Labor ?*, INA Éditions, 2015).

Combien de temps encore pouvons-nous penser avec les mots du XX^e siècle ? Imaginons que nous arrivions à dissocier les termes « activité » et « emploi », et même à penser la répartition de la richesse autrement qu'à partir du second, en questionnant le terme même de « travail » tel qu'il est entendu, de manière si polysémique, aujourd'hui.

Imaginons que le code du travail concerne le travail hors salariat : non seulement le travail domestique et collaboratif, mais aussi tout ce qui contribue à produire des valeurs sociales d'usage positives (VU) : des biens et services utiles, du lien social, du *care* (soin à autrui), de l'entraide, de l'innovation, de la beauté, du savoir, de la formation, de la sécurité, de la durabilité écologique, de l'intelligence politique...

Une réflexion collective sur le code du travail, qui questionnerait ainsi la catégorie de pensée « travail » en associant autrement les valeurs économiques (VE), intrinsèques (VI) et d'usage

social (VU), serait réellement « révolutionnaire ». Elle permettrait d'envisager d'autres configurations sociales, dont certaines sont déjà évoquées : des parcours de vie économiquement sécurisés permettant l'alternance des types d'activités (production, formation, éducation des enfants, *care*...); revenu dissocié de l'emploi, voire revenu universel ; financement du

« Repenser la catégorie de pensée « travail », jusque dans un « code », est une affaire de société qui ouvre sur des choix fondamentaux, sur ce que serait le vivre ensemble à venir. »

travail parental ou de celui de la formation initiale et continue ; reconnaissance comme du « travail » des activités utiles (entretien domestique, éducation, *care*, recherche d'emploi, contribution à la vie politique, formation, autoproduction, mendicité, consommation, soins de santé...) et jusqu'à ce que font les animaux et les robots productifs... La palette des possibles s'avère large, dès lors que l'on s'autorise à repenser les agencements possibles des valeurs économiques, intrinsèques et d'usage. Repenser ainsi la catégorie de pensée « travail », jusque dans un « code », est une affaire de société qui ouvre sur des choix fondamentaux, sur ce que serait le vivre ensemble à venir. ●

*Marie-Anne Dujarier est sociologue. Elle est professeure de sociologie du travail à l'université Paris 7- Denis Diderot.



Le management désincarné, La découverte

Comprendre pour mieux agir, gagner en pertinence, appréhender les idées dans leur mouvement tel est l'objectif du collectif national « Idées ». Les notes produites ne définissent pas en soi l'orientation du PCF, cela est du ressort des communistes eux-mêmes et de leur direction, elles sont une contribution au débat. Elles avancent des pistes de réflexion. Des auditions viendront compléter ces notes travaillées par le collectif « Idées ».

Le commun : une approche politique prometteuse ?

La démarche du commun est une approche de grande portée. Elle est de nature à renouveler notre stratégie politique tout en lui donnant un champ plus vaste.

— PAR ALAIN OBADIA* —

Depuis plusieurs années, le thème des communs est monté en puissance dans le débat d'idées et dans le champ politique. Dans la dernière période, les articles, les conférences et les colloques se multiplient sur le sujet illustrant ainsi son effet grandissant. N'oublions pas que la notion de « communs » remonte très loin dans l'histoire des sociétés humaines (cf. les *Commons* dans les campagnes de l'Angleterre féo-

Dans la période contemporaine, elle a été remplacée dans l'actualité par l'attribution en 2009 du prix Nobel d'économie à l'économiste et politologue américaine Elinor Ostrom pour ses travaux sur les modes de gestion de ressources communes par des communautés réelles à travers le monde. Puis d'autres ouvrages importants ont été publiés. On peut citer notamment ceux d'Antonio Negri et Michael Hardt, *Commonwealt*, de Pierre Dardot et Chris-

tions historiques antérieures bien éloignées des enjeux de la période que nous vivons.

En effet, l'ancrage de cette thématique provient surtout des multiples mobilisations et pratiques alternatives qui s'en revendiquent dans de nombreux domaines et partout dans le monde. Elle ne se limite donc pas à une simple création conceptuelle. Elle correspond à une aspiration et à une vision du vivre ensemble qui travaille en profondeur la société. C'est en cela qu'elle constitue une approche politique.

« Le travail dont la composante intellectuelle devient prédominante ne peut désormais être que collaboratif si nous voulons qu'il exprime toutes ses potentialités. »

LES COMMUNS COMME APPROCHE POLITIQUE

Ces aspirations, ces mobilisations, cette vision renouvelée du vivre ensemble correspondent au caractère de plus en plus prégnant d'enjeux majeurs pour notre avenir. Elles témoignent d'abord d'une lourde contradiction. Le capitalisme se révèle de plus en plus incapable d'apporter des réponses pertinentes en termes de progrès humain durable aux défis essentiels posés aujourd'hui à l'humanité. Aucun d'entre eux ne peut trouver de solution dans la concurrence pour la captation du profit érigée en principe cardinal. Et pourtant, faute d'alternative considérée comme crédible, ce même

dale ou encore le droit de « vaine pâture » pour les paysans non propriétaires dans la société médiévale en France). Rappelons qu'elle a quasiment disparu pendant une longue durée, victime de la dynamique de développement capitaliste (cf. le mouvement des « enclosures » dans l'Angleterre de la fin du XVI^e siècle et du début du XVII^e siècle).

tian Laval *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle* (La Découverte, 2014) ou encore l'ouvrage collectif dirigé par Benjamin Coriat, *Le Retour des communs : la crise de l'idéologie propriétaire* (Les liens qui libèrent, 2015). Il est bien clair que la réémergence de ce sujet dans les conditions d'aujourd'hui ne peut s'assimiler à la revendication d'un retour à des situa-

capitalisme semble aujourd'hui plus fort qu'il ne l'a jamais été. Qui plus est, il conduit des offensives visant à ancrer encore plus profondément sa domination. On peut mentionner par exemple les attaques systématisées contre les droits démocratiques (au nom de l'idéologie « post-démocratique »), l'utilisation des peurs et des idéologies nationalistes racistes et xénophobes nourries par la crise elle-même et renforcées par les menées terroristes du djihadisme, ou encore le développement des impasses populistes.

La recherche d'alternatives, et même la recherche de sens sont donc cruciales. Face au verrouillage de la situation, elles s'appuient sur des réalités nouvelles particulièrement sensibles auxquelles le système en crise profonde ne peut apporter de réponses satisfaisantes.

DES RÉALITÉS NOUVELLES PARTICULIÈREMENT PRÉGNANTES

Avec le niveau contemporain de productivité du travail – dont la progression est constitutive de l'histoire humaine – jamais n'ont existé autant de moyens d'agir sur le milieu de vie des êtres humains et sur les êtres humains eux-mêmes. Mais cette action peut engendrer le meilleur comme le pire. Pour affronter cette situation sans précédent, l'humanité a besoin de se libérer de la séparation des rôles entre la minorité qui décide à son profit et la majorité astreinte à obéir à ses directives ; séparation aussi ancienne que l'exploitation de l'homme par l'homme et que l'émergence des rapports de classe faisant corps avec cette exploitation.

Sans prétendre à l'exhaustivité, notons les liens de cette réalité fondamentale avec les transformations profondes que connaît le travail dont la composante intellectuelle devient prédominante et qui ne peut désormais être que collaboratif si nous voulons qu'il exprime toutes ses potentialités. Notons également que les technologies numériques démultiplient les besoins et les possibilités de partages. Les communs numériques constituent une réalité structurante de notre époque. Ils appellent de nouveaux

modes de gestion coopératifs et participatifs. Plus largement encore, même si l'idéologie du capitalisme libéral persiste à magnifier le paradigme de la concurrence comme à cultiver l'individualisme et le chacun pour soi, la vie réelle démontre chaque jour l'inanité de cette approche. Les défis écologiques impliquent des réponses communes. La transformation en profondeur des modèles de consommation et de production oblige à réfuter les logiques de moins-disant social et environnemental ou encore l'illusion qu'on peut tirer son épingle du jeu seul contre tous. Malgré la ségrégation urbaine, les villes sont de plus en plus productrices de communs.

Dans ces différents domaines, des pratiques nouvelles voient le jour. Dans la sphère de l'écologie ou dans celle de l'économie sociale et solidaire, notamment, elles permettent d'apporter des réponses concrètes, effectives, « à portée d'action ». Plus largement, de multiples luttes ou mobilisations relèvent de la même volonté et de la même logique.

DROIT D'USAGE PARTAGÉ ET DROIT DE PROPRIÉTÉ

Dans le monde en devenir, de plus en plus de biens, de services ou plus globalement d'activités humaines voient leur utilité et leurs bienfaits entravés, voire saccagés, s'ils subissent les règles de l'appropriation. Leurs potentialités de développement émancipateur ne peuvent s'exprimer que si le droit à leur usage partagé est pleinement reconnu. Cette remarque porte loin. Elle signifie que des biens, des services ou des activités sont déclarés comme n'appartenant à personne, comme étant « inappropriables ». Cela ne signifie pas qu'ils sont en déshérence. Cela signifie en revanche qu'ils sont gérés (ou « gouvernés ») de telle manière que leur usage (l'*usus* du droit romain) est partagé selon des règles définies en commun mais que personne ne détient l'*abusus*, c'est-à-dire le droit de vendre ou de donner, de démanteler ou de détruire. Ces derniers éléments sont des caractéristiques essentielles du droit de propriété qui est ainsi remis radi-

calement en cause. La gestion des communs obéit ainsi à une logique alternative : celle du partage du droit d'usage et du maintien en bon état (voire du développement ou de l'amélioration) pour les générations futures.

DES CONCEPTIONS DIFFÉRENTES ET DES DÉBATS DE FOND

On commettrait néanmoins un contre-sens si on perdait de vue que la thématique des communs (ou du commun, nous reviendrons sur cette distinction) est l'objet de nombreux débats de fond, voire de polémiques, qui sont le reflet de la diversité politique des conceptions existantes. Il est évidemment impossible, dans le cadre de cette note, de se fixer une ambition exhaustive dans l'exposé de ces débats. Plus modestement, on peut illustrer leur nature par quelques exemples.

SE LIMITER

AUX « BIENS COMMUNS » ?

Certaines approches très présentes – et depuis longtemps – dans le mouvement altermondialiste centrent la bataille sur la question des biens communs et notamment sur celle des « biens communs de l'humanité ». Elles soulignent à juste titre le caractère vital d'empêcher l'appropriation privée et l'exploitation à des fins de profit de biens essentiels pour le devenir de la planète et des êtres humains. L'eau, l'oxygène, le climat, les semences mais aussi la libre diffusion de l'information, des connaissances et du savoir sont le plus souvent cités dans la liste de ces biens communs. Plus largement, cette approche sous-tend des batailles de grande portée, comme l'opposition au brevetage du vivant, la lutte contre l'appropriation de ressources naturelles ou encore la protection de zones fragiles. La déforestation de l'Amazonie ou de territoires entiers de l'Indonésie, les menaces considérables que font peser les majors de l'industrie pétrolière sur l'océan Arctique démontrent l'actualité et l'urgence de ces questions. Toutes ces batailles sont évidemment celles des communistes. Nous avons démontré ►►

► notre détermination à ce propos l'année dernière dans la préparation de la COP 21 dans la perspective de l'accord de Paris. En même temps, cela ne doit pas empêcher de considérer que, même s'il faut tenir ce front, les ambitions de la démarche du commun doivent aller plus loin. D'une part parce qu'elle doit concerner toutes les échelles territoriales, d'autre part parce qu'elle ne se limite pas à une liste fixée *a priori* – aussi emblématique soit-elle –, enfin parce qu'elle ne part pas d'abord des biens ou services concernés mais d'un rapport social. Comme l'indiquent P. Dardot et C. Laval, la démarche est d'abord liée « à l'activité des hommes eux-mêmes : seule une pratique de mise en commun peut décider de ce qui est "commun", réserver certaines choses à l'usage commun, produire les règles capables d'obliger les hommes ».

Sur le second point, la définition d'une liste arrêtée « d'en haut » précisant ce qui fait ou ne fait pas partie des biens communs peut devenir un frein à l'essor des luttes et du développement de cette thématique. Cette remarque est d'autant plus fondée que des débats de ce type existent d'ores et déjà. Pour les uns, nous venons de le voir, seuls les biens vitaux doivent être concernés. Pour d'autres, les communs ne peuvent être que les biens « naturels » mais *quid* alors des communs numériques ? Pour d'autres encore, ce qui relève de la propriété publique ne fait pas partie des communs, au prétexte que c'est l'État ou une institution publique qui en est propriétaire (cf. Negri et Hardt). Pour certains enfin, seuls des biens par nature inappropriables relèvent de la démarche. (Ici ce n'est pas le caractère inappropriable qui fait débat

« La gestion des communs obéit ainsi à une logique alternative : celle du partage du droit d'usage et du maintien en bon état (voire du développement ou de l'amélioration) pour les générations futures. »

Sur le premier point, faire du commun un principe politique c'est aussi raisonner à l'échelle de la proximité. Même s'il est évident que les biens communs de l'humanité nous concernent tous au quotidien et que les batailles se mènent dès le niveau local, il est clair que leur aboutissement se situe à l'échelle internationale ou au moins à celle de régions du monde. Les batailles de proximité évoquées ici sont celles qui peuvent avoir un aboutissement local à « portée de lutte » pour reprendre une image déjà évoquée. C'est le cas par exemple de la création de coopératives ou de tiers lieux, c'est le cas de la prise en charge associative de problèmes qui préoccupent une population, c'est le cas aussi de la gestion sous des formes collectives d'espaces d'intérêt commun, etc.

mais celui de la définition du « par nature ». Précisément, si nous prenons au sérieux la démarche, ne devons-nous pas considérer que c'est en commun que les personnes ou populations concernées doivent déterminer ce sur quoi elles entendent agir et ce qui doit relever de la prise en charge commune ?

EXCLURE LES SERVICES PUBLICS DE LA DÉMARCHE ?

La question des services publics illustre parfaitement ce propos. Pour un certain nombre d'auteurs, les services publics doivent être exclus du périmètre car ils sont dans le champ de l'étatique ou de l'institutionnel considérés comme étranger « par nature » à la démarche. Or l'activité des services publics concerne pour l'es-



Retrouvez aussi le dossier de *La Revue du projet* consacré aux communs sur : <http://projet.pcf.fr/92335>

sentiel des domaines dans lesquels l'égal accès des populations doit être garanti et qui doivent être gérés, avant tout, avec l'objectif de répondre aux besoins. Devons-nous alors rester enfermés dans les conceptions étatiques et technocratiques qui président aujourd'hui à leur gestion (conceptions qui favorisent d'ailleurs l'idée que leur prise en main par le privé ne change pas grand-chose) ? Ne devons-nous pas au contraire avoir une approche des services publics comme des communs à gérer démocratiquement (rôle des usagers, des personnels et des élus à tous les niveaux) et à désétatiser ?

Chacun perçoit la portée de ce débat. Il implique d'abord beaucoup de créativité. Peut-être doit-il conduire à imaginer un nouveau type d'entreprises ou d'institutions gestionnaires de ces services. Il impose, dans la gauche de gauche, un débat de fond sur la place de l'État dans le processus transformateur comme dans la société. En tout état de cause, il oblige à approfondir la notion de processus. En effet, nul ne peut envisager de passer en quelques mois du modèle actuel des services publics (incluant de plus en plus leur privatisation et leur gestion selon les normes du privé) à une conception novatrice fondée sur les communs. En revanche, développer des batailles de montée en pouvoirs des usagers, des personnels et des élus, contester les objectifs actuels de gestion, les indicateurs et les critères de décision pour y substituer d'autres, est une ligne stratégique concrète et rassembleuse porteuse de sens et de perspectives. Elle permet une construction « en processus » du commun dans le champ de services publics appelés à en être partie prenante. ●

... à suivre dans *Cause commune* de Janvier-février 2018

*Alain Obadia est président de la Fondation Gabriel-Péri.

Sentiment de déclassement

Une étude de l'INSEE, publiée cet été, analyse le sentiment de déclassement social, de régression qu'éprouveraient nombre de Français vis-à-vis de la génération précédente.

L'étude part de données de 2014-2015.

Ce « sentiment » toucherait un quart des 30-59 ans.

Si les personnes se comparent à leur père, les femmes ont davantage ce sentiment que les hommes (27 % contre 23 %). Celui-ci n'est que de 10 % quand la personne se compare à la mère, « illustrant les inégalités de genre très prononcées pour la génération des parents », commente le journaliste Paul de Coustin.

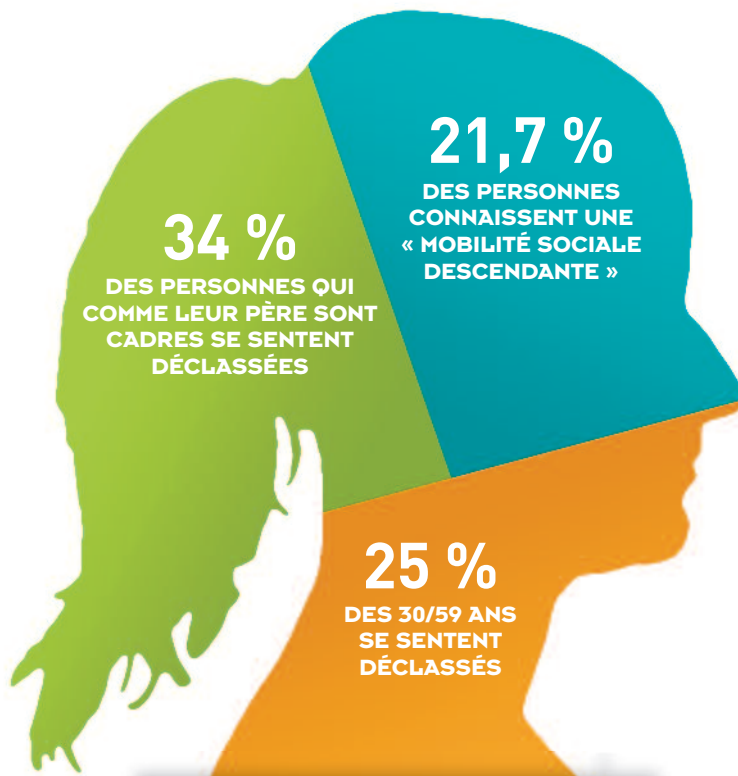
Ce sentiment de déclassement varie beaucoup selon les classes et les catégories sociales. Il est très élevé chez les employés et les ouvriers non qualifiés, les ouvriers agricoles (45 %), les caissiers (43 %), les serveurs (40 %).

Il est moins fort chez les employés et les ouvriers qualifiés : industrie (21 %), militaires/policiers/pompiers (17 %).

Un cadre sur cinq éprouve ce sentiment de déclassement. Il est très net chez les professionnels de l'information, des arts et des spectacles.

« Cette tendance est particulièrement marquée en haut de l'échelle sociale, explique l'institut. 34 % des personnes qui, comme leur père, sont cadres se sentent déclassés. » C'est nettement moins le cas chez des agriculteurs, dont les parents l'étaient aussi (16 %).

Pour le sociologue Louis Chauvel, auteur de *La Spirale du déclassement. Essai sur la société des illusions* (Seuil, 2016), parmi les critères du déclassement, le logement est l'un des principaux éléments. ●



Pas de miracle économique pour les auto-entrepreneurs

Quatre auto-entrepreneurs immatriculés en 2010 sur dix n'ont jamais exercé d'activité économique. Après cinq ans, moins d'un quart d'entre eux sont actifs, soit un taux de pérennité très inférieur aux entreprises individuelles classiques. Enfin, ceux qui ont maintenu une activité ont des chiffres d'affaires inférieurs aux entrepreneurs individuels classiques.

En 2010, l'année suivant la création des auto-entrepreneurs, 360 000 immatriculations ont été recensées : cela représentait alors plus de la moitié des créations d'entreprises de l'année, et quatre nouvelles entreprises individuelles sur cinq étaient

créées sous ce statut. En 2016, seulement 40 % des entreprises créées le sont sous statut d'auto-entrepreneur, et trois entreprises individuelles sur cinq, témoignant d'un attrait moindre pour ce dispositif. De fait, parmi les auto-entrepreneurs immatriculés au premier semestre 2010, 38 % n'ont jamais réellement exercé une activité économique. Et cinq ans plus tard, seuls 23 % d'entre eux sont toujours actifs

(voir le graphique), soit un taux de pérennité de 38 %, sensiblement inférieur à celui des entreprises classiques (60 %), et même à celui des entreprises individuelles (50 %). Cet écart est variable selon les secteurs : il est relativement faible pour

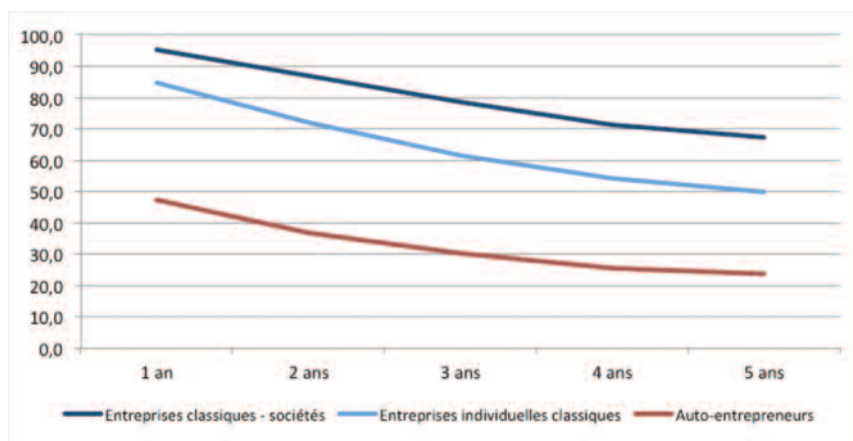
la construction et le commerce notamment, et le plus important concerne les activités spécialisées, scientifiques et techniques. Le secteur immobilier se distingue en étant le seul où le taux de pérennité des auto-entrepreneurs est supérieur à celui des

entrepreneurs individuels classiques. Même pour les auto-entrepreneurs ayant réussi à maintenir une activité économique durant ces cinq années, celle-ci reste moindre que pour les entrepreneurs individuels classiques : trois quarts des auto-entrepreneurs déclarent un chiffre d'affaires annuel inférieur à 15 000 euros en 2014, contre un quart environ des entrepreneurs individuels classiques.

En moyenne, le chiffre d'affaires des auto-entrepreneurs encore actifs à la fin 2015 est de 10 200 euros. Il est légèrement supérieur, avec 12 800 euros, pour les auto-entrepreneurs dont l'activité est la principale source de revenus. ●

« En moyenne, le chiffre d'affaires des auto-entrepreneurs encore actifs à la fin 2015 est de 10 200 euros. »

PROPORTION D'ENTREPRENEURS IMMATRICULÉS EN 2010 ENCORE ACTIFS APRÈS UNE À CINQ ANNÉES D'EXERCICE SELON LEUR STATUT JURIDIQUE (EN %)



Source : INSEE. Enquêtes SINE (Système d'information sur les nouvelles entreprises) et auto-entrepreneurs.

A l'approche du centenaire de la révolution de 1917, l'historien Éric Aunoble, enseignant à l'université de Genève, constate que « les traces de la révolution russe sont devenues quasiment indécélables dans la culture contemporaine ». Le centenaire ne sera d'ailleurs pas célébré en Russie. La commémoration d'Octobre 1917, qui a pourtant été la principale fête soviétique durant des décennies, n'est plus aujourd'hui une fête nationale ni un jour férié. Elle a été remplacée au milieu des années 1990 par une vague « Journée de l'union nationale ».

LA RÉVOLUTION DÉRANGE

L'historien Nicolas Werth explique que le pouvoir russe actuel ne sait pas quoi faire de la mémoire de 1917. Car la révolution dérange. En tant que révolte de la société contre l'État, elle contrarie l'idéologie autoritaire que Vladimir Poutine met en place. Elle est un rappel de la possibilité de désintégrer et d'affaiblir l'État.

Il y aura donc cet automne des colloques universitaires, mais aucune réelle célébration du centenaire. On insiste davantage sur l'avant et l'après-révolution ou sur la continuité de l'histoire multiséculaire russe. Le tricentenaire de la dynastie des Romanov était ainsi plus évident à célébrer en 2013 car il permettait de rappeler la grandeur de l'Empire russe. La Seconde Guerre mondiale – parce que patriotique – est aussi présentée comme un moment historique fondateur. La Russie célèbre aussi l'industrialisation et le renforcement de l'URSS par Staline dans les années 1930, la mise en place de la puissance.

Lénine n'est pas plus célébré que la révolution. Certes, son corps est toujours exposé au mausolée, sur la place Rouge. Mais on n'en parle plus. Le discours patriotique actuel ne peut pas valoriser l'image d'un Lénine matérialiste,

liste athée, accusé parfois d'avoir été à la solde des Allemands, adepte d'un communisme mondial. C'est plutôt Staline qui tendrait à incarner aujourd'hui la grandeur nationale. Les communistes russes d'aujourd'hui, Ziouganov en tête (chef du Parti communiste russe), célèbrent plus un bolchevisme national, c'est-à-dire, là encore, la ligne de Staline. Pas la révolution de 1917.

Ce silence autour de la révolution de 1917 peut déboucher sur son oubli dans les mémoires collectives. En France, là aussi, on n'en entend peu parler. Je n'avais jamais abordé cette période dans mes romans. Ayant étudié la période

1945-1985 pour ma thèse consacrée aux échanges artistiques entre la France et l'URSS, j'ai situé mon premier roman (trilogie *Nina Volkovitch*) pendant la dictature stalinienne. Et je n'arrivais pas à m'attaquer à la période révolutionnaire, parce que je ne savais pas sous quel angle l'aborder: autant il est facile de dénoncer à travers un récit de fiction les ravages de la dictature stalinienne, autant il est difficile d'envisager la révolution de manière unilatérale. L'approche du centenaire a réveillé mon envie d'aborder la révolution,

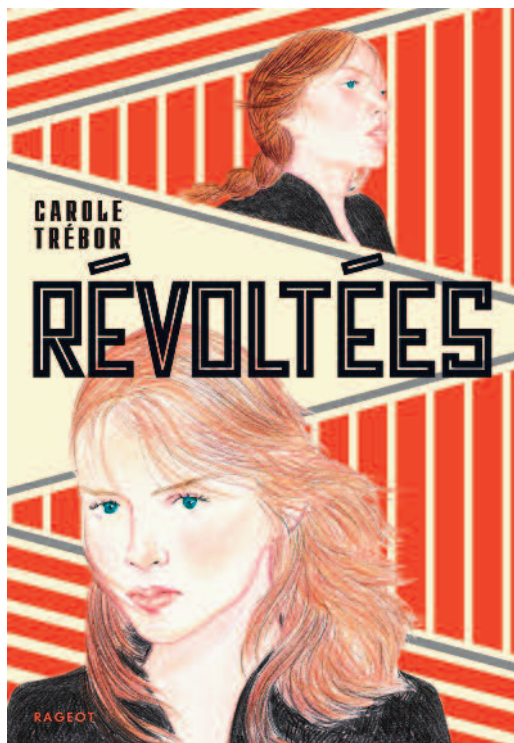
Pourquoi et comment j'ai écrit un roman sur la révolution de 1917 pour les adolescents

— PAR CAROLE TRÉBOR* —

mais j'avais besoin de trouver le bon angle pour me sentir cohérente et fidèle à ma pensée. Or je n'avais aucune idée du chemin à emprunter pour m'y aventurer.

FAIRE UN BILAN DE CE QUE JE PENSAIS DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Première étape, je voulais m'autoriser à écrire un récit pendant la révolution sans tenir compte de ce qui s'est passé en Russie après. En conséquence de quoi, il me fallait réussir à alléger mes personnages du poids de ce que je savais, moi, de l'après-révolution. Était-il possible de leur offrir l'espoir de changement et de justice qui est à la base de 1917? De ce premier souhait a jailli la question ►►



Carole Trébor, *Révoltées*, Rageot Éditeur, 2017

► inévitable: le stalinisme était-il inéluctable et prévisible dès 1917? On le sait, les historiens expliquent de différentes manières l'évolution du régime soviétique vers une dictature. Et telle est leur fonction.

Écrire ce roman m'a obligée à faire un bilan de ce que je pensais de la révolution russe. Après la révolution spontanée contre le tsarisme en février, en octobre 1917, la révolution, qui éclate en pleines défaites russes contre l'armée allemande, est bel et bien organisée par le parti bolchevique. Ce qui se met en place ensuite, c'est donc la dictature d'un parti, plus que celle du prolétariat, et c'est ce parti qui va diriger la lutte contre les ennemis de la révolution au cours de la terrible guerre civile qui suit. Pour Marx, la dictature du prolétariat est une phase nécessaire et transitoire pour vaincre l'opposition de la bourgeoisie. Mais au moment où Marx écrit, il n'y a pas encore de parti politique. La dictature d'un parti doit-elle forcément déboucher sur la dictature d'un homme?

Un parti a son élite, la dictature du parti peut logiquement entraîner la dictature de son élite. Or, au sommet de l'élite, il y a un chef, un homme. Donc, potentiellement, une dictature? D'autres argueront qu'une telle théorie ne tient pas compte du contexte de guerre civile qui nécessitait

« Les poèmes de Maïakovski me semblaient à même d'incarner toutes ces manières de s'engager. »

une grande rigueur, voire une terreur. Je n'ai pas trouvé finalement de réponse à cette question précise mais mes recherches ont affiné ma vision de la révolution. J'ai su ce qui m'inspirait et me donnait envie d'en parler, notamment à des adolescents, mes lecteurs: en 1917, l'espoir inouï de changer le monde a rallié des dizaines de milliers de gens à une même cause à laquelle ils ne croyaient pas forcément la veille; le peuple a pris le pouvoir, certes son action était encadrée par un parti, mais il existait encore une large démocratie vivante dans les soviets, ces assemblées de soldats et d'ouvriers; un ordre établi qui semblait immuable a été renversé en une année.

Mon roman me servirait à interroger mes lecteurs sur la révolution, comme je m'interrogeais moi-même. J'avais envie de questionner les adolescents sur l'espoir du peuple, sur l'organisation des combats de rue, sur les prises de conscience politiques, sur le positionnement de chacun lors d'un renversement, sur la liberté individuelle dans le groupe, sur la nécessité (ou non) de la violence dans la révolte...

L'ART ET LA RÉVOLUTION

Ensuite j'ai cherché un angle. Celui de l'art me sembla évident. Le biais de l'art est une manière de me positionner par rapport à la révolution (comme une des héroïnes). L'art doit-il rester en dehors des changements politiques, doit-il les refléter, comment révolutionner l'art? En transformant sa forme, se libérer de l'ordre ancien, des traditions et des conventions du passé, en parlant de la révolution dans une forme classique, narrative en fiction, figurative en peinture, lyrique en poésie? Les poèmes de Maïakovski me semblaient à même d'incarner toutes ces manières de s'engager.

Je ne voulais pas proposer une énième vision des révolutionnaires comme d'affreux tortionnaires, des ouvriers incultes, grossiers et alcooliques. À l'occasion du centenaire de la révolution, mes héros ne seraient pas des nobles

ou des bourgeois victimes. Il me semblait au contraire important de donner la parole à des insurgés, des jeunes, qui se positionnent face à l'insurrection populaire et face à l'organisation bolchevique. Je ne voulais pas taire cet élan malgré la dictature qui a suivi.

Lena est convaincue depuis février que le peuple détient la force de changer le monde, elle s'engage entièrement au parti bolchevique, elle prend les armes et accepte que la violence est indispensable pour gagner. Sa jumelle, Tatiana, la narratrice, doute de la possibilité de renverser une situation qui lui semble immuable, mais sa sœur l'entraîne dans son élan. Et la révolution lui permet de se réaliser artistiquement. Elle a la chance de faire ses premiers pas de chanteuse. Piotr, leur ami d'enfance, se méfie de ce parti bolchevique qui encadre la révolte et refuse l'élection démocratique de l'assemblée constituante; il s'engage aussi, mais du côté des junkers et des cadets, les soldats qui défendent le gouvernement provisoire que les bolcheviks renversent...

Le personnage de Piotr incarne l'idée que le stalinisme est déjà en germe dans le déroulement de la révolution de 1917 et la fougue de Léna représente au contraire la volonté du peuple de construire un monde meilleur, plus juste socialement. Afin d'être au cœur de l'élan révolutionnaire, au plus près des engagements spontanés de jeunes Russes, j'ai situé mon récit pendant la semaine de l'insurrection à Moscou. Ces journées révolutionnaires les transforment, que les héros le veuillent ou non, leur destin est bousculé, leurs divergences politiques les séparent, des innocents meurent. Comme l'écrivait Victor Hugo : « Les révolutions ont deux versants, montée et descente, et portent étagées sur ces versants toutes les saisons, depuis la glace jusqu'aux fleurs. Chaque zone de ces versants produit des hommes qui conviennent à son climat, depuis ceux qui vivent dans le soleil jusqu'à ceux qui vivent dans la foudre. »

LES ADOLESCENTS FACE À UNE RÉVOLTE SOCIALE

Et maintenant que le livre va sortir, j'ai envie de dialoguer avec mes lecteurs : qu'imaginent-ils, les adolescents d'aujourd'hui, si on leur parle d'un élan populaire où ceux qui n'ont rien, quasiment aucun droit, prennent le pouvoir – par les armes ? Que pensent-ils de l'encadrement de la révolte par un parti ? Quelle réflexion une révolte sociale leur inspire ?

Cette semaine révolutionnaire est un condensé de temps où les détonateurs de changement s'intensifient. Il y a

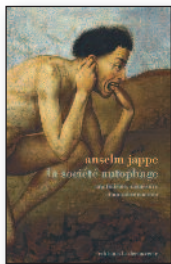
ceux qui décident instinctivement, ceux qui agissent en suivant des choix conscients, ceux qui s'engagent avec la fougue et le désir de révolte, qui crient « non » au monde qui existe et agissent pour que leur rêve d'un monde meilleur devienne réalité. « Qu'est-ce qu'un homme révolté ? » demandait Camus. C'est « un homme qui dit non. Mais s'il refuse, il ne renonce pas : c'est aussi un homme qui dit oui, dès son premier mouvement. Un

« Il me semblait important de donner la parole à des insurgés, des jeunes, qui se positionnent face à l'insurrection populaire et face à l'organisation bolchevique. »

esclave qui a reçu des ordres toute sa vie juge soudain inacceptable un nouveau commandement ».

Mais au cours d'une révolution, d'autres subissent les événements, réfléchissent en imaginant l'avenir, craignent l'inconnu, perdent leur équilibre. Les événements engendrent leurs victimes et leurs heureux gagnants. Entre soumission, chance, choix, engagement, ces journées d'incandescence témoignent cruellement de ce que la grande histoire peut imposer aux individus, mais elles révèlent aussi que chacun a le droit de réagir, de refuser, ou celui d'accepter puis de rebondir : voilà tout ce qui peut aussi toucher les lecteurs adolescents. ●

*Carole Trébor est auteure de littérature pour la jeunesse.



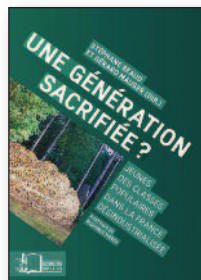
La Société autophage.
Capitalisme, démesure
et autodestruction
 La Découverte, 2017

ANSELM JAPPE

PAR IGOR MARTINACHE

Si Marx était incontestablement un penseur touche-à-tout, et de ce fait inclasable, il est pourtant une discipline à laquelle il ne s'est pas frotté : la psychanalyse. Et pour cause, Freud, de presque quatre décennies son puîné, n'avait pas encore posé les bases de cette discipline lorsque l'auteur du *Capital* passait de vie à trépas. Nombre d'auteurs, et non des moindres, ont toutefois œuvré à ce rapprochement *a priori* improbable, avec un certain succès d'audience, à commencer par Herbert Marcuse ou Erich Fromm. Pourtant, au-delà des controverses virulentes qui ont pu les opposer, tous ont en commun d'être passés à côté de l'enjeu primordial selon Anselm Jappe, à savoir la critique de la valeur. Ce courant d'analyse, dont le philosophe est un des principaux représentants avec Robert Kurz, place en son cœur le fétichisme de la marchandise pour explorer ses implications. Dans cet essai qui s'inscrit dans la suite des *Aventures de la marchandise* paru il y a près de quinze ans, Anselm Jappe propose donc une réflexion approfondie sur les conséquences anthropologiques du règne généralisé de la forme marchande, autrement dit sur les contours du type de subjectivation que produit le capitalisme, ce « sujet automate », ainsi que Marx l'avait lui-même désigné. Pour ce faire, il part du mythe grec d'Érysichthon, ce roi de Thésalie qui, pour avoir voulu faire abattre un arbre sacré afin d'en faire des planches pour son palais, a été condamné par Déméter à éprouver une faim inextinguible pour finir par se dévorer lui-même. Une métaphore dont il n'est pas besoin d'explicitier la signification s'agissant du capitalisme. Néanmoins, l'auteur ne s'en tient pas là et se livre au fil de son essai à une discussion serrée avec de multiples philosophes, psychanalystes, sociologues, afin d'en souligner les apports, mais aussi les apories, respectifs, et surtout de montrer en quoi ces derniers sont symptomatiques de leur époque, et de l'inconscient collectif de la phase du capitalisme à laquelle leurs pensées s'expriment. Dans un premier chapitre, Jappe remet ainsi Descartes, Kant et Sade à leur place, avant de se pencher dans le suivant sur la manière dont la psychanalyse a pris en charge la question du narcissisme, rappelant au passage que celui-ci ne signifie pas tant un amour immodéré de soi qu'un refus de la séparation entre soi et le monde, autrement dit des limites. Jappe passe ici en revue les approches de Freud, Fromm, Marcuse, pour arriver à Christopher Lasch qui lui semble avoir perçu ses enjeux avec le plus d'acuité. Dans les deux chapitres suivants, l'auteur se penche du côté d'analyses contemporaines du fétichisme de la marchandise et du

« nouvel esprit du capitalisme », bien identifié par Luc Boltanski et Ève Chiapello, qui n'en ont cependant pas, selon lui, saisi toutes les implications, faute d'avoir suffisamment creusé du côté de Marx. L'ouvrage s'achève sur un dernier chapitre dans lequel le philosophe voit dans la multiplication des *amoks*, aux États-Unis et en Allemagne notamment, ainsi que l'on désigne désormais à partir d'un terme désignant initialement un rituel malaisien, ces massacres collectifs à l'aveugle commis par un ou plus rarement plusieurs individus apparemment sans problème, comme un révélateur à l'extrême de cette « pulsion de mort » cultivée par l'abstraction généralisée qu'entraîne le règne de la marchandise. « La disposition à détruire l'autre dans la concurrence finit dans une haine généralisée contre le monde entier ; monde que cette concurrence a réduit à rien, y compris le sujet lui-même », écrit l'auteur. La thèse est assurément dérangeante, pour dire le moins, mais solidement étayée. Si d'auteurs se trouveront certainement en désaccord avec la lecture qu'Anselm Jappe fait de tel ou tel auteur qu'il convoque, à commencer par Marx lui-même, il n'en reste pas moins un essai stimulant qui a le mérite de rappeler que ce n'est pas par de petits ajustements à la marge, en instillant plus de « démocratie » ou de « développement durable » que la logique mortifère et autodestructrice du capitalisme pourra être enrayerée. Un rappel assurément bienvenu par les temps qui courent... ●



Une génération sacrifiée ?

Jeunes des classes populaires dans la France désindustrialisée

ENS-ULM, 2017

STÉPHANE BEAUD ET

GÉRARD MAUGER (DIR.)

POSTFACE DE FLORENCE WEBER

PAR YVETTE LUCAS

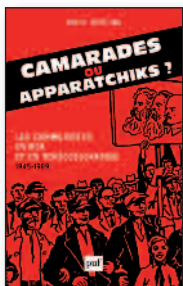
De longue date familiers du monde ouvrier et des transformations des milieux populaires dans la France contemporaine, Stéphane Beaud et Gérard Mauger ont rassemblé neuf enquêtes de terrain réalisées par de jeunes chercheurs auprès de jeunes de milieux populaires confrontés à la crise et à des formes de rejet inconnues des générations qui les ont précédés.

Dès l'introduction, ils mettent l'accent sur la crise de reproduction qui a progressivement affecté les classes populaires depuis le milieu des années 1970. Elle se traduit par une insécurité sociale croissante et par une déstabilisation de leurs modes de vie dont les jeunes et plus spécifiquement les « jeunes des cités » constituent le point focal. Des jeunes qui en 2016, au cours des luttes contre la loi Travail, ont

rencontré le mot d'ordre fédérateur : « On vaut mieux que ça ». « L'écho trouvé par ce slogan auprès des jeunes entrants sur le marché du travail invite à s'interroger sur les multiples effets du nouvel ordre salarial du capitalisme actionnarial », écrivent les auteurs. Les études rassemblées dans le volume explorent différentes facettes souvent méconnues d'un « nouvel ordre social différencié » en abordant à la fois : les jeunes ruraux et les « jeunes de cités », les jeunes femmes moins visibles dans l'espace public, les jeunes sans diplômes, mais aussi le groupe majoritaire des jeunes « moyennement » diplômés, de parents français comme descendants d'immigrés.

Après deux chapitres de Vincent Burckel et Gérard Mauger sur les transformations des styles de vie des classes populaires, une deuxième partie étudie les effets de la dévalorisation de la force physique et des valeurs de virilité non seulement sur le marché du travail mais aussi sur le marché matrimonial et dans « l'économie du capital symbolique » qui les affecte. La troisième partie est consacrée aux jeunes femmes des classes populaires. La quatrième, particulièrement éclairante au regard du capital culturel dont disposent ces jeunes et d'une perméabilité explicable aux « idées reçues », traite des engagements et désengagements politiques et syndicaux contradictoires qui les traversent. Sur la base de ces enquêtes qualitatives de longue durée – un à quatre ans –, Beaud et Mauger dégagent les traits particuliers à cette nouvelle génération : une crise de la reproduction et un nouveau mode de génération des classes populaires liées aux transformations du marché du travail, aux transformations de l'encadrement politique, syndical, culturel, aux transformations du système scolaire dans un monde où disqualification scolaire et disqualification sociale s'engendrent mutuellement.

Dans une longue postface, Florence Weber recontextualise l'ensemble de ces travaux en référence aux études et théorisations de la période 1998-2016, formulant *in fine* jugements et questions relatifs aux impasses dans lesquelles la politique française intérieure comme extérieure s'est aujourd'hui dévoyée. Un livre à lire absolument. ●



Camarades ou apparatchiks ?
Les communistes en RDA
et en Tchécoslovaquie
(1945-1989)

PUF, 2016

MICHEL CHRISTIAN

PAR **PIERRE CRÉPEL**

Que faisaient donc les membres des partis communistes des pays de l'Est ?

À la fin de la guerre, ils résistaient ; à la Libération, ils essayaient de construire un régime socialiste ; mais

ensuite, concrètement... ? C'est en général esquivé. Les historiens ou politiciens très hostiles se contentent de présenter ces adhérents comme des arrivistes, comme des courroies de transmission du pouvoir en place et de Moscou. Chez les autres historiens, et même chez les nostalgiques de l'époque prosoviétique, ce sujet est négligé.

Michel Christian le traite en détail en se concentrant sur deux pays « relativement similaires », la RDA et la Tchécoslovaquie, et en les comparant : « précocement industrialisés, ayant fait l'expérience de la démocratie parlementaire et dotés d'une tradition social-démocrate enracinée mais aussi d'un parti communiste de masse dès l'entre-deux-guerres ». L'ouvrage de quatre cents pages, sérieux mais qui se lit bien, comporte une introduction, quatorze chapitres plutôt chronologiques et une conclusion. Les sources utilisées sont bien précisées : il s'agit essentiellement des archives de ces partis, complétées par des recoupements avec quelques autres documents.

Les effectifs, la composition sociale, l'organisation, les actions, la formation des adhérents, tout cela est passé en revue, dans son évolution contrastée entre la guerre et la chute. On y découvre une activité variée et « militante », on y comprend mieux ce qu'est alors « l'engagement ».

L'auteur n'esquive pas le poids des routines, les pesanteurs dues aux hiérarchies. Bien entendu, il replace son étude par rapport à l'existence des blocs, à la guerre froide, à la dépendance vis-à-vis de l'URSS, aux moments clés importants (rapport Khrouchtchev, printemps de Prague et intervention du pacte de Varsovie, etc.). Mais le lecteur s'étonnera peut-être de constater que, pour une large part, l'activité des communistes de RDA et de Tchécoslovaquie était semblable à celle des communistes de n'importe quel pays où le PC ne détient pas le pouvoir. Par exemple, pour tous ces partis, depuis 1924 et le III^e Congrès de l'Internationale, l'espace politique par excellence est le lieu de travail (réalité malheureusement assez négligée aujourd'hui) : on lira à cet égard avec intérêt les pages 114 à 119, notamment sur les rôles respectifs de l'entreprise, du parti et du syndicat.

Ces deux pays ont des ressemblances, mais aussi des différences. En Tchécoslovaquie, il s'agit d'un État pleinement rétabli dans sa souveraineté ; en revanche, « dans la zone d'occupation soviétique, il n'y a pas d'État jusqu'à la fondation de la RDA en 1949 ». « Jusqu'aux années 1960, le PCT combine [...] une forte implantation avec un appareil peu développé et le SED, une implantation faible avec un appareil très puissant » ; « le SED continue, même dans les années 1980, à se distinguer du PCT en recrutant des membres plus jeunes, en leur imposant des exigences plus élevées ».

Ce livre intéressant et original est à lire par les militants qui cherchent à sortir des sentiers battus. ●

La révolution des bolcheviks est plus constituée d'idéologies que de faits (c'est pourquoi au fond peu nous importe d'en savoir plus que ce que nous savons). Elle est la révolution contre Le Capital de Karl Marx. Le Capital était, en Russie, le livre des bourgeois plus que des prolétaires. C'était la démonstration critique qu'il y avait en Russie une nécessité fatale à ce que se formât une bourgeoisie, à ce que s'inaugurât une civilisation de type occidental, avant que le prolétariat pût seulement penser à sa revanche, à ses revendications de classe, à sa révolution. Les faits ont dépassé les idéologies. Les faits ont fait éclater les schémas critiques à l'intérieur desquels l'histoire de la Russie aurait dû se dérouler, selon les canons du matérialisme historique. Les bolcheviks renient Karl Marx, ils affirment,

en s'appuyant sur le témoignage de l'action développée, des conquêtes réalisées, que les canons du matérialisme historique ne sont pas aussi inflexibles qu'on aurait pu le penser et qu'on l'a effectivement pensé.

Et pourtant, il y a aussi une fatalité dans ces événements et si les bolcheviks renient certaines affirmations du Capital, ils ne sont pas « marxistes », voilà tout, ils n'ont pas compilé dans les œuvres du maître une doctrine extérieure faite d'affirmations dogmatiques et indiscutables. Ils vivent la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais, qui est le prolongement de la pensée idéaliste italienne et allemande et qui, chez Marx, avait été contaminée par des incrustations positivistes et naturalistes. Et cette pensée pose toujours comme principal facteur de l'histoire, non pas les faits écono-

miques bruts, mais l'homme, mais la société des hommes qui se rassemblent entre eux, se comprennent entre eux, développent à travers ces contacts (civilisation) une volonté sociale, collective, et comprennent les faits économiques, les jugent, les adaptent à leur volonté, jusqu'à ce que celle-ci devienne le moteur de l'économie, formatrice de la réalité objective, qui vit, se meut et acquiert des caractères de matière tellurique en ébullition, qui peut être canalisée là où il plaît à la volonté, comme il plaît à la volonté.

Éditorial de l'édition milanaise de l'*Avanti!* du 24 novembre 1917, Antonio Gramsci, *Textes*, Éditions sociales, 1983, p. 44.

La révolution contre *Le Capital*

Le marxisme est-il une doctrine rigide, mécanique, réduisant le cours de l'histoire à une évolution économique sur laquelle les hommes n'ont aucune prise ? Gramsci n'entend pas les choses de cette oreille, et il considère que la révolution bolchevique, menée dans une Russie aux structures encore largement féodales, offre un sévère démenti à cette vision simplificatrice.

— PAR FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER —

CONTRE LE MARXISME DOGMATIQUE

Lorsque éclate la révolution russe, le mouvement ouvrier se réclamant du marxisme est déjà profondément divisé. Le soutien massif des socialistes européens à la guerre en 1914 a signé, pour Lénine et ses partisans, la faillite de la Deuxième Internationale. En effet, le mouvement social-démocrate avait adopté une stratégie qu'on pourrait qualifier d'attentiste : il s'agissait d'attendre que le capitalisme s'effondre sous le poids de ses propres contradictions. On retrouve par exemple cette idée chez un de ses principaux théoriciens, Karl Kautsky, qui écrit en 1892 dans *Le Programme socialiste* que « l'irrésistible évolution économique conduit nécessairement à la banqueroute du mode de production capitaliste ». Il en tire les conséquences poli-

tiques dans son *Catéchisme social-démocrate* de 1893 : « Le parti socialiste est un parti révolutionnaire ; il n'est pas un parti qui fait des révolutions. Nous savons que notre but ne peut être atteint que par une révolution, mais nous savons aussi qu'il ne dépend pas de nous de faire cette révolution, ni de nos adversaires de l'empêcher. » De ce point de vue, les tentatives précipitées de renversement du capitalisme ne peuvent être considérées que comme des marques d'immaturité du mouvement ouvrier.

En Russie, cette question prend une forme bien particulière : le capitalisme n'y est encore que très peu développé et les structures féodales y sont encore très présentes. Le

schéma marxiste classique voudrait que l'on passe d'abord par une phase de développement du capitalisme avant de pouvoir envisager une transition vers le communisme. Marx avait déjà entrevu le problème et s'était d'ailleurs lui-même écarté de cette grille de lecture trop rigide¹, mais certains marxistes considéraient, comme le dit Gramsci, qu'il y avait « en Russie une nécessité fatale à ce que se formât une bourgeoisie, à ce que s'inaugurât une civilisation de type occidental, avant que le prolétariat pût seulement penser à sa revanche ». C'est par exemple le cas de Georges Plekhanov (1856-1918), l'un des premiers marxistes russes, qui écrit quelques jours après la révolution d'Octobre une *Lettre ouverte aux ouvriers de Petrograd*, dans laquelle il affirme, se réclamant de l'autorité d'Engels, qu'il n'y a pas de plus grand malheur pour la classe ouvrière que d'accéder au pouvoir trop tôt... Pour Gramsci, cette vision réductrice profite surtout à la bourgeoisie, dont l'ascension en Russie est présentée comme inévitable. Voilà pourquoi il écrit : « *Le Capital* était, en Russie, le livre des bourgeois plus que des prolétaires. » Lorsque Gramsci affirme que les bolcheviks, prenant le contre-pied de cette perspective fataliste, « renient Karl Marx », il veut surtout dire qu'ils se défont d'une vision canonique et dogmatique du matérialisme historique. Le Karl Marx qu'ils renient est un Karl Marx déformé par le positivisme et le naturalisme, c'est-à-dire par une approche qui considère que l'histoire peut être appréhendée de la même manière que la physique ou la biologie.

VIVRE LA PENSÉE MARXISTE

Aux yeux de Gramsci, le grand mérite des bolcheviks, et de Lénine en particulier, est d'avoir rompu avec la conception de l'histoire propre à la Deuxième Internationale. L'histoire ne se réduit pas aux seuls *faits économiques bruts*, le capitalisme ne s'effondre pas de lui-même et le parti n'a pas à attendre passivement le cataclysme final. Pour le jeune Gramsci – il a 26 ans lorsqu'il écrit ce texte – le principal facteur de l'histoire réside dans la « volonté collective ». Elle est « le moteur de l'économie », elle est « formatrice de la réalité objective ». L'histoire n'est donc pas un développement objectif face auquel l'homme est condamné à rester passif. Manière pour Gramsci de saluer l'insurrection victorieuse des bolcheviks décidée après que ces derniers sont devenus majoritaires dans les principaux soviets du pays. L'attentisme, le refus de la prise du pouvoir auraient signifié la continuation de la guerre et du massacre de la population russe et la possibilité d'une reprise en main du pays par l'aristocratie militaire récemment écartée.

L'insistance sur le thème de la volonté collective renvoie à une étape déterminée de l'itinéraire intellectuel de Gramsci. À ce moment, bien que déjà lecteur de Marx, il

Octobre vue d'Italie

Gramsci écrit cet éditorial le 24 novembre 1917, quelques jours après la révolution d'Octobre. Difficile de se faire une idée, depuis l'Italie, des événements qui se déroulent alors en Russie. « On n'a aucune information précise sur les derniers événements de la révolution russe, écrit-il le même jour. Et il est probable que cela durera encore un temps. » La censure filtre les informations. La grande presse, dans les mains de la bourgeoisie, condamne et dénigre, plus qu'elle n'informe. Quelques jours après l'insurrection victorieuse, la *Gazetta del popolo* écrit, sous le titre « Les saturnales du léninisme » : « Une foule de maximalistes a saccagé les celliers du Palais d'hiver, elle s'y est enivrée et a été dispersée par la force armée². » Le jeune Gramsci, quant à lui, mesure toute la puissance émancipatrice d'Octobre comme moment de la *révolution générale du peuple russe* dans laquelle les bolcheviks ont joué un rôle décisif.

est plutôt tourné vers deux philosophes italiens influencés par Hegel (1770-1831) : Benedetto Croce (1866-1952) et Giovanni Gentile (1875-1944). Le philosophe français Henri Bergson (1859-1941) fait aussi partie de ses lectures. Ces auteurs idéalistes permettent de rompre avec une interprétation positiviste de l'histoire très présente alors dans les milieux socialistes et faisant de la révolution le résultat inéluctable du développement historique. Plus tard, Gramsci relativisera ce volontarisme de jeunesse. On peut lire par exemple dans le *Cahier 13* : « L'erreur dans laquelle on tombe souvent dans les analyses historico-politiques consiste à ne pas savoir trouver le juste rapport entre ce qui est organique et ce qui est occasionnel : on en arrive ainsi, ou bien à présenter comme immédiatement agissantes des causes qui n'opèrent au contraire que médiatement, ou bien à affirmer que les causes immédiates sont les seules causes efficientes ; [...] dans un cas, on surestime les causes mécaniques, dans l'autre, on exalte l'élément volontariste et individuel. » Nul doute que cet éditorial de 1917 exalte l'élément volontariste. C'est oublier tout ce que la révolution russe doit aux circonstances historiques et d'abord à cette guerre mondiale qui fait trembler tout l'édifice social. Néanmoins, cet excès de volontarisme et d'idéalisme dans l'appréciation des événements était, à ce moment, la condition pour rompre avec les schémas de pensée de la II^e Internationale et pour accueillir positivement la révolution d'Octobre. ★

1. Nous renvoyons au texte n°11 de notre recueil, *Découvrir Marx*, Éditions sociales, 2016, p. 111 *sqq.*

2. Giuseppe Fiori, *La Vie de Antonio Gramsci*, Fayard, 1970, p. 132.



MARX À L'AFFICHE !

Raoul Peck a fait événement en proposant en France le premier long-métrage consacré à Marx. Les communistes ont décidé d'accompagner ce film, de pleine actualité pour notre temps. Dans ce cadre, l'équipe de *Cause commune* s'est mise à disposition pour animer des débats et projections. C'est ainsi qu'une belle soirée de lancement de la revue a été organisée dans le sud-ouest autour du *Jeune Karl Marx*: Lydia Samarbakhsh (CEN), Pierre Lacaze (PCF 31) et Saliha Bousseadra, pour notre revue, étaient présents au milieu de plus de 200 personnes réunies dans le grand cinéma de Toulouse, l'ABC. Bien d'autres rencontres ont été organisées: d'Agen à Strasbourg en passant par Bourges, Mulhouse ou Poitiers (plus de 100 personnes à chaque fois) avec Jean Quétier ou Saliha Bousseadra; Paris ne fut pas en reste, avec Guillaume Roubaud-Quashie.

L'affaire n'est pas close et bien des débats sont encore prévus... et peuvent être organisés si vous nous contactez (via le formulaire de contact du site <http://www.causecommune-larevue.fr/contactez-cause-commune/>).

D'ores et déjà, rendez-vous les 10 et 11 à Bastia, le 10 à Vierzon, le 15 à Saint-Florent-sur-Cher, le 16 à Saint-Amand Montrond, le 22 à Serémange, le 24 à Chalon-sur-Saône, le 7 décembre à Cahors...

ORGANISEZ DES DÉBATS !

Organisez des débats avec les membres de l'équipe de **Cause ★ commune**, autour des livres ou des thèmes des dossiers, c'est possible.

CONTACTEZ-NOUS À
redaction@causecommune-larevue.fr



 Retrouvez
Cause ★ commune
 sur **Facebook**

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashie
 Directeur



Davy Castel
 Rédacteur en chef



Jean Quétier
 Rédacteur en chef



Gérard Streiff
 Rédacteur en chef
 Controverses
 Sondages



Sébastien Thomassey
 Mise en page



Frédo Coyère
 Mise en page
 et graphisme



Noëlle Mansouv
 Secrétaire
 de rédaction



Maxime Cochard
 Congrès



Camille Ducrot
 Critiques/Lire



Florian Gulli
 Dans le texte



Saliha Bousseadra
 Féminisme



Léo Purguette
 Grand entretien



Mickaël Bouali
 Histoire



Valentin Brouillard-Dusong
 Militer



Laura Moscarelli
 Philosophiques



Victor Blanc
 Poésies



Corinne Luxembourg
 Production
 de territoires



Séverine Charret
 Production
 de territoires



Gérard Legrip
 Regard



Élodie Lebeau
 Regard



Pierre Crépel
 Sciences



Fanny Chartier
 Statistiques



Michaël Orand
 Statistiques



Benjamin Sozzi
 Vidéo



Claudine Périllaud
 Relecture



Vincent Bordas
 Relecture



Héléne Bidard



Igor Martinache



Josua Gräbener



Stéphanie Loncle



Marine Roussillon



Constantin Lopez

PROCHAIN NUMÉRO

janvier/février : **Le populisme**



Parti communiste français